

# Commune de **VASSENY**

## Plan Local d'Urbanisme

### **5-1. Annexes et Servitudes**

Projet arrêté le

Projet mis à l'enquête le

Projet approuvé le

Cachet et signature  
de la collectivité



**GEOGRAM**  
Environnement - Urbanisme

16 rue Rayet Liénart  
51420 Witry-lès-Reims  
Tél. : 03 26 50 36 86  
e-mail : [bureau.etudes@geogram.fr](mailto:bureau.etudes@geogram.fr)  
Site internet : [www.geogram.fr](http://www.geogram.fr)



## Sommaire

### **1<sup>ÈRE</sup> PARTIE : DIAGNOSTIC COMMUNAL ..... 1**

---

1] Ordures ménagères .....	2
2] Eau potable .....	2
3] Assainissement .....	7
4] Défense incendie .....	8
5] Prise en compte des nuisances phoniques .....	10

### **2<sup>ÈME</sup> PARTIE : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE ..... 19**

---

1] Conservation des eaux - A4 .....	22
I. - GENERALITES .....	22
II. - PROCEDURE D'INSTITUTION .....	22
III. - EFFETS DE LA SERVITUDE .....	23
2] Monuments historiques - AC1 .....	25
I - GÉNÉRALITÉS .....	25
II - PROCÉDURE D'INSTITUTION .....	26
III - EFFETS DE LA SERVITUDE .....	28
3] Electricité - I4 .....	34
I. - GENERALITES .....	34
II - PROCEDURES D'INSTITUTION .....	34
III - EFFETS DE LA SERVITUDE .....	36
4] Plan de Prévention des Risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, pour le secteur Vallée de Vesle entre Ciry-Salsogne et Vauxtrin .....	38
5] Relations aériennes .....	1

### **5<sup>ÈME</sup> PARTIE : ANNEXES ..... 7**

---

Service Public d'Assainissement Non Collectif .....	8
Arrêté pour la saisine en matière archéologique .....	48



# 1<sup>ÈRE</sup> PARTIE :

## DIAGNOSTIC COMMUNAL



## **1] Ordures ménagères**

La Communauté de Communes du Val de l'Aisne (CCVA) possède la compétence de collecte des déchets ménagers et assimilés. Les compétences de transfert et de traitement des déchets ont été transférées depuis le 1er janvier 2003 au syndicat mixte départemental de traitement des déchets ménagers « Valor'Aisne ». Ce syndicat assure la valorisation et l'élimination de déchets ménagers de 94 % des axonais.

À l'échelle du territoire communautaire, en 2009, la production de déchets ménagers a été d'environ 67 kg par habitant pour la collecte sélective et 225 kg pour les ordures ménagères. On remarquera qu'à l'échelle du département, en moyenne un habitant produit 264,3 kg d'ordures ménagères, soit plus que la moyenne communautaire.

À Vasseny, les déchets sont collectés une fois par semaine pour les déchets ménagers (tous les mercredis) et une fois tous les 15 jours, pour les déchets recyclables (les mardis en semaine impaire).

Les habitants de Vasseny tout comme ceux résidant dans l'une des communes membres de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne, disposent d'un droit d'accès à la déchetterie de Presles-et-Boves, unique déchetterie de la communauté de communes. Ils peuvent y déposer 2m3 par semaine. Les professionnels peuvent déposer leurs déchets à l'écopole d'Allemant ou à l'agence Sita de Villeneuve-Saint-Germain.

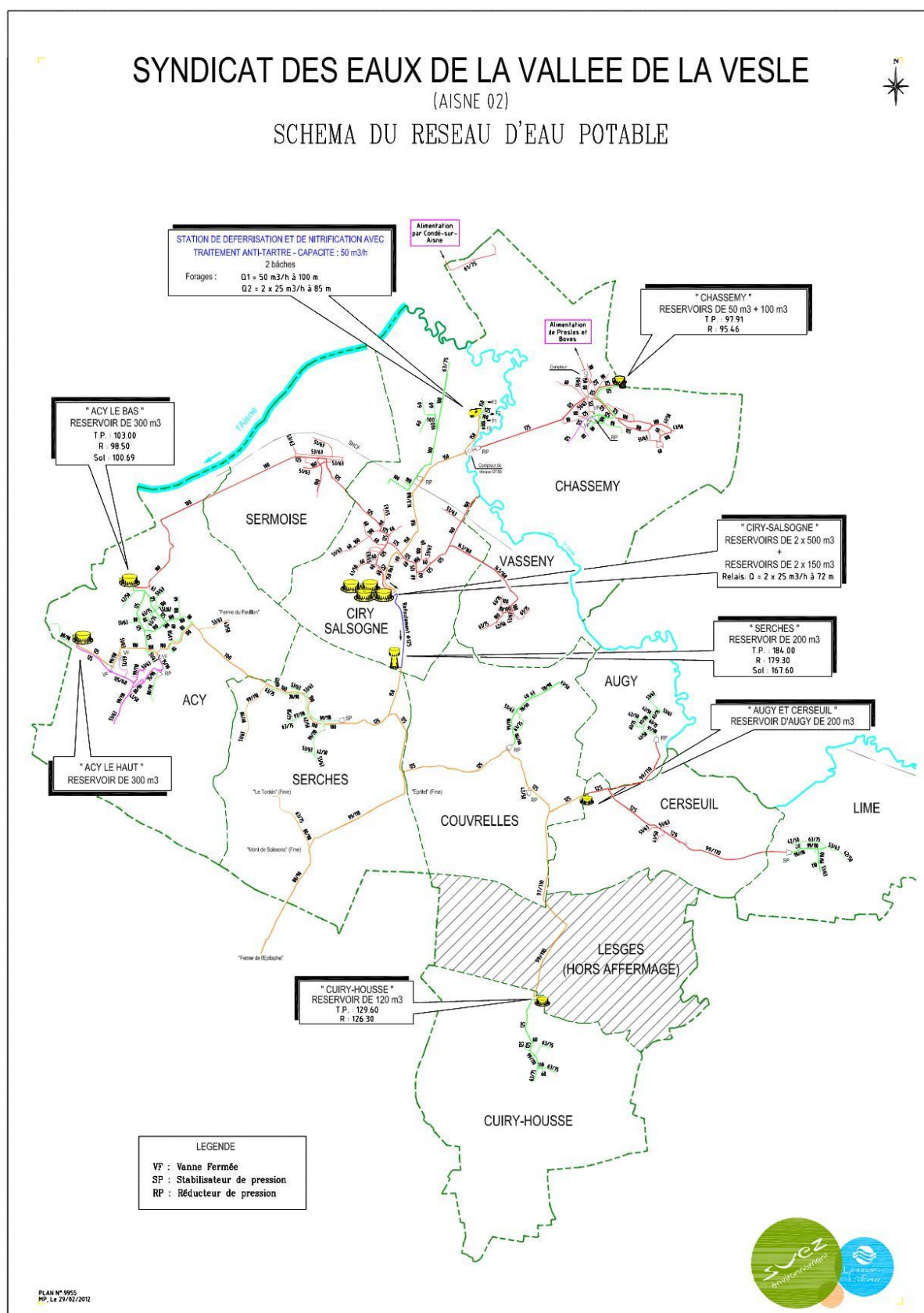
## **2] Eau potable**

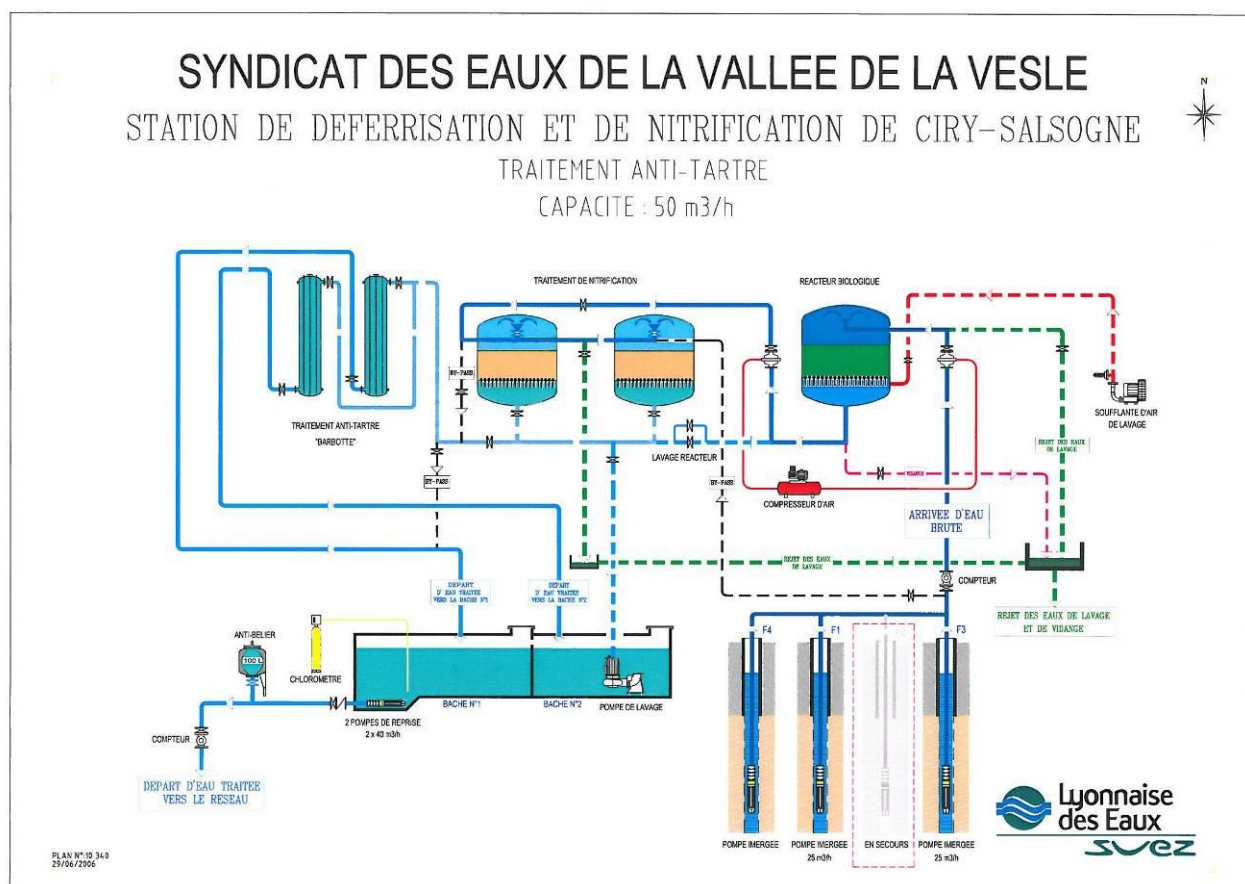
D'origine souterraine (nappe des sables du Thanétien et de la craie) l'eau distribuée provient de 3 forages situés sur la Commune de Ciry-Salsogne et dotés des périmètres de protection réglementaire en date du 18/02/2002. Les communes faisant partie du Syndicat sont : Ciry-Salsogne, Acy, Augy, Cerseuil, Chassemy, Couvrelles, Cuiry-Housse, Lime, Serches, Sermoise et Vasseny.

L'eau avant distribution est traitée par déferrisation et désinfection. Les installations concourant à la distribution sont la propriété du Syndicat de la Vallée de la Vesle et Lyonnaise de Eaux en assure l'exploitation.

En 2008, 17 prélèvements ont été réalisés par la DDASS. L'eau distribuée en 2008, a satisfait les exigences réglementaires de qualité pour l'ensemble des paramètres mesurés au cours du contrôle sanitaire, sauf de manière récurrente pour les sulfates et la conductivité. Des mesures doivent être mises en œuvre pour pallier au non-respect des exigences de qualité, ainsi qu'aux problèmes quantitatifs. Afin de pallier aux difficultés d'approvisionnement en eau, une autorisation d'exploiter un nouveau forage a été délivrée en 2008.

Tous les habitants peuvent consommer l'eau.





Vasseny est alimentée par une DE 160 PVC provenant de la commune de Ciry-Salsogne. 1 300 m<sup>3</sup> d'eau sont stockés dans les réservoirs de Ciry pour alimenter les communes du syndicat.

<b>SYNDICAT DES EAUX DE LA VALLEE DE LA VESLE</b>
---

Commune siège : CIRY-SALSOGNE

Nombre de communes : 11

Communes adhérentes :

**ACY, AUGY, CERSEUIL, CHASSEMY, CIRY-SALSOGNE, COUVRELLES, CUIRY-HOUSSE, LIME, SERCHES, SERMOISE, VASSENY**

Population totale : 4 117 habitants

<b>IDENTITE</b>
-----------------

Numéro SIREN : 250202215

Président : M. CHABROL Jean

Structure juridique : SIVU

Responsable administratif :  
M. RETHORE J. (secrétaire de mairie)

Date de création : 08/01/1966

Siège social : **Mairie de Ciry-Salsogne**  
**02 220 CIRY SALSOGNE**

Contact : **M. CHABROL Jean**  
**41 Rue de la loi**  
**02 220 COUVRELLES**

Tél. : 03 23 72 41 66  
Fax : 03 23 55 58 59  
Email : mairie-cirysalsogne@wanadoo.fr

<b>COMPETENCES</b>
--------------------

Eau potable : pompage, traitement, adduction, distribution


<b>EQUIPEMENTS</b>
--------------------

**Equipements eau potable :**

- |                                      |   |
|--------------------------------------|---|
| - Nombre d'abonnés : 1 867           | - volume produits en 2012 :                     |
| - Nombre habitants desservis : 4 113 | - volume vendus en 2012 : 175 635m <sup>3</sup> |
| - Linéaire de réseau : 83km          | - nombre de captage :                           |
| - Traitement :                       | - nombre de réservoirs :                        |
| - Type :                             |   |

<b>MODE D'EXPLOITATION</b>
----------------------------

En affermage avec la Lyonnaise des Eaux



**Ministère chargé de la santé - Résultats des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine**

**Critères de recherche**

<b>Département</b>	AISNE
<b>Commune</b>	VASSENY
<b>Réseau(x)</b>	SIAEP DE LA VALLEE DE LA VESLE
<b>Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ACY</li> <li>- AUGY</li> <li>- CERSEUIL</li> <li>- CHASSEMY</li> <li>- CIRY-SALOGNE</li> <li>- COUVRELLES</li> <li>- CUIRY-HOUSSE</li> <li>- LIME</li> <li>- SERCHES</li> <li>- SERMOISE</li> <li>- VASSENY</li> </ul>

[Bulletin précédent](#)
[Rechercher](#)

**Informations générales**

<b>Date du prélèvement</b>	22/02/2019 13h53
<b>Commune de prélèvement</b>	COUVRELLES
<b>Installation</b>	SIAEP DE LA VALLEE DE LA VESLE
<b>Service public de distribution</b>	SI EAUX DU SOISSONNAIS ET DU VALOIS
<b>Responsable de distribution</b>	SYNDICAT DES EAUX DU SOISSONNAIS ET
<b>Maître d'ouvrage</b>	SYNDICAT DES EAUX DU SOISSONNAIS ET

**Conformité**

<b>Conclusions sanitaires</b>	Eau de qualité conforme aux exigences de qualité, définies par le Code de la Santé Publique, pour les paramètres analysés. L'eau est consommable. CE BULLETIN DOIT ETRE AFFICHE EN MAIRIE.
<b>Conformité bactériologique</b>	oui
<b>Conformité physico-chimique</b>	oui
<b>Respect des <a href="#">références de qualité</a></b>	oui

**Paramètres analytiques**

Paramètre	Valeur	<a href="#">Limite de qualité</a>	Référence de qualité
AMMONIUM (EN NH4)	<0,050 mg/L		≤ 0.1 mg/L
ASPECT (QUALITATIF)	0		
BACT. AÉR. REVIVIFIABLES À 22°-72H	1 n/mL		
BACT. AÉR. REVIVIFIABLES À 37°-24H	<1 n/mL		
BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-MS	0 n/(100mL)		≤ 0 n/(100mL)
CHLORE LIBRE *	0,29 mg(Cl2)/L		
CHLORE TOTAL *	0,30 mg(Cl2)/L		
CONDUCTIVITÉ À 25°C	1035 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
COULEUR (QUALITATIF)	0		
ENTÉROCOQUES /100ML-MS	0 n/(100mL)	≤ 0 n/(100mL)	
ESCHERICHIA COLI /100ML - MF	0 n/(100mL)	≤ 0 n/(100mL)	
FER TOTAL	20,2 µg/L		≤ 200 µg/L
ODEUR (QUALITATIF)	0		
PERCHLORATE	1,1 µg/L		
PH	7,4 unité pH		≥6.5 et ≤ 9 unité pH
TEMPÉRATURE DE L'EAU *	7 °C		≤ 25 °C
TEMPÉRATURE DE MESURE DU PH	18,5 °C		
TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	<0,30 NFU		≤ 2 NFU

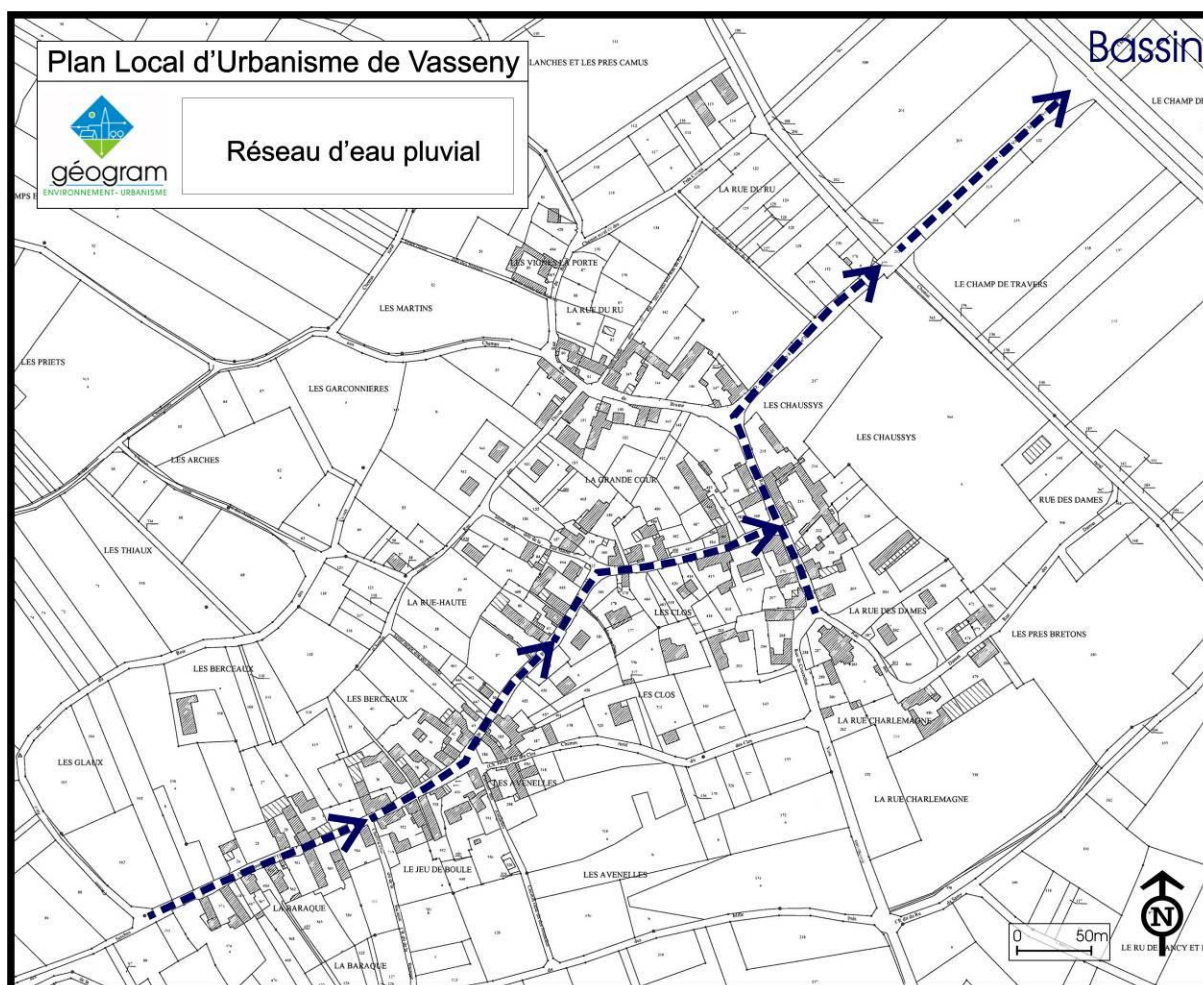
### **3] Assainissement**

La commune de Vasseny fait partie du syndicat de la vallée de la Vesle. Ce syndicat avait la compétence « assainissement » avant 2004. Depuis, cette compétence a été transférée à la communauté de communes du val de l'Aisne.

Un schéma d'assainissement a été initié en 1998, par le bureau d'études CEDRAT sur toutes les communes du syndicat. Mais une fois l'étude finalisée, la commune n'a pas délibéré sur un choix de zonage.

Les habitations sont actuellement assainies de manière individuelle et le mode collectif n'est pas à l'ordre du jour. Un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) assure le contrôle des installations depuis 2004. Ses missions obligatoires sont le contrôle des installations d'assainissement non collectif neuves ou existantes.

La commune dispose d'un réseau succinct de récupération des eaux pluviales. Les caniveaux drainent l'eau jusqu'au bassin situé au Nord du village, au bord de la RN.



Le bilan du Service Public d'Assainissement Non Collectif à l'échelle intercommunautaire est présenté en annexe.

## **4] Défense incendie**

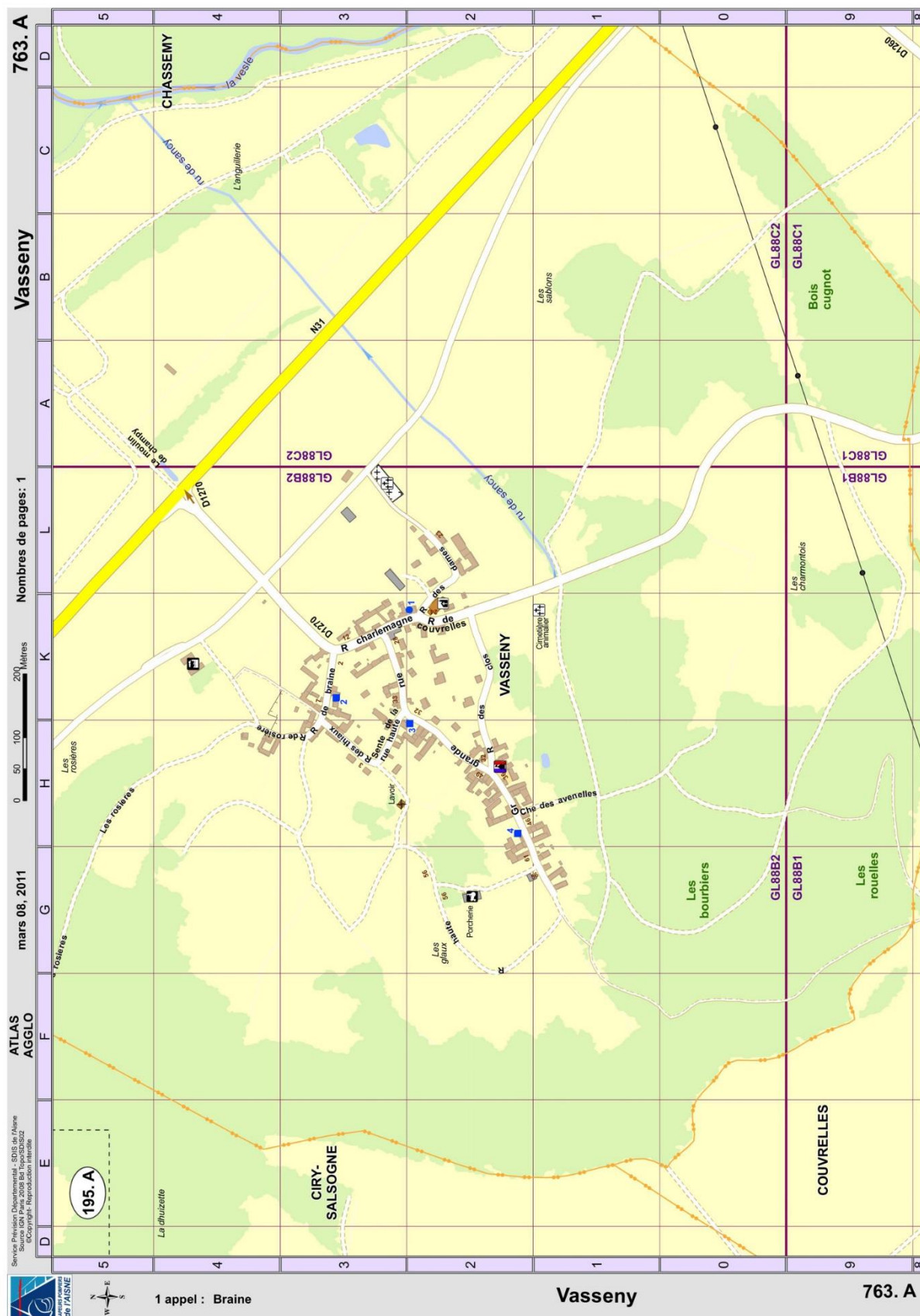
En application de l'Article L 2212-2 5ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, l'autorité municipale à la charge de l'existence et de la suffisance du réseau d'eau incendie sur le territoire de sa commune.

Afin d'assurer au mieux la défense contre l'incendie sur le secteur de votre commune, les principes généraux de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 doivent être respectés :

- ✚ les sapeurs-pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120 m<sup>3</sup> d'eau utilisable en deux heures,
- ✚ les prises d'incendie doivent se trouver à une distance de 200 à 300 mètres les unes des autres et être réparties en fonction des risques à défendre,
- ✚ le débit doit être au moins 60m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression,
- ✚ leurs emplacements doivent être accessibles en toutes circonstances et signalés,
- ✚ les points d'eau naturels doivent être en mesure de fournir en 2 heures 120 m<sup>3</sup>, se trouver à une distance maximale de 400 mètres des risques à défendre et être accessibles aux auto-pompes par l'intermédiaire d'une aire aménagée de 32 m<sup>2</sup>,
- ✚ les réserves artificielles doivent avoir une capacité minimum de 120 m<sup>3</sup> d'un seul tenant, être accessibles en toutes circonstances et se situer dans un rayon de 400 mètres des risques à défendre.

En cas d'incendie, les pompiers disposent de quatre poteaux répartis sur le territoire : Rue des Dame, Rue de Braine et Grande Rue (deux). Trois d'entre eux ont une pression insuffisante et / ou un débit insuffisant.

La municipalité prévoit la réalisation des travaux nécessaires en fonction des finances communales pour améliorer la sécurité des habitants.



## **5] Prise en compte des nuisances phoniques**

Le Porter à connaissance réalisé par les services de l'État rappelle l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2003 pris en application de l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transport terrestre qui a classé la RN31 comme un axe bruyant de type 2. Cette infrastructure traverse le territoire communal.

Comme l'indique l'Article 6 du dit arrêté, le PLU doit reporter les secteurs à l'intérieur desquels les bâtiments d'habitation, les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement sont soumis aux conditions d'isolation acoustique. En application du R. 123-13 du code de l'urbanisme, ces périmètres figurent sur une annexe graphique du dossier.

Pour la catégorie 2, le niveau sonore de référence  $L_{aeq}$  (6h-22h) en dB(A) est compris entre  $76 < L \leq 81$ . La largeur maximale des secteurs affectés par le bruit est de 250 mètres, de part et d'autre de la voie.

**ARRETE**

**portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit**

Le Préfet de l'Aisne,  
Chevalier de la légion d'honneur,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son article L 571-10,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R 111-4-1, et R 111-23-1 à R 111-23-3,

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R 123-13, et R 123-14,

**Vu** le décret n° 95.20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,

**Vu** le décret n° 95.21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

**Vu** l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

**Vu** les trois arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels, et les bâtiments d'enseignement,

**Vu** les consultations des communes en date du 22 février 2000, du 11 juin 2001 et du 22 octobre 2002,

**Vu** l'avis du Conseil Général en date du 24 novembre 2003,

## **ARRETE :**

### **Article 1 : Objet**

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres des communes du Département de l'Aisne mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

### **Article 2 : Communes concernées**

#### **Article 2.1 : Communes traversées par une infrastructure de transport terrestre classée**

Les communes sur le territoire desquelles ont été répertoriées des infrastructures de transports terrestres classées sont les suivantes :

ABBECOURT, ACY, AGUILCOURT, ALAINCOURT, ALLEMANT, AMBLENY, AMIFONTAINE, ANDELAIN, ANGUILCOURT-LE-SART, ANY-MARTIN-RIEUX, ARMENTIERES-SUR-OURCQ, ARRANCY, ASSIS-SUR-SERRE, ATHIES-SOUS-LAON, ATTILLY, AUBENTON, AUBIGNY-AUX-KAISNES, AUBIGNY-EN-LAONNOIS, AUDIGNY, AUGY, AULNOIS-SOUS-LAON, AUTREVILLE, BARENTON-BUGNY, BARENTON-SUR-SERRE, BAZOCHES-SUR-VESLES, BEAUTOR, BEAUVOIS-EN-VERMANDOIS, BECQUIGNY, BELLENGLISE, BELLEU, BERNY-RIVIERE, BERRY-AU-BAC, BERTAUCOURT-EPOURDON, BERZY-LE-SEC, BESNY-ET-LOIZY, BEUVARDES, BEZU-LE-GUERY, BEZU-SAINT-GERMAIN, BILLY-SUR-AISNE, BLESMES, BOHAIN-EN-VERMANDOIS, BOURESCHES, LA BOUTEILLE, BRAINE, BRASLES, BRENY, BRISSAY-CHOIGNY, BRISSY-HAMEGICOURT, BUCY-LE-LONG, BUIRE, BUZANCY, LA CAPELLE, CASTRES, CAULAINCOURT, CERIZY, CHAMBRY, CHAMPS, CHARLY, LE CHARMEL, CHARMES, CHARTEVES, CHATEAU-THIERRY, CHAUDUN, CHAUNY, CHAVIGNON, CHERY-LES-POUILLY, CHEZY-SUR-MARNE, CHIERRY, CHIVY-LES-ETOUVELLES, CIRY-SALSOGNE, CLAIRFONTAINE, CLASTRES, CONDE-SUR-AISNE, CONDE-SUR-SUIPPE, CONDREN, CORBENY, COUCY-LE-CHATEAU, COUCY-LES-EPPES, COUPRU, COURBES, COURCELLES-SUR-VESLES, COURMELLES, COURMONT, COURTEMONT-VARENNES, COUVRELLES, COUVRON-ET-AUMENCOURT, COYOLLES, CRECY-AU-MONT, CREPY, CREZANCY, CROIX-FONSOMMES, LA CROIX-SUR-OURCQ, CROUY, CUFFIES, DALLON, DOUCHY, EPAUX-BEZU, EPIEDS, EPPES, ESSIGNY-LE-GRAND, ESSIGNY-LE-PETIT, ESSOMES-SUR-MARNE, ETAMPES-SUR-MARNE, ETOUVELLES, ETREAUPONT, ETREILLERS, ETREPILLY, FAYET, LA FERRE, LA FERTE-MILON, FESTIEUX, LA FLAMENGRIE, FLEURY, FLUQUIERES, FONSOMMES, FONTAINE-LES-CLERCS, FONTAINE-LES-VERVINS, FONTAINE-UTERTE, FONTENOY, FOSSOY, FOURDRAIN, FRANCILLY-SELENCY,

FRESNES-EN-TARDENOIS, FRESNOY-LE-GRAND, FRESSANCOURT, FRIERES-FAILLOUEL, FROIDESTREES, FROIDMONT-COHARTILLE, GAUCHY, GERCY, GIBERCOURT, GOUSSANCOURT, GRICOURT, GRISOLLES, GRUGIES, GUIGNICOURT, GUISE, HARGICOURT, HARLY, HARTENNES-ET-TAUX, LEHAUCOURT, HIRSON, HOLNON, HOMBLIERES, JUSSY, JUVINCOURT-ET-DAMARY, LAFFAUX, LANCHY, LAON, LARGNY-SUR-AUTOMNE, LAVAL-EN-LAONNOIS, LEMPIRE, LESDINS, LEUILLY-SOUS-BOUCY, LEURY, LEUZE, LIME, LOGNY-LES-AUBENTON, LUCY-LE-BOCAGE, LUGNY, MACQUIGNY, MARCY, MAREST-DAMPCOURT, MARGIVAL, MARIGNY-EN-ORXOIS, MARLE, MARTIGNY, MAUREGNY-EN-HAYE, MAYOT, MENNESSIS, MERCIN-ET-VAUX, MEZY-MOULINS, MISSY-AUX-BOIS, MISSY-SUR-AISNE, MONCEAU-LES-LEUPS, MONDREPUIS, MONTAIGU, MONT-D'ORIGNY, MONTESCOURT-LIZEROLLES, MONTGOBERT, MONTIGNY-LENGRAIN, MONTREUIL-AUX-LIONS, MONT-SAINT-PERE, MORCOURT, MOY-DE-L'AISNE, NANTEUIL-LA-FOSSE, NEUFCHATEL-SUR-AISNE, NEUVE-MAISON, NEUVILLE-SAINT-AMAND, NOGENTEL, NOGENT-L'ARTAUD, LE NOUVION-EN-THIERACHE, NOUVION-ET-CATILLON, NOUVION-LE-COMTE, NOYANT-ET-ACONIN, OGNES, OIGNY-EN-VALOIS, OMISSY, ORAINVILLE, ORIGNY-SAINTE-BENOITE, OSLY-COURTIL, OULCHY-LE-CHATEAU, PAARS, PARCY-ET-TIGNY, PARFONDROU, PAVANT, PERNANT, PIERREMANDE, PIGNICOURT, PLOISY, POMMIERS, PONTRU, PONTRUET, PUISEUX-EN-RETZ, REGNY, REMAUCOURT, REMIES, REMIGNY, RESSONS-LE-LONG, REUILLY-SAUVIGNY, ROCOURT-SAINT-MARTIN, ROGECOURT, RONCHERES, ROUPY, ROUVROY, GRAND-ROZOY, SACONIN-ET-BREUIL, SAINTE-CROIX, SAINT-ERME-OUTRE-ET-RAMECOURT, SAINT-GOBAIN, SAINT-GOBERT, SAINT-MICHEL, SAINT-PIERRE-AIGLE, SAINT-QUENTIN, SAMOussy, SANCY-LES-CHEMINOTS, SAVY, SEQUEHART, SERMOISE, SINCENY, SOISSONS, SOMMERON, SORBAIS, TERGNIER, TERNY-SORNY, THENELLES, THIERNY, TRAVECY, TREFCON, URCEL, URVILLERS, VASSENY, VAUDESSON, VAUXBUIN, VENDEUIL, VENDHUILE, VENIZEL, VERDILLY, VERMAND, VERNEUIL-SUR-SERRE, VERVINS, VESLUD, VEZILLY, LA VILLE-AUX-BOIS-LES-PONTAVERT, VILLEMONTAIRE, VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN, VILLERET, VILLERS-AGRON-AIGUIZY, VILLERS-COTTERETS, VILLERS-SAINT-CHRISTOPHE, VIRY-NOUREUIL, VIVAISE, VOYENNE et WIMY.

## Article 2.2 : Communes affectées par le classement

Toutes les communes citées à l'article 2.1 du présent arrêté sont affectées par le classement d'au moins une voie de transport terrestre répertoriée à l'annexe 1 ou 2.

Les communes limitrophes des communes citées ci-dessus et désignées à l'annexe 3 sont également concernées par le classement d'une infrastructure.

## Article 3 : Caractéristiques du classement

La catégorie des infrastructures de transports terrestres classées est définie comme suit :

Niveau sonore de référence LAeq(6 h - 22 h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq(22 h - 6 h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure
$L > 81$	$L > 76$	1
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5

Les tableaux joints en annexe 1, complétés par l'annexe 2, donnent sur chaque commune de l'article 2.1 et pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés :

- le classement des voies en 5 catégories selon leurs niveaux sonores<sup>1</sup>,
- la largeur des secteurs <sup>2</sup>affectés par le bruit de part et d'autre des tronçons classés.

L'annexe 3 précise le classement et la largeur affectée pour les communes concernées mais dont l'infrastructure ne se trouve pas sur son territoire.

---

<sup>1</sup> Les niveaux sonores des voies sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31.130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur »,

- à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement,
- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les « rues en U »,
- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

<sup>2</sup> Cette largeur est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche,
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

La largeur des secteurs affectés par le bruit est comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

#### **Article 4 : Isolement acoustique des bâtiments à construire**

Dans les communes mentionnées à l'article 2, les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément au R 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation et aux arrêtés pris en application des décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les établissements de santé, les hôtels, et les bâtiments d'enseignement l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les trois arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

#### **Article 5 : Publication, affichage et application**

Le présent arrêté est applicable à compter :

- de sa publication au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département, et dans deux journaux régionaux ou locaux,
- de son affichage pendant un mois au minimum dans les mairies des communes visées à l'article 2 (l'affichage comprenant l'arrêté et la partie des annexes concernant la commune).

#### **Article 6 : Report dans les documents d'urbanisme**

Dans les communes visées à l'article 2, la partie du présent arrêté concernant cette commune doit être annexée au plan d'occupation des sols, ou au plan local d'urbanisme et au plan d'aménagement de zone s'il en existe un. Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 3 doivent être reportés dans ces documents.

#### **Article 7 : Exécution**

Madame le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame et Messieurs les Sous-Préfets de Château-Thierry, Saint-Quentin, Soissons et Vervins, Mesdames ou Messieurs les Maires des communes visées à l'article 2, et Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **Article 8 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié à :

- Madame et Messieurs les Sous-Préfets de Château-Thierry, Saint-Quentin, Soissons et Vervins,
- Mesdames ou Messieurs les Maires des communes visées à l'article 2, pour la partie de l'arrêté qui les concernent,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Monsieur le Directeur de la DIREN Picardie,
- Monsieur le Président du Conseil Général de l'Aisne,
- Monsieur le Directeur Régional de Réseau Ferré de France.
- Monsieur le Directeur de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France

A Laon, le 12 décembre 2003

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Signé Marie-Josèphe PERDEREAU

Marie-Josèphe PERDEREAU

Que les annexes sont consultables à la DDE ou à la Préfecture de l'Aisne

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE :		N° de commune	763
<b>VASSENY</b>			

	Nom de la voie	Catégorie de l'infrastructure	Niveau sonore de référence Laeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence Laeq (22h-6h) en dB(A)	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
Route Nationale	RN31	2	76<L<=81	71<L<=76	250 m
Route Départementale	Néant	-	-	-	-
Autoroute	Néant	-	-	-	-
Voie ferrée	Néant	-	-	-	-



## **2<sup>ÈME</sup> PARTIE :**

# **SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE**



## COMMUNE DE VASSENY

### FICHE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

CODE	TYPE DE SERVITUDE	REFERENCES JURIDIQUES DES ACTES INSTITUANT LA SERVITUDE	ORIGINE DE LA SERVITUDE	ORGANISME GESTIONNAIRE DE LA SERVITUDE
A4	Servitudes relatives à la conservation du patrimoine – Patrimoine naturel Eaux  Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau	Servitudes prévues aux articles L.215-4 et L.215-5 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article L.151-37-1 du code rural y compris les servitudes instituées en application du décret n°59-96 validées dans les conditions prévues au IV de l'article L. 211-7 du code de l'environnement	Arrêté du 31 août 1976 portant sur une servitude de libre passage sur la Vesle	DDT - service environnement 50 bd de Lyon 02011 LAON CEDEX
AC 1	Servitudes relatives à la conservation du patrimoine Patrimoine Culturel Monuments Historiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mesures de classement et d'inscription prises en application des articles 1 à 5 de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques avec l'indication de leur étendue, (articles L 621-1 à L 621-7 et L 621-5 à L 621-29 du code du patrimoine)</li> <li>- périmètres de protection éventuellement délimités par décret en conseil d'Etat en application de l'article 1 (alinéas 2 et 3) de la loi du 31 décembre 1913, autour des monuments historiques classés ou inscrits, (article L 621-2 du code du patrimoine)</li> <li>- zones de protection des monuments historiques créées en application de l'article 28 de la loi du 2 mai 1930 modifiée,</li> <li>- périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits et portés sur la liste visée ci-dessus, tels qu'ils résultent des dispositions combinées des articles 1 et 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 (articles L 621-1 à L 621-7 et L 621-31 du code du patrimoine)</li> </ul>	Église Saint-Rupert et Saint-Druon classée monument historique le 23 octobre 1909	Ministère de la culture et de la communication Service départemental de l'architecture et du patrimoine de l'Aisne 1 rue Saint Martin 02000 LAON

CODE	TYPE DE SERVITUDE	REFERENCES JURIDIQUES DES ACTES INSTITUANT LA SERVITUDE	ORIGINE DE LA SERVITUDE	ORGANISME GESTIONNAIRE DE LA SERVITUDE
14	Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements – Énergie – Électricité et gaz  Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques	Périmètres à l'intérieur desquels ont été instituées des servitudes en application : - des articles 12 et 12 bis de la loi du 15 juin 1906 modifiée, - de l'article 298 de la loi de finances du 3 juillet 1925, - de l'article 35 de la loi n°46-628 du 8 avril modifiée, - de l'article 25 du décret n° 64-481 du 23 janvier 1964,	Ligne 2 x 225KV Beautor – Soissons-Notre-Dame dérivation Rupreux	RTE région Nord-Est 62 rue Louis Delos 59709 MARCQ EN BAROEUIL CEDEX
PM 1	Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques Sécurité publique	Servitudes résultant des plans des risques naturels prévisibles établis en application de l'article L.562-1 du code de l'environnement	Arrêté préfectoral du 24 avril 2008 portant approbation du plan de prévention des risques inondations et coulée de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt pour le secteur de la vallée de la Vesle entre Ciry-Salsogne et Vauxtin	DDT – service environnement unité prévention des risques 50 boulevard de Lyon 02011 LAON CEDEX
T 7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières	Articles R 244-1 et D 244-4 du Code de l'aviation civile	Autorisation spéciale délivrée par arrêté ministériel après avis de la commission centrale des services aéronautiques (ex installation exemptée de permis de construire) – Arrêté du 25 juillet 1990	Aviation civile Aéroport de Beauvais-Tille 60000 BEAUVAIS

## **1] Conservation des eaux - A4**

POLICE DES EAUX (Cours d'eau non domaniaux)

### **I. - GENERALITES**

Servitudes applicables ou pouvant être rendues applicables aux terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau.

Servitudes de passage et de flottage à bûches perdues.

Servitudes de curage, d'élargissement et de redressement des cours d'eau (applicables également aux cours d'eau mixtes - alinéa 2 de l'Article 37 de la loi du 16 décembre 1964 visée ci-après).

Servitudes concernant les constructions, clôtures et plantations.

- *Loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux (art. 30 à 32 inclus), titre III (des rivières flottables à bûches perdues).*
- *Code rural, livre Ier, titre III, chapitre Ier et III, notamment les articles 100 et 101.*
- *Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur le régime et la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution.*
- *Décret n° 59-96 du 7 janvier 1959 complété par le décret n° 60-419 du 25 avril 1960.*
- *Code de l'urbanisme, articles L. 421-1, L. 422-1, L. 422-2, R. 421-38-16 et R. 422-8.*
- *Circulaire S/AR/12 du 12 février 1974 concernant la communication aux D.D.E. des servitudes relevant du ministre de l'agriculture.*
- *Circulaire du 27 janvier 1976 relative aux cours d'eau mixtes (J.O. du 26 février 1976).*
- *Circulaire n°78-95 du ministère des transports du 6 juillet 1978 relative aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et concernant les cours d'eau (report dans les P.O.S.).*
- *Ministère de l'agriculture - direction de l'aménagement - service de l'hydraulique.*

### **II. - PROCEDURE D'INSTITUTION**

#### **A - PROCEDURE**

Application des servitudes prévues par le code rural et les textes particuliers, aux riverains des cours d'eau non domaniaux dont la définition a été donnée par la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Application aux riverains des cours d'eau mixtes, des dispositions relatives au curage, à l'élargissement et au redressement des cours d'eau (art. 37, alinéa 2, de la loi du 16 décembre 1964 ; circulaire du 27 janvier 1976 relative aux cours d'eau mixtes).

Procédure particulière en ce qui concerne la servitude de passage des engins mécaniques ; arrêté préfectoral déterminant après enquête la liste des cours d'eau ou sections de cours d'eau dont les riverains sont tenus de supporter la dite servitude (art. 3 et 9 du décret du 25 avril 1960).

#### **B - INDEMNISATION**

Indemnité prévue pour la servitude de flottage à bûches perdues si celle-ci a été établie par décret, déterminée à l'amiable et par le tribunal d'instance en cas de contestation (art. 32 de la loi du 8 avril 1898).

Indemnité prévue en cas d'élargissement ou de modification du lit du cours d'eau, déterminée à l'amiable ou par le tribunal d'instance en cas de contestation (art. 101 du code rural).

Indemnité prévue pour la servitude de passage des engins mécaniques, déterminée à l'amiable ou par le tribunal d'instance en cas de contestation, si pour ce faire il y a obligation de supprimer des clôtures, arbres et arbustes existant avant l'établissement de la servitude (art. 1er et 3 du décret du 7 janvier 1959).

### **C - PUBLICITE**

Publicité inhérente à l'enquête préalable à l'institution de la servitude de passage d'engins mécaniques.

Publicité par voie d'affichage en mairie.

Insertion dans un journal publié dans le département de l'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête.

## **III. - EFFETS DE LA SERVITUDE**

### **A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour l'administration de procéder à la suppression des nouvelles constructions, clôtures ou plantations édifiées contrairement aux règles instituées dans la zone de servitude de passage des engins de curage.

#### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour les propriétaires de terrains situés dans la zone de passage des engins de curage, de procéder sur mise en demeure du préfet à la suppression des clôtures, arbres et arbustes, existant antérieurement à l'institution de la servitude. En cas d'inexécution, possibilité pour l'organisme ou la collectivité chargé de l'entretien du cours d'eau, d'y procéder d'office, au frais des propriétaires (art. 3 du décret du 7 janvier 1959).

Obligation pour lesdits propriétaires, d'adresser une demande d'autorisation à la préfecture, avant d'entreprendre tous travaux de construction nouvelle, toute élévation de clôture, toute plantation. Le silence de l'administration pendant trois mois vaut accord tacite.

L'accord peut comporter des conditions particulières de réalisation (art. 10 du décret du 25 avril 1960).

### **B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

#### 1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires riverains des cours d'eau de laisser passer sur leur terrains, pendant la durée des travaux de curage, d'élargissement, de régularisation ou de redressement desdits cours d'eau, les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance ainsi que les entrepreneurs et ouvriers - ce droit doit s'exercer autant que possible en longeant la rive du cours d'eau (art. 121 du code rural). Cette obligation s'applique également au riverains des cours d'eau mixtes (§ IV-B. 1er de la circulaire du 27 janvier 1976 relative aux cours d'eau mixtes).

Obligation pour lesdits riverains de recevoir sur leurs terrains des dépôts provenant du curage (servitude consacrée par la jurisprudence).

Obligation pour lesdits riverains de réserver le libre passage pour les engins de curage et de faucardement, soit dans le lit des cours d'eau, soit sur leurs berges dans la limite qui peut être reportée à 4 mètres d'un obstacle situé près de la berge et qui s'oppose au passage des engins

(décrets des 7 janvier 1959 et 25 avril 1960).

Obligation pour les riverains des cours d'eau où la pratique du transport de bois par flottage à bûches perdues a été maintenue de supporter sur leurs terrains une servitude de marchepied dont l'assiette varie avec les textes qui l'ont établie (décret et règlements anciens).

## 2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux dont les terrains sont frappés de la servitude de passage des engins mécaniques, de procéder à des constructions et des plantations, sous condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale et de respecter les prescriptions de ladite autorisation (art. 10 du décret du 25 avril 1960).

Si les travaux ou constructions envisagés nécessitent l'obtention d'un permis de construire, celui-ci tient lieu de l'autorisation visée ci-dessus. Dans ce cas, le permis de construire est délivré après consultation du service chargé de la police des cours d'eau et avec l'accord du préfet. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de l'instruction (art. R. 421-38-16 du code de l'urbanisme).

Si les travaux sont exemptés de permis de construire, mais assujettis au régime de déclaration en application de l'Article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'Article R. 421-38-16 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir donné un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour les propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux de procéder, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale, à l'édification de barrages ou d'ouvrages destinés à l'établissement d'une prise d'eau, d'un moulin ou d'une usine (art. 97 à 102 et 106 à 107 du code rural et art. 644 du code civil et loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique). La demande de permis de construire doit être accompagnée de la justification du dépôt de la demande d'autorisation (art. R. 421-3-3 du code de l'urbanisme).

Ce droit peut être supprimé ou modifié sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police dans les conditions prévues par l'Article 109 du code rural, aux riverains des cours d'eau mixtes dont le droit à l'usage de l'eau n'a pas été transféré à l'Etat (circulaire du 27 janvier 1976 relative aux cours d'eau mixtes - § IV-B. 2°).

*Pour d'éventuels renseignements complémentaires s'adresser au service de :*

*Direction Départementale des Territoires – Service environnement*

*50 boulevard de Lyon*

*02011 LAON*

## **2] Monuments historiques - AC1**

### **I - GÉNÉRALITÉS**

- *Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 1961, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984.*
- *Loi du 2 mai 1930 (art. 28) modifiée par l'Article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.*
- *Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et n° 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-220 du 25 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-764 du 6 septembre 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982 et n° 89-422 du 27 juin 1989.*
- *Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (art. 11), n° 84-1006 du 15 novembre 1984.*
- *Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (art. 4).*
- *Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges-types pour l'application de l'Article 2 de la loi du 30 décembre 1966.*
- *Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 421-6, L. 422-1, L. 422-2, L. 422-4, L. 430-1, L. 430-8, L. 441-1, L. 441-2, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38, R. 422-8, R. 421-38-1, R. 421-38-2, R. 421-38-3, R. 421-38-4, R. 421-38-8, R. 430-4, R. 430-5, R. 430-9, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 441-3, R. 442-1, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 442-6-4, R. 442-11-1, R. 442-12, R. 442-13, R. 443-9, R. 443-10, R. 443-13.*
- *Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, Article R. 11-15 et Article 11 de la loi du 31 décembre 1913.*
- *Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.*
- *Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.*
- *Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier des architectes en chef des monuments historiques modifié par le décret n° 88-698 du 9 mai 1988.*
- *Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier des architectes des bâtiments de France.*
- *Décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.*
- *Décret n° 85-771 du 24 juillet 1985 relatif à la commission supérieure des monuments historiques.*
- *Décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles.*
- *Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report en annexe des plans d'occupation des sols, des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites.*
- *Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.*
- *Ministère de la culture et de la communication (direction du patrimoine).*

- Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

## **II - PROCÉDURE D'INSTITUTION**

### **A - Procédure**

#### Classement

(Loi du 31 décembre 1913 modifiée)

Sont susceptibles d'être classés :

- ✓ les immeubles par nature qui, dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public ;
- ✓ les immeubles qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ou encore des monuments mégalithiques ;
- ✓ les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre
- ✓ en valeur un immeuble classé ou proposé au classement ;
- ✓ d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé au classement.

L'initiative du classement appartient au ministre chargé de la culture. La demande de classement peut également être présentée par le propriétaire ou par toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande de classement est adressée au préfet de région qui prend l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Elle est adressée au ministre chargé de la culture lorsque l'immeuble est déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le classement est réalisé par arrêté du ministre chargé de la culture après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'État après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre la décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

Le déclassement partiel ou total est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur proposition du ministre chargé des

#### Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments Historiques

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire :

- ✓ les immeubles bâtis ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation (décret du 18 avril 1961 modifiant l'Article 2 de la loi de 1913) ;
- ✓ les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit (loi du 25 février 1943).

Il est possible de n'inscrire que certaines parties d'un édifice.

L'initiative de l'inscription appartient au préfet de région (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984). La demande d'inscription peut également être présentée par le propriétaire ou

toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande d'inscription est adressée au préfet de région.

L'inscription est réalisée par le préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Le consentement du propriétaire n'est pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

#### Abords des monuments classés ou inscrits

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription sur l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres<sup>1</sup> dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des « abords » dont les effets sont visés au III A-2° (art. 1<sup>er</sup> et 3 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques).

La servitude des abords est suspendue par la création d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain (art. 70 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983), par contre elle est sans incidence sur les immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

L'Article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat a abrogé les articles 17 et 28 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites, qui permettaient d'établir autour des monuments historiques une zone de protection déterminée comme en matière de protection des sites. Toutefois, les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

Dans ces zones, le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué ou de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

### **B - Indemnisation**

#### Classement

Le classement d'office peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire, s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. Cet acte doit faire connaître au propriétaire son droit éventuel à indemnité (Cass. civ. 1, 14 avril 1956 ; JC, p. 56, éd. G., IV, 74).

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (loi du 30 décembre 1966, Article 1<sup>er</sup>, modifiant l'Article 5 de la loi du 31 décembre 1913, décret du 10 septembre 1970, Article 1<sup>er</sup> à 3). L'indemnité est alors fixée dans les conditions prévues à l'Article 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 (art. L. 13-4 du code de l'expropriation).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés à l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'État qui peut atteindre 50 p. 100 du montant total des travaux.

---

<sup>1</sup> L'expression « périmètre de 500 mètres » employée par la loi doit s'entendre de la distance de 500 mètres entre l'immeuble classé ou inscrit et la construction projetée (*Conseil d'Etat, 29 janvier 1971, S.C.I. « La Charmille de Monsoult »* ec. p. 87, et 15 janvier 1982, *Société de construction « Résidence Val Saint-Jacques »* : DA 1982 n° 112).

Lorsque l'État prend en charge une partie des travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1924, art. 11).

#### Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles ou parties d'immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'État dans la limite de 40 p. 100 de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi de finances du 24 mai 1951).

#### Abords des monuments classés ou inscrits

Aucune indemnisation n'est prévue.

### **C - Publicité**

#### Classement et inscription sur l'inventaire des monuments historiques

Publicité annuelle au *Journal officiel* de la République française. Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription sur l'inventaire.

#### Abords des monuments classés ou inscrits

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude « abords » est indiquée au certificat d'urbanisme.

### **III - EFFETS DE LA SERVITUDE**

#### **A - Prérogatives de la puissance publique**

##### Prérogatives exercées directement par la puissance publique

##### Classement

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'État et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (art. 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'État au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 p. 100. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'État<sup>2</sup> (loi du 30 décembre 1966, art. 2 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre II).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'État, dans le cas où les travaux de réparation ou d'entretien, faute

---

<sup>2</sup> Lorsque l'administration se charge de la réparation ou de l'entretien d'un immeuble classé, l'Etat répond des dommages causés au propriétaire, par l'exécution des travaux ou à l'occasion de ces travaux, sauf faute du propriétaire ou cas de force majeure (*Conseil d'Etat*, 5 mars 1982, *Guetre Jean : rev.*, p. 100).

desquels la conservation serait gravement compromise, n'auraient pas été entrepris par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (art. 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre, au nom de l'État, l'expropriation d'un immeuble classé ou en instance de classement en raison de l'intérêt public qu'il offre du point de vue de l'histoire ou de l'art. Cette possibilité est également offerte aux départements et aux communes (art. 6 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (art. 7 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité de céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'État (art. 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, décret n° 70-836 du 10 septembre 1970).

#### Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles d'ordonner qu'il soit sursis à des travaux devant conduire au morcellement ou au dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre des matériaux ainsi détachés. Cette possibilité de surseoir aux travaux ne peut être utilisée qu'en l'absence de mesure de classement qui doit en tout état de cause, intervenir dans le délai de cinq ans.

#### Obligations de faire imposées au propriétaire

##### Classement

*(Art. 9 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 10 du décret du 18 mars 1924)*

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre chargé des monuments historiques avant d'entreprendre tout travail de restauration, de réparation ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les immeubles classés sont exemptés de permis de construire (art. R. 422-2 *b* du code de l'urbanisme), dès lors qu'ils entrent dans le champ d'application du permis de construire.

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme (art. R. 442-2), le service instructeur doit recueillir l'accord du ministre chargé des monuments historiques, prévu à l'Article 9 de la loi du 31 décembre 1913. Cette autorisation qui doit être accordée de manière expresse, n'est soumise à aucun délai d'instruction et peut être délivrée indépendamment de l'autorisation d'installation et travaux divers.

Les mêmes règles s'appliquent pour d'autres travaux soumis à autorisation ou déclaration en vertu du code de l'urbanisme (clôtures, terrains de camping et caravanes, etc.).

Obligation pour le propriétaire, après mise en demeure, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise.

La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera

supportée par l'État et qui ne pourra être inférieure à 50 p. 100.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé (art. 12 de la loi du 31 décembre 1913). Aussi, le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme)<sup>3</sup>.

Ce permis de construire ne peut être obtenu tacitement (art. R. 421-12 et R. 421-19 *b* du code de l'urbanisme). Un exemplaire de la demande de permis de construire est transmis par le service instructeur, au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux concernant un immeuble adossé à un immeuble classé sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'Article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'Article R. 421-38-3 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi concernée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire qui désire édifier une clôture autour d'un immeuble classé, doit faire une déclaration de clôture en mairie, qui tient lieu de la demande d'autorisation prévue à l'Article 12 de la loi du 31 décembre 1913.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser l'acquéreur, en cas d'aliénation, de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au ministre chargé des affaires culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du ministre chargé des affaires culturelles, un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

#### Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

*(Art. 2 de la loi du 31 décembre 1913 et an. 12 du décret du 18 mars 1924)*

Obligation pour le propriétaire d'avertir le Directeur régional des affaires culturelles quatre mois avant d'entreprendre les travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit. Ces travaux sont obligatoirement soumis à permis de construire dès qu'ils entrent dans son champ d'application (art. L. 422-4 du code de l'urbanisme).

Le ministre peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté (Conseil d'Etat, 2 janvier 1959, Dame Crozes : rec., p. 4).

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir. Un exemplaire de la demande est transmis au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 430-4 et R. 430-5 du code de l'urbanisme). La décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. L. 430-8, R. 430-10 et R. 430-12 [1°] du code de l'urbanisme).

#### Abords des monuments classés ou inscrits

*(Art. 1er, 13 et 13bis de la loi du 31 décembre 1913)*

Obligation au titre de l'Article 13 *bis* de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de

---

<sup>3</sup> Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux projets de construction jouxtant un immeuble bâti et non aux terrains limitrophes (*Conseil d'Etat, 15 mai 1981, Mme Castel : DA 1981, n° 212*).

transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (art. R. 421-38-4 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'Article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'Article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'Article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'Article 13 *bis* de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 442-13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'Article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnées à l'Article R. 442-1 dudit code).

Le permis de démolir visé à l'Article L. 430-1 du code de l'urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par l'Article 13 *bis* de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que par ailleurs cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (art. L. 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que par ailleurs cet immeuble est déclaré par le maire « immeuble menaçant ruine », sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'Article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire en informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

## **B - Limitations au droit d'utiliser le sol**

### Obligations passives

#### Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (art. 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci (art. 7 de la loi du 29 décembre 1979). Il peut être dérogé à ces interdictions dans les formes prévues à la section 4 de la dite loi, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'Article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (art. 17 de ladite loi).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68-134 du 9 février 1968).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3° de l'Article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1913 ; une dérogation peut être accordée par le préfet ou le maire après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme).

Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

### Droits résiduels du propriétaire

#### Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bain, le chauffage central.

Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre, il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à la conservation de l'édifice sont exécutés d'office, solliciter dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter les travaux d'office, l'État d'engager la procédure d'expropriation. L'État doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (art. 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; art. 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

La collectivité publique (État, département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (art. 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'État (art. 9-2 de la loi de 1913, art. 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970).

Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.

*Pour d'éventuels renseignements complémentaires s'adresser au service de :*

*Ministère de la culture et de la Communication  
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine  
1 Rue Saint-Martin  
02 000 LAON*

## **3] Electricité - I4**

### **I. - GENERALITES**

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (ouvrages du Réseau Public de Transport (RPT) et du Réseau Public de Distribution (RPD)).

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

- *Articles 12 et 12 bis de la Loi du 15 juin 1906 modifiée.*
- *Article 35 de la loi N°46-628 du 8 Avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz*
- *Loi N° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.*
- *Ordonnance N°58-997 du 23 Octobre 1958 (Article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'Article 35 de la loi du 8 Avril 1946.*
- *Décret N°67-886 du 6 Octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'Article 12 de la loi du 15 Juin 1906 et confiant au Juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.*
- *Décret N°70-792 du 11 Juin 1970 ponant règlement d'administration publique pour l'application de l'Article 35 modifié de la loi N°46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.*
- *Circulaire N°70-13 du 24 Juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 Juin 1970).*
- *Article L.126 du code de l'urbanisme issu de la loi n°2000-120B du 13 décembre 2000 modifiée, précisant que les PLU et les POS restant doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (ouvrages existants et à construire).*

### **II - PROCEDURES D'INSTITUTION**

#### **A- PROCEDURE**

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (Article 35 de la loi du 8 Avril 1946),
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat des départements des communes ou syndicats de communes (Article 299 de la loi du 13 Juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes sans recours à l'expropriation est obtenue conformément aux dispositions des chapitres II et III du décret du 11 Juin 1970 susvisé. Elle est prononcée par arrêté préfectoral ou par arrêté du ministre chargé de l'Electricité et du Gaz selon les caractéristiques des ouvrages concernés telles qu'elles sont précisées auxdits chapitres.

La DUP d'un projet de ligne aérienne ou souterraine, est la reconnaissance de l'intérêt général qu'il présente.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 Juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires, le concessionnaire adresse au Préfet par

l'intermédiaire de l'ingénieur en Chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le Préfet prescrit alors une enquête d'une durée de 8 jours. Le demandeur notifie aux propriétaires concernés, les travaux projetés.

Le demandeur après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au Préfet, qui institue pu arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'Article 18 du décret du 11 Juillet 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (décret du 6 Octobre 1967, Article I).

## **B- INDEMNISATION**

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 Juin 1906 en son Article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des seules servitudes.

Le préjudice purement éventuel et non évaluable en argent ne peut motiver l'allocation de dommages et intérêts, mais le préjudice futur, conséquence certaine et directe de l'état actuel des choses, peut donner lieu à indemnisation.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires résulte du protocole d'accord conclu entre EDF, RTE, l'APCA et la FNSEA le 20 décembre 2005.

En cas de litige l'indemnité est fixée par le Juge de l'expropriation conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 6 Octobre 1967 (Article 20 du décret du 11 Juin 1970).

Ces indemnités sont à la charge du concessionnaire de la ligne. Les modalités de versement sont fixées par l'Article 20 du décret du 11 Juin 1970.

Les indemnisations dont il est fait état ne concernent pas la réparation des dommages survenus à l'occasion des travaux. Ces dommages (dégâts instantanés) font l'objet d'une indemnisation propre définie par le protocole signé entre EDF, RTE, APCA, FNSEA, SERCE le 20 décembre 2006.

## **C- PUBLICITE**

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté préfectoral instituant les servitudes de passage des lignes électriques.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

### **III - EFFETS DE LA SERVITUDE**

#### **A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

##### 1. Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrage pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage),

Droit pour le bénéficiaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que ces propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 Décembre 1925 les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches d'arbres qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

##### 2°) Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant

#### **B - LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

##### 1°) Obligations passive

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.

##### 2°) Droits résiduels du propriétaire

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée, le concessionnaire.

Tout projet de construction à proximité des ouvrages existants repris ci-dessous, doit être soumis pour accord préalable à :

**DREAL PICARDIE**  
***56 Rue Jules Barni***  
**80040 AMIENS CEDEX**

Liste des lignes électriques et postes :

**Ligne 2 x 225 kV Beautor – Soissons Notre Dame – Dérivation Rupreux**

3° Espaces Boisés Classés (EBC) et Ouvrages Electriques

Il est rappelé que si une servitude a été instituée ou un couloir réservé, qu'il s'agisse d'une ligne HT ou THT, les POS ou PLU concernés ne doivent pas faire figurer en EBC les terrains surplombés par les lignes électriques. Un tel classement constituerait une erreur de droit. Une procédure de révision devrait être alors engagée pour supprimer l'EBC figurant sous les lignes dont il s'agit.

*Pour d'éventuels renseignements complémentaires s'adresser au service de :*

*RTE Région Nord-Est*

*62 Rue Louis Delos*

*59709 MARCQ EN BAROEUIL Cedex*

## **4] Plan de Prévention des Risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, pour le secteur Vallée de Vesle entre Ciry-Salsogne et Vauxtrin**



PREFECTURE DE L' AISNE

### **ARRETE**

Portant approbation du Plan de Prévention des Risques (PPR) inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, pour le secteur vallée de la Vesle entre Ciry-Salsogne et Vauxtrin

Le préfet de l'Aisne,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 562-1 à L 562-8 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 121-1 et R 111-2 ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2003 portant modification de l'article A 125-1 du code des assurances ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2001 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques inondations sur 73 communes de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2001 et prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt sur 68 communes ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2007 modifiant l'arrêté du 30 mars 2007 et sectorisant le périmètre mis à l'étude en quatre secteurs correspondant à des sous bassins versants différents ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 relatif à l'ouverture d'une enquête publique concernant l'établissement du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, secteur vallée de la Vesle entre Ciry-Salsogne et Vauxtrin ;

VU le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de bien immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du 27 septembre 2007 ;

VU l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aisne du 8 octobre 2007 ;

-2-

VU l'avis de la Communauté de communes du Val de l'Aisne du 27 septembre 2007 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 4 septembre 2007 ;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement du 28 septembre 2007 ;

VU l'avis du Service Navigation de la Seine du 16 août 2007 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

- Braine en date du 29 février 2008 ;
- Courcelles-sur-Vesle en date du 7 septembre 2007 ;
- Limé en date du 11 septembre 2007 et du 9 février 2008 ;
- Paars en date du 22 février 2008 ;
- Vasseny en date du 19 février 2008 ;
- Vauxtin en date du 21 septembre 2007.

VU le rapport du commissaire enquêteur daté du 21 mars 2008 ;

Sur proposition de M. le directeur départemental de l'Équipement ;

#### ARRETE

**Article premier :** Le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, secteur vallée de la Vesle entre Ciry-Salsogne et Vauxtin, qui concerne les territoires des communes suivantes :

Augy, Braine, Chassemy, Ciry-Salsogne, Courcelles-sur-Vesle, Limé, Paars, Vasseny et Vauxtin, est approuvé.

**Article 2 :** Un exemplaire de ce document est tenu à la disposition du public à la préfecture, à la sous-préfecture de Soissons, à la direction départementale de l'Équipement et aux mairies des communes concernées.

Il servira notamment de document de référence pour :

- L'établissement de l'état des risques prévu par l'article L 125-5 du code de l'Environnement.
- L'information bisannuelle du public par le maire dans les modalités définies à l'article L 125-2 du code de l'Environnement.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et mention sera faite dans un journal diffusé dans le département.

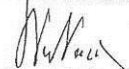
Une copie de l'arrêté sera affichée dans chaque mairie pendant un mois au minimum.

**Article 4 :** Le plan de prévention des risques approuvé est une servitude d'utilité publique. Il doit être annexé au document d'urbanisme dans un délai de trois mois par arrêté municipal.

**Article 5 :** Le Sous-Préfet de Soissons, les maires des 9 communes concernées, le directeur départemental de l'Équipement, ainsi que le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Laon, le 24 AVR. 2008

Le Préfet de l'Aisne

  
Stéphane FRATTON



CABINET

Service interministériel de  
défense et de protection civile

**A R R E T E**

**listant les documents utiles à  
l'établissement de l'état des risques  
de la commune de Vasseny**

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L125-5

**VU** le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs,

**VU** l'arrêté du 18 octobre 2007,

**SUR** proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La commune de **VASSENY** fait partie du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la Vallée de l'Aisne approuvé le 24 avril 2008 pour le secteur Vallée de la Vesle. La liste des documents utiles à l'établissement de l'état des risques tel que prévu par les textes est la suivante :

- le DDRM approuvé le 30 mai 2006
- le PPR approuvé le 24 avril 2008
- le porter à connaissance

Ces documents sont consultables :

- à la préfecture,
- à la sous-préfecture,
- à la mairie,
- à la direction départementale de l'équipement

Un tableau récapitulatif des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle est annexé.

.../...

**Article 2 :**

L'arrêté du 18 octobre 2007 est abrogé.

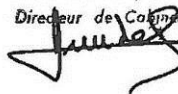
**Article 3 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Soissons, le SIDPC, le maire de la commune et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LAON, le 17 JUIN 2008

Pour le Préfet et par délégation

Le Sous-Préfet,  
Directeur de Cabinet



Sylvain HUMBERT



PREFECTURE DE L'AISNE

**Commune de VASSENY**

**Informations sur les risques naturels et technologiques majeurs**  
pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral du **17 JUIN 2008**

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]  
La commune est située dans le périmètre d'un PPR n. **oui X non**  
approuvé **24 avril 2008** aléa **Inondations et coulées de boue**  
Les documents de référence sont :  
- DDRM Consultable sur Internet **X**

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPRT]  
La commune est située dans le périmètre d'un PPR t **oui non X**  
date effet  
Les documents de référence sont :  
Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité  
en application du décret 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique  
La commune est située dans une zone de sismicité zone Ia zone Ib zone II zone III **non X**

pièces jointes

5. Cartographie  
extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte  
**PPR CONSULTABLE EN MAIRIE, A LA PREFECTURE OU A LA DDE**

Date d'élaboration de la présente fiche **17 juin 2008**

**VASSENY**

type de catastrophe	début	fin	arrêté	parution au JO
- tempête	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

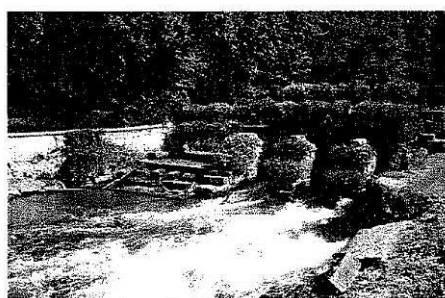
unité  
Prévention  
des Risques

## Les dossiers

### Plan de Prévention des Risques Inondations et Coulées de Boue

#### Vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt

Secteur Vallée de la Vesle  
entre Ciry-Salsogne et Vauxtin



La Vesle à Braine-Source SRPR/PR

### Règlement



Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef du S.I.D.P.C.

Patrick RASSEMONT

Laon le 124 AVR. 2000  
Vu pour être annexé  
à l'arrêté en date  
de ce jour.

## SOMMAIRE

<b>Article 1 - Portée du règlement et dispositions générales .....</b>	<b>1</b>
Article 1.1- Champ d'application .....	1
Article 1.2 - Objet des mesures de prévention.....	1
Article 1.3 - Adéquation avec le SDAGE et autres réglementations .....	1
Article 1.4 - Effets du PPR .....	2
Article 1.5 - Révision du PPR.....	2
Article 1.6- Division du territoire en zones .....	3
Article 1.7- Cotes altimétriques de crue.....	4
Article 1.8- Procédures d'alerte .....	4
<b>Article 2 - Dispositions applicables en zone rouge.....</b>	<b>5</b>
Article 2.1 – Interdictions .....	5
Article 2.2 - Autorisations sous conditions.....	6
Article 2.3 – Cas particulier de la zone rouge « inondations par débordement de ru ».....	10
<b>Article 3 - Dispositions applicables en zone orange.....</b>	<b>11</b>
Article 3.1 – Interdictions .....	11
Article 3.2 - Autorisations sous conditions.....	12
<b>Article 4- Dispositions applicables en zone bleue .....</b>	<b>14</b>
Article 4.1 – Interdictions .....	14
Article 4.2 - Autorisations sous conditions.....	15
Article 4.3 - Cas particulier de la zone bleue « inondations par débordement de ru » .....	18
<b>Article 5- Dispositions applicables en zone jaune .....</b>	<b>19</b>
<b>Article 6- Dispositions applicables en zone à Préserver .....</b>	<b>20</b>
Article 6.1 – Interdictions .....	20
Article 6.2 - Autorisations sous conditions.....	20
<b>Article 7- Dispositions applicables en zone blanche.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 8 – Dispositions complémentaires .....</b>	<b>23</b>
Article 8.1 – Dispositions applicables au niveau de l'axe de ruissellement.....	23
Article 8.2 – Dispositions applicables aux secteurs affectés par les axes de ruissellement.....	23
<b>Article 9- Prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant.....</b>	<b>24</b>
<b>Article 10- Recommandations applicables aux biens existants .....</b>	<b>25</b>
Article 10.1 – Recommandations applicables aux zones inondables .....	25
Article 10.2 – Recommandations applicables en zone blanche .....	25

## Article 1 - Portée du règlement et dispositions générales

### 1.1 - Champ d'application

Du fait d'un nombre important d'arrêtés de catastrophes naturelles, un plan de prévention des risques inondations et coulées de boue Vallée de l'Aisne, entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, a été prescrit le 30 mars 2007 par Madame le Préfet de l'Aisne et modifié le 6 août 2007, avec le secteur Vallée de la Vesle qui comprend les communes suivantes :

- |                     |                            |
|---------------------|----------------------------|
| ○ Ciry-Salsogne (3) | ○ Limé (1)                 |
| ○ Chassemy (2)      | ○ Courcelles-sur-Vesle (4) |
| ○ Vasseny (1)       | ○ Paars (2)                |
| ○ Augy (1)          | ○ Vauxtin (2)              |
| ○ Braine (5)        |                            |

(?) Nombre d'arrêtés de « catastrophes naturelles »

Conformément à l'article L562-1 du code de l'environnement, ce règlement définit les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui incombent aux particuliers.

Ces dispositions s'appliquent aux activités et aux biens existants, ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur.

### 1.2 - Objet des mesures de prévention

Selon les textes réglementaires, le PPR a vocation à :

- Interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements réalisés, la sécurité des personnes et des biens ne peut être garantie intégralement, et les limiter dans les autres zones inondables ;
- Préserver les capacités d'écoulement des eaux pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont ou en aval, ce qui implique entre autres, d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés.

A ce titre les mesures de prévention définies ci-après, destinées notamment à limiter les dommages sur les activités et biens existants et à éviter un accroissement des dommages dans le futur, consistent :

- Soit en des interdictions relatives à l'occupation des sols, afin de ne pas augmenter (ou créer) la vulnérabilité des biens et des personnes, et afin de préserver les champs d'expansion des crues encore indemnes de toute urbanisation;
- Soit en des mesures destinées à minimiser les dommages.

### 1.3 – Adéquation avec le SDAGE et autres réglementations :

Les dispositions instaurées par le présent règlement s'appuient sur le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** du bassin Seine-Normandie, approuvé le 20 septembre 1996, et plus particulièrement sur les orientations suivantes :

- Protéger les personnes et les biens ;
- Ne plus implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves ;
- Assurer une occupation du territoire qui permette la conservation des zones naturelles d'expansion des crues ;
- Assurer la cohérence des actions de prévention et de protection contre les inondations à l'échelle du bassin versant.

Enfin, les dispositions instaurées par le présent règlement n'empêchent pas l'application de celles de

l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales, de la loi sur l'eau ou de la loi relative au développement des territoires ruraux, et plus particulièrement celles concernant :

- o La maîtrise de l'imperméabilisation des sols ;
- o La maîtrise du ruissellement, en milieu urbain comme en milieu agricole ;
- o Le maintien des zones humides.

#### **1.4 - Effets du PPR**

Le PPR vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé par arrêté de l'autorité compétente aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) dans un délai de trois mois à compter de la date d'effet du PPR (soit à l'issue de la dernière des mesures de publicité de son approbation) conformément aux articles L126-1 et R126-1 du code de l'urbanisme. A défaut le préfet se substitue au maire et dispose alors d'un délai d'un an.

Dans tous les cas, les documents d'urbanisme devront être rendus cohérents avec les dispositions du PPR lors de la première révision suivant l'annexion.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention précisées pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Conformément à l'article R562-5 du code de l'environnement, le PPR n'interdit pas les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à son approbation, sauf s'ils augmentent les risques, en créent de nouveaux ou conduisent à une augmentation notable de la population exposée.

Les prescriptions du PPR concernent les biens existant antérieurement à la publication de l'acte d'approuvant et ne portent que sur des aménagements limités, liés avant tout à la sécurité publique. Le coût de ces prescriptions reste inférieur au seuil fixé par l'article R562-5 du code de l'environnement (seuil de 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés à la date d'approbation du plan).

Conformément à l'article R562-5 du code de l'environnement, les prescriptions sur les biens existants devront être exécutées dans un délai de 5 ans après approbation du plan.

L'article L562-5 du code de l'environnement précise que le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPR approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni par des peines prévues à l'article L480-4 du code de l'urbanisme.

Enfin, en cas de non-respect du PPR, les modalités de couverture par les assurances des sinistres liés aux catastrophes naturelles peuvent être modifiées.

#### **1.5 - Révision du PPR**

Le PPR pourra être révisé selon la même procédure que son élaboration initiale, conformément aux dispositions de l'article R562-10 du code de l'environnement. Lorsque la révision n'est que partielle, les consultations et l'enquête publique ne sont effectuées que dans les communes concernées par les modifications.

### 1.6 – Division du territoire en zones

En application de l'article L.562-1 du code de l'environnement, le territoire inclus dans le périmètre du PPR est réglementé selon six zones :

#### -Une zone « rouge » :

Elle inclut :

- o Les zones les plus exposées, où les inondations sont redoutables en raison de l'urbanisation et de l'intensité de leurs paramètres physiques (hauteur d'eau importante, durée de submersion) ;
- o Les zones d'expansion des crues, quelle que soit la hauteur d'eau ;
- o Les zones de remontées de nappe phréatique.

#### -Une zone « orange » :

Elle inclut les zones inondables où s'exerce une activité économique, hormis les exploitations de carrières, qui ne pourra être en aucun cas reconvertie en zone d'habitat. Le maintien de l'activité existante prévaut, son agrandissement, sous réserve de prescriptions particulières pour prendre en compte le risque inondation peut être autorisé. Le changement d'activité est permis. Toutes les mesures doivent être mises en œuvre pour limiter la vulnérabilité. Pendant une période de cessation d'activité, les dispositions applicables en zone orange seront remplacées par les dispositions applicables en zone rouge. La reprise d'activité en zone orange demeure possible, dans ce cas, les dispositions de la zone orange seront de nouveau applicables.

#### -Une zone « bleue » :

Elle inclut les zones urbanisées inondables (sauf degré d'exposition exceptionnel), et joue lors des inondations un rôle important d'expansion et de stockage des eaux de crue. Elle implique de ce fait la mise en œuvre de mesures de prévention administratives et techniques adaptées. Elle est vulnérable au titre des inondations mais les enjeux d'aménagement urbain sont tels qu'ils justifient des dispositions particulières. Ces zones bleues sont dites constructibles sous réserve de prescriptions et/ou de recommandations permettant de prendre en compte le risque.

#### -Une zone « jaune » :

Cette zone inclut les secteurs d'accumulation des boues et des eaux de ruissellement, ayant pour la plupart déjà fait l'objet de la prise d'arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles. Cette zone délimite ponctuellement :

- o Les habitations ayant fait l'objet d'une déclaration de sinistre ;
- o Les secteurs à risques identifiés par les maires dans les enquêtes communales.

#### -Une zone d'« espaces à préserver » :

Elle inclut les espaces encore indemnes de toute urbanisation, permettant de maintenir l'occupation actuelle des sols et contribuant à minimiser les risques en aval. Il s'agit de préserver les versants boisés et les zones humides situées en fond de vallée.

#### -Une zone « blanche » :

Elle peut être bâtie ou non bâtie, et **n'est pas considérée comme exposée aux risques d'inondations et de coulées de boue**. Cependant, quelques dispositions doivent y être respectées, notamment au titre de sa proximité avec les autres zones.

La zone blanche concerne par défaut les terrains n'appartenant pas aux autres zones.

Compte tenu du caractère essentiellement rural de la plupart des communes du périmètre du PPR, les zones définies précédemment sont délimitées sur un document graphique à l'échelle du 1/10 000ème.

En outre, des **flèches oranges et rouges** identifieront des axes de ruissellement respectivement potentiels ou avérés (axes identifiés par les maires dans les enquêtes communales ou cités dans les arrêtés de

reconnaissance de catastrophes naturelles). Suivant l'intensité du phénomène et la nature du sol, il convient de rappeler que ces axes de ruissellement pourront évoluer en axes de coulées de boue.

### 1.7 – Cotes altimétriques de crue

L'élaboration du PPR exige pour les débordements de la rivière Vesle, la prise en compte d'une crue de niveau au moins centennal, conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle (Environnement et Équipement) du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables. Celle-ci n'ayant jamais été observée sur la vallée de l'Aisne, les cotes de crue ont été estimées en employant différentes méthodes :

- Modélisations hydrauliques propre au présent PPR ;
- Utilisation des résultats de modélisations effectuées dans le cadre d'études hydrauliques distinctes ;
- Analyses hydrogéomorphologiques sur les petits affluents et ruisseaux.

Les cotes altimétriques de crue disponibles sur les cartes de zonage sont celles d'une crue centennale.

Ces niveaux de référence sont exprimés dans le référentiel IGN 69.

Il convient de rappeler que ces cotes ne constituent pas le niveau maximum que peuvent atteindre les débordements. Une crue supérieure à la crue centennale demeure tout à fait possible.

### 1.8 – Procédures d'alerte

En cas de crue de la rivière Vesle, il n'existe pas de procédure d'alerte. Toutefois, étant donné que le territoire étudié se situe uniquement dans le secteur aval de la rivière, les phénomènes peuvent être envisagés si l'on s'informe des conditions climatiques et des niveaux d'eau présents sur la partie amont.

Les inondations par débordement de rus sont très rapides, il n'y a donc pas de procédure d'alerte, mis à part les alertes émises par Météo France.

## Article 2 - Dispositions applicables en zone rouge

Article	Intitulé des dispositions	Observations
2.1	Interdictions zone rouge « débordement Vesle »	A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 2.2
2.2	Autorisations sous conditions en zone rouge « débordement Vesle »	Sous réserve des prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant développées à l'article 9
2.3	Cas particulier de la zone rouge « débordement de ru »	

La zone rouge inclut :

- Les zones les plus exposées, où les inondations sont redoutables en raison de l'urbanisation et de l'intensité de leurs paramètres physiques (hauteur d'eau importante, durée de submersion). Il serait dangereux de permettre dans ces zones l'implantation de nouveaux biens ou de nouvelles activités.
- Les zones d'expansion des crues, quelle que soit la hauteur d'eau. Il semble nécessaire de les préserver de toute urbanisation pour conserver les champs d'expansion naturelle des crues.
- Les zones de remontées de nappe phréatique.

### Article 2.1 - Interdictions

**A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 2.2, sont interdits :**

- 1- Toutes nouvelles constructions soumises à permis de construire, déclaration préalable ou faisant l'objet d'un permis d'aménager au titre du code de l'urbanisme, sauf dispositions visées à l'article 2.2.
- 2- Toute nouvelle ouverture située en-dessous du niveau TN+0,30 m et tout aménagement en cave ou sous-sol susceptible d'augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes.
- 3- Tout nouveau parc résidentiel de loisirs, tout nouveau terrain de camping et tout nouvel emplacement « loisirs » dans les parcs résidentiels de loisirs et terrains de camping déjà existants.
- 4- Toute nouvelle installation d'Habitations Légères de Loisirs (HLL) dans les parcs résidentiels de loisirs ou sur les emplacements « loisirs » des terrains de camping déjà existants. En cas de sinistre (quel qu'il soit), la reconstruction des Habitations Légères de Loisirs et le remplacement des résidences mobiles de loisirs sont interdits.
- 5- Les aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage.
- 6- Le stationnement de caravanes et de résidences mobiles de loisirs, autre que sur les terrains aménagés et autorisés avant la date d'approbation du PPR, ou sur le terrain où est implanté la construction constituant la résidence de l'utilisateur.
- 7- Les remblais, exhaussements du sol et digues quels qu'en soient la nature et le volume, à l'exception des travaux visés à l'article 2.2-10.
- 8- Les nouvelles installations classées pour l'environnement et l'extension de celles existantes, sauf celles liées à un renouvellement de l'activité préexistante, et à l'exception des carrières dont l'ouverture est réglementée à l'article 2.2-15.
- 9- Entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mai, période de risque important de crue, tout dépôt ou stockage de produits et de matériaux non polluants ou non dangereux susceptibles d'être entraînés par les eaux,

à l'exception des produits de l'exploitation forestière, de ceux liés à l'activité de la voie d'eau et du stockage du bois de chauffage des particuliers dans la limite de 20m<sup>3</sup> et à proximité du bâti.  
En cas d'annonce de crue au-delà de la cote d'alerte et quelle que soit la date de survenance, les produits et matériaux susceptibles d'être entraînés par les eaux, y compris les produits de l'exploitation forestière, seront évacués.

**10- Tout nouveau stockage de produits polluants ou dangereux**, quel qu'en soit le volume, sauf dans les conditions visées au 2.2-16 ou dans le cas particulier de corps de ferme existants et déjà équipés de locaux phytosanitaires dans cette zone.

**11- Toute reconstruction**, après destruction totale ou partielle d'un bâtiment isolé causée par une crue, à l'exception des reconstructions possibles visées à l'article 2.2-4.

**12- Toute excavation et toute création de plan d'eau**, quel qu'en soit le volume, à l'exception des carrières visées par l'article 2.2-15, et des travaux visés à l'article 2.2-10..

**13- Toute clôture** susceptible de modifier notablement les écoulements et de réduire les champs d'expansion des crues.

Par contre, les clôtures de type 5 fils (maximum) sans grillage, avec piquets espacés de plus de trois mètres et sans saillie de fondation, les clôtures mobiles (pouvant être retirées en cas de crue) et les murs ne faisant pas obstacle au libre écoulement de l'eau sont également autorisés.

**14- Tout nouvel assainissement autonome par épandage**, autre que par tertre d'infiltration. Tout appareillage ou équipement connexe en amont du tertre et disposé dans le sol naturel devra être étanche à une submersion prolongée.

## **Article 2.2 - Autorisations sous conditions**

### **Peuvent être autorisés, sous réserve des prescriptions visées à l'article 9 :**

1- Les **travaux d'entretien et de gestion** courants des biens et activités existants, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux, de suivre les prescriptions de l'article 2.2-20 et sous réserve de ne pas augmenter notablement la population exposée.

2- **L'aménagement et les changements d'affectation** des biens et constructions existants, **les extensions** strictement nécessaires à des mises aux normes d'habitabilité ou de sécurité, les vérandas, les appentis et les abris de jardins sous les conditions suivantes :

- Ne pas aggraver les risques d'inondations et mettre en œuvre, selon la faisabilité, tous les moyens possibles visant à réduire au maximum la vulnérabilité au phénomène naturel ;
- Ne pas augmenter notablement la population exposée ;
- Toute nouvelle emprise au sol doit être strictement inférieure à 20 m<sup>2</sup> et limitée à une seule fois non renouvelable par type d'usage, à compter de la date d'approbation du PPR ;
- Toute nouvelle emprise au sol n'est autorisée que si la propriété est déjà bâtie ;
- Toute nouvelle emprise au sol ne pourra être implantée à une distance inférieure à 10 mètres des berges de la rivière, à l'exception des constructions et installations liées à la voie d'eau ;
- Ne pas augmenter les risques de nuisances ou de pollutions ;
- Ne pas créer de nouvelles installations sanitaires (évier, lavabo, toilettes, douches, ...) inondables par une crue centennale (risque de refoulement) ;
- De suivre les prescriptions de l'article 2.2-20.

3- **La reconstruction après sinistre d'un bâtiment**, à condition :

- De caler le premier niveau habitable au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis, sauf dans le cas de prescriptions contraires (imposées par les services de l'État compétents) liées aux effets d'une servitude d'inscription des monuments historiques inscrits ou classés ;
- De ne pas augmenter la surface hors œuvre brute ni la surface hors œuvre nette ;
- De suivre les prescriptions de l'article 2.2-20.

**4- La reconstruction des édifices présentant un caractère patrimonial ou architectural certain** (classement ou inscription à l'inventaire des monuments historiques, reconnaissance de la valeur par l'Architecte des Bâtiments de France) et des installations liées à la voie d'eau (stations de pompage, maisons éclésières, écluses, barrages...) sous réserve :

- De réduire la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- De ne pas augmenter la surface hors œuvre brute ni la surface hors œuvre nette ;
- De suivre les prescriptions de l'article 2.2-20.

**5- Les constructions et extensions de bâtiments** directement liées aux mises aux normes d'exploitations agricoles existantes sous réserve que leur implantation ne puisse se faire techniquement dans une zone moins dangereuse, que leur vulnérabilité et leur impact sur les crues soient minimisés et que les prescriptions de l'article 2.2-20 soient respectées.

**6- Les travaux d'entretien et de gestion courants, le réaménagement des terrains de camping et des parcs résidentiels de loisirs, le remplacement et l'amélioration des locaux en dur, les nouveaux locaux en dur, à condition :**

- De ne pas augmenter la vulnérabilité aux inondations ;
- Extension dans la limite de 20% de leur superficie à la date d'approbation du PPR, et limitée à des emplacements « tourisme » ;
- De ne transformer aucun emplacement « tourisme » en emplacement « loisirs » ;
- De caler le niveau du plancher au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis ;
- Qu'il n'y ait pas de sous-sol ;
- Que l'emprise au sol de l'ensemble des installations en dur n'excède pas 10% de la superficie du terrain ;
- De suivre les prescriptions de l'article 2.2-20.

**7- Les aires naturelles** de camping du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre.

**8- Les opérations d'aménagement et les constructions publiques d'intérêt général** permettant de valoriser de manière cohérente une enclave en zone urbaine, et sous les conditions suivantes :

- Le projet devra être porté par une collectivité territoriale compétente, qui en assurera la mise en place et la gestion ;
- Le projet ne devra pas aggraver les inondations en amont et en aval ;
- La distance minimale d'implantation sera définie en fonction des contraintes du site, mais ne pourra pas être inférieure à 10 mètres des rives de la rivière ;
- Pas d'hébergement permanent ou temporaire, ni de logement (sauf si nécessaire pour le gardiennage et le fonctionnement) ;
- Pas d'établissement recevant du public sensible, et notamment les établissements de types R (établissements d'enseignement et colonies de vacances) et U (établissements sanitaires) tels que définis par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministère de l'intérieur ;
- Les constructions devront être réalisées sur pilotis ou utiliser toute autre technique ne perturbant pas le bon écoulement des eaux et permettant de maintenir le rôle d'expansion des crues du site ; des mesures compensatoires devront permettre d'annuler ou de tendre à annuler les conséquences hydrauliques de l'aménagement projeté (au minimum, le volume des champs d'expansion des crues amputé par les travaux devra être rétabli) ;
- Édifier le premier niveau utile et installer les équipements sensibles au-dessus de la cote de crue centennale ;
- En cas d'alerte de crue, prévoir les mesures d'évacuation adaptées pour l'ensemble des parties accessibles au public. Il devra y avoir au moins un accès non inondable pour chaque bâtiment.
- De suivre les prescriptions de l'article 2.2-20.

**9- Les équipements d'intérêt général de sports de plein air, les installations ludiques liées à la présence de l'eau** (sports nautiques, pêche, chasse,...) et leurs constructions d'accompagnement, à l'exclusion de tout logement (sauf gardiennage), sous réserve d'obtenir les autorisations nécessaires et sous les conditions suivantes :

- o Justification de la non-aggravation des risques d'inondations ;
- o Implantation sous réserve de la prise en compte des impératifs de l'écoulement des crues ;
- o Emprise au sol maximale de la surface bâtie: 10% ;
- o De caler le niveau du plancher au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis ;
- o Pas de sous-sol ;
- o De suivre les prescriptions de l'article 2.2-20.

10- Les **travaux et installations destinés à réduire** les conséquences des risques d'inondations pour les bâtiments existants ou destinés à réduire les conséquences des inondations **à l'échelle de la vallée** (par exemple digues, bassins de rétention...), sous réserve :

- o D'une justification technique (notamment mesure de l'impact hydraulique) et économique du projet ;
- o De la mise en oeuvre de mesures compensatoires si nécessaire ;
- o Que le projet soit porté par une collectivité compétente, une association foncière et/ou une association syndicale autorisée qui en assurera la mise en place et la gestion ;
- o Que le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'État compétents et que l'entente interdépartementale Oise-Aisne soit consultée pour avis.

11- Les **travaux** de construction ou d'aménagement d'**infrastructures de transport** (routières, ferroviaires, fluviales), et les installations nécessaires à leur fonctionnement, sous réserve que ces travaux ne conduisent pas à une augmentation des risques d'inondations en amont ou en aval (hausse de la ligne d'eau, perte de capacité de stockage), qu'ils prennent en compte les impératifs de l'écoulement des crues, et que ces travaux fassent l'objet de mesures compensatoires le cas échéant. Les ouvrages de décharge devront être dimensionnés pour une crue centennale.

12- Les **nouvelles constructions, l'extension et l'aménagement** de celles existantes et les **infrastructures d'intérêt général**, liées à l'acheminement et au traitement des eaux usées, ainsi qu'au captage et à la distribution de l'eau potable, à condition qu'il n'y ait pas d'alternative technique et/ou financière satisfaisante, et sous réserve de :

- o Prendre toutes les dispositions pour supprimer tout risque de pollution en période de crue ;
- o Minimiser l'impact sur l'écoulement en période de crue ;
- o Rétablir le volume des champs d'expansion des crues, amputé par les travaux.

13- Les **réseaux techniques d'intérêt général de transport de l'énergie** (électricité, gaz) et **téléphoniques**, à condition de les rendre non vulnérables aux inondations (isoler les réseaux pouvant être immergés, mettre hors d'eau les armoires téléphoniques, les installations de radiotéléphonie, les transformateurs électriques ou tout matériel sensible). Il convient de les équiper d'une mise hors service automatique, de réaliser la distribution des réseaux « courants forts - courants faibles » au-dessus du niveau de la crue centennale et de minimiser leur impact sur l'écoulement des eaux.

14- Les **constructions ou installations liées à la voie d'eau** sous réserve de :

- o Justifier de l'opportunité technique ou économique du projet ;
- o Prendre toutes dispositions pour supprimer tout risque de pollution en période de crue ;
- o Montrer l'impact (ou l'absence d'impact) sur l'écoulement de l'eau en période de crue et si nécessaire définir des mesures compensatoires adaptées ;
- o Rétablir en totalité ou en majeure partie le volume des champs d'expansion des crues amputé par les travaux.

Pour ces constructions ou installations, le stockage de produits polluants ou dangereux (hydrocarbures, ...) est autorisé dans les mêmes conditions que pour le stockage existant définies à l'article 2.2-16.

**15- L'ouverture de nouvelles carrières, à condition :**

- De démontrer la non-aggravation du risque inondation en amont et en aval (étude d'impact réalisée au préalable) ;
- De ne réaliser aucun endiguement ;
- De démontrer qu'il n'y a aucun risque de capture du cours d'eau ;
- Que les matériaux de découverte soient au minimum disposés en merlons parallèles au sens d'écoulement des eaux, voire évacués ;
- Que les matériaux exploités soient évacués au fur et à mesure de leur extraction, ou du moins ne contreviennent pas à l'article 2.1-9 (pas de stockage sur place entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mai, évacuation en cas d'alerte de crue en dehors de cette période) ;
- Que l'aménagement final minimise l'impact sur l'écoulement des eaux, notamment en limitant le plus possible le nombre et la superficie des éventuels plans d'eau résiduels et en orientant ceux-ci de manière à ce que leur plus grand axe soit perpendiculaire à l'écoulement des eaux. Le cas échéant, l'aménagement final pourra contribuer à la lutte contre les inondations (bassins de surstockage...), mais il devra alors être validé par les services de l'État compétents et être soumis à l'avis de l'entente interdépartementale Oise-Aisne.

**16- Le stockage existant de produits polluants ou dangereux** (tels qu'hydrocarbures, gaz, engrais liquides ou solides, pesticides...) en quantités ou en concentrations inférieures aux normes minimales fixées pour leur autorisation, doit-être réalisé :

- Soit au-dessus de la cote de crue centennale, dans un récipient étanche et fermé ;
- Soit dans le cas contraire, dans un récipient étanche et fermé, lesté et arrimé de façon à résister à la pression hydrostatique d'une crue centennale, et à condition que les orifices de remplissage et les événements soient placés à 0.50 m au-dessus du niveau de la cote de crue centennale.

**17- Les fouilles à titre archéologique dans la mesure** où elles sont réalisées de manière à minimiser d'éventuelles perturbations à l'écoulement des eaux.

**18- La plantation et l'exploitation** de bois, forêts ou haies, à condition de limiter autant que possible la création d'embâcles en recépant les arbres penchés ou déracinés en bordure de cours d'eau et en retirant les grosses branches et troncs qui seraient tombés à proximité ou dans le cours d'eau.

**19- Les parkings** à condition qu'ils restent au niveau du terrain naturel, que le revêtement soit perméable à l'eau et adapté à une submersion temporaire, et que des mesures d'évacuation en cas d'alerte de crue soient prévues ; les infrastructures associées (sauf bâti soumis à permis de construire) sont également autorisées.

**20- Les matériaux utilisés en dessous de la cote de crue centennale** seront choisis pour résister à une immersion prolongée. Leur aptitude à l'emploi devra également être conservée après décrue :

- Traitement anti-corrosion des parties métalliques ;
- Pas de liant à base de plâtre ;
- Pas de revêtement de sols ou de murs sensibles à l'humidité ;
- Matériaux hydrofuges pour l'isolation ;
- Résistance à des affouillements, tassements ou érosions localisées.

### Article 2.3 – Cas particulier de la zone rouge « inondations par débordement de ru »

Cette zone rouge correspond toujours à une zone fortement exposée aux inondations mais cette fois-ci provoquées par des débordements de rus.

Les modifications proviennent des caractéristiques des inondations par débordement de ru (différentes des inondations par grand cours d'eau comme la Vesle ou l'Aisne), dans ce cas il s'agit d'un :

- Phénomène **brutal** (averse intense à caractère orageux et localisé) ;
- Phénomène **rapide** (montée des eaux de l'ordre de plusieurs décimètres par heure) ;
- Phénomène **imprévisible** (pas de système d'alerte).

#### INTERDICTIONS

De manière générale, les interdictions restent les mêmes que celles évoquées dans la zone rouge inondations par débordement de la rivière Vesle (Article 2.1), avec certaines variantes qui interdisent cette fois-ci :

- Les aires naturelles de camping et l'extension des campings existants ;
- Le stockage ou dépôt de produits susceptibles d'être entraînés par les eaux quelle que soit la période, à l'exception des produits issus de l'exploitation forestière et du bois de chauffage pour particuliers dans la limite de 20m3 et à proximité du bâti ;
- Le stockage de produits polluants ou dangereux, sauf si les quantités et concentrations sont inférieures aux normes fixées, et que le stockage se fasse hors d'eau. Les produits polluants ou dangereux peuvent être stockés dans les corps de ferme existants et déjà équipés de locaux phytosanitaires dans cette zone ;
- Les parkings et les gares routières ;
- Toute installation nouvelle d'un poste de communication sensible (poste EDF-GDF, poste de téléphonie...).

#### AUTORISATIONS

Sauf dispositions contraires énoncées précédemment, les autorisations sous conditions restent sensiblement les mêmes que celles évoquées dans la zone rouge inondations par débordement de la rivière Vesle (Article 2.2) avec le niveau de référence qui n'est plus la côte de crue centennale mais le niveau minimum TN+1m.

### Article 3 - Dispositions applicables en zone orange

Article	Intitulé des dispositions	Observations
3.1	Interdictions	A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 3.2
3.2	Autorisations sous conditions	Sous réserve des prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant développées à l'article 9

Elle inclut les zones inondables où s'exerce une activité économique, hormis les exploitations de carrières, **qui ne pourra être en aucun cas reconvertie en zone d'habitat**. Le maintien de l'activité existante prévaut. Son agrandissement, sous réserve de prescriptions particulières pour prendre en compte le risque inondation, peut être autorisé. Le changement d'activité est permis. Toutes les mesures doivent être mises en œuvre pour limiter la vulnérabilité.

**Pendant une période de cessation d'activité, les dispositions applicables en zone orange seront remplacées par les dispositions applicables en zone rouge. La reprise d'activité en zone orange demeure possible, dans ce cas, les dispositions de la zone orange seront de nouveau applicables.**

#### Article 3.1 – Interdictions

##### A l'exception des travaux et occupations du sol visées à l'article 3.2 sont interdits :

- 1- **Toute habitation** à l'exception de celle visée à l'article 3.2-4.
- 2- **Toute nouvelle ouverture** située en-dessous du niveau TN+0,30 m et **tout aménagement** en cave ou sous-sol, susceptible d'augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes (habitation, bureau, local technique, ...).
- 3- **Tout parc résidentiel de loisirs, tout terrain de camping et tout emplacement « loisirs ».**
- 4- **Les aires d'accueil et de grand passage** des gens du voyage.
- 5- **Les remblais, les exhaussements du sol et digues**, quel qu'en soit le volume, à l'exception des travaux visés à l'article 3.2-7.
- 6- **Toute reconstruction**, après destruction totale ou partielle d'un bâtiment isolé causée par une crue, à l'exception des reconstructions possibles visées à l'article 3.2-5.
- 7- **Toute excavation et toute création de plan d'eau**, quel qu'en soit le volume, à l'exception des carrières visées par l'article 3.2-11, et des travaux visés à l'article 3.2-7.
- 8- **Toute clôture** susceptible de modifier notablement les écoulements et de réduire les champs d'expansion des crues.  
Par contre, les clôtures de type 5 fils (maximum) sans grillage, avec piquets espacés de plus de trois mètres et sans saillie de fondation, les clôtures mobiles (pouvant être retirées en cas de crue) et les murs ne faisant pas obstacle au libre écoulement de l'eau sont également autorisés.

### **Article 3.2 - Autorisations sous conditions**

#### **Sous réserve des prescriptions visées à l'article 9, sont autorisés :**

1- Les travaux d'entretien et de gestion courants des activités existants, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux, de suivre les prescriptions de l'article 3.2-12 et sous réserve de ne pas augmenter notablement la population exposée.

2- Le changement d'activité sous les conditions suivantes :

- La zone considérée doit rester une zone d'activité économique (en cas contraire, les dispositions applicables sont celles de la zone rouge) ;
- Ne pas aggraver le risque d'inondation ;
- Ne pas augmenter les risques de nuisances ou de pollution ;
- Suivre les prescriptions de l'article 3.2-12.

3- L'extension d'une activité sous réserve de la prise en compte du risque inondation dans les aménagements, de réduire au maximum la vulnérabilité des biens et des personnes, et que les prescriptions de l'article 3.2-12 soient respectées. Pour les nouveaux bâtiments isolés, le niveau du plancher devra être calé au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis.

4- La création de logements rendus indispensable à la surveillance du site (limité à un logement).

5- La reconstruction après sinistre d'un bâtiment, à condition de :

- Caler le niveau du plancher au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis ;
- Réduire la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Ne pas augmenter la surface hors œuvre brute ni la surface hors œuvre nette initiales ;
- De respecter les prescriptions de l'article 3.2-12.

6- Les installations classées pour l'environnement, les constructions et les extensions de bâtiments directement liées aux mises aux normes d'exploitations agricoles existantes sous réserve que leur implantation ne puisse se faire techniquement dans une zone moins dangereuse, que leur vulnérabilité soit minimisée et de suivre les prescriptions de l'article 3.2-12. Pour les nouveaux bâtiments isolés, le niveau du plancher devra être calé au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis.

7- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation pour les activités existantes (par exemple digues, bassins de rétention, ...), sous réserve :

- D'une justification technique (notamment mesure de l'impact hydraulique) et économique du projet ;
- D'un programme de gestion et de la mise en oeuvre de mesures compensatoires si nécessaire ;
- Que le projet soit porté par une collectivité compétente, une association foncière et/ou une association syndicale autorisée, qui en assurera la mise en place et la gestion ;
- Que le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'État compétents et que l'entente interdépartementale Oise-Aisne soit consultée pour avis.

8- Le stockage de produits et de matériaux non polluants ou non dangereux, à condition :

- Que les produits et matériaux non vulnérables et susceptibles d'être entraînés par les eaux soient lestés et arrimés, ou évacués en cas d'annonce de crue au-delà de la cote d'alerte ;
- Que les produits et matériaux vulnérables soient placés au-dessus de la cote de crue centennale.

9- Les travaux nécessaires à des opérations de traitement des pollutions résiduelles après disparition des activités sous réserve que le risque inondation soit pris en compte.

10- **Le stockage existant de produits polluants ou dangereux** (tels qu'hydrocarbures, gaz, engrais liquides ou solides, pesticides...) en quantités ou en concentrations inférieures aux normes minimales fixées pour leur autorisation, doit-être réalisé :

- Soit au-dessus de la cote de crue centennale, dans un récipient étanche et fermé ;
- Soit dans le cas contraire, dans un récipient étanche et fermé, lesté et arrimé de façon à résister à la pression hydrostatique d'une crue centennale, et à condition que les orifices de remplissage et les événements soient placés à 0.50 m au-dessus du niveau de la cote de crue centennale.

11- **L'ouverture de nouvelles carrières**, à condition :

- De démontrer la non-aggravation du risque inondation en amont et en aval (étude d'impact réalisée au préalable) ;
- De ne réaliser aucun endiguement ;
- De démontrer qu'il n'y a aucun risque de capture du cours d'eau ;
- Que les matériaux de découverte soient au minimum disposés en merlons parallèles au sens d'écoulement des eaux, voire évacués ;
- Que les matériaux exploités soient évacués au fur et à mesure de leur extraction, ou du moins pas de stockage sur place entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mai, évacuation en cas d'alerte de crue en dehors de cette période ;
- Que l'aménagement final minimise l'impact sur l'écoulement des eaux, notamment en limitant le plus possible le nombre et la superficie des éventuels plans d'eau résiduels et en orientant ceux-ci de manière à ce que leur plus grand axe soit perpendiculaire à l'écoulement des eaux. Le cas échéant, l'aménagement final pourra contribuer à la lutte contre les inondations (bassins de surstockage...), mais il devra alors être validé par les services de l'État compétents et être soumis à l'avis de l'entente interdépartementale Oise-Aisne.

12- Les matériaux utilisés en dessous de la cote de crue centennale seront choisis pour résister à une immersion prolongée. Leur aptitude à l'emploi devra également être conservée après décrue :

- Traitement anti-corrosion des parties métalliques ;
- Pas de liant à base de plâtre ;
- Pas de revêtement de sols ou de murs sensibles à l'humidité ;
- Matériaux hydrofuges pour l'isolation ;
- Résistance à des affouillements, tassements ou érosions localisées.

#### Article 4 - Dispositions applicables en zone bleue

Article	Intitulé des dispositions	Observations
4.1	<b>Interdictions zone bleue « débordement Vesle »</b>	A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 4.2
4.2	<b>Autorisations sous conditions en zone bleue « débordement Vesle »</b>	Sous réserve des prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant développées à l'article 9
4.3	<b>Cas particulier de la zone bleue « débordement de ru »</b>	

Elle inclut les zones urbanisées inondables (sauf degré d'exposition exceptionnel), et joue lors des inondations un rôle important d'expansion et de stockage des eaux de crue. Elle implique de ce fait la mise en œuvre de mesures de prévention administratives et techniques adaptées.

Elle est vulnérable au titre des inondations mais les enjeux d'aménagement urbain sont tels qu'ils justifient des dispositions particulières.

Ces zones bleues sont dites constructibles sous réserve de prescriptions et/ou de recommandations permettant de prendre en compte le risque.

##### Article 4.1 – Interdictions

###### A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 4.2, sont interdits :

- 1- **Toute nouvelle ouverture** située en-dessous du niveau TN+0,30 m et **tout aménagement en cave ou sous-sol** susceptible d'augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes.
- 2- **Tout nouveau parc résidentiel de loisirs**, tout **nouveau terrain de camping** et tout **nouvel emplacement « loisirs »** dans les parcs résidentiels de loisirs et terrains de camping déjà existants.
- 3- **Toute nouvelle installation d'Habitations Légères de Loisirs (HLL)** dans les parcs résidentiels de loisirs ou sur les emplacements « loisirs » des terrains de camping déjà existants. En cas de sinistre (quel qu'il soit), la reconstruction des Habitations Légères de Loisirs et le remplacement des résidences mobiles de loisirs sont interdits.
- 4- Le **stationnement de caravanes et de résidences mobiles de loisirs**, autre que sur les terrains aménagés et autorisés avant la date d'approbation du PPR, ou sur le terrain où est implanté la construction constituant la résidence de l'utilisateur.
- 5- Les **nouveaux Établissements Recevant du Public (ERP)** des types suivants (définis par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié) : J (structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées), R (établissements d'enseignement, colonies de vacances), U (établissements de soins), PS (parcs de stationnement couverts) et GA (gares) sauf gares routières dans les conditions définies à l'article 4.2-16.
- 6- Les **remblais, exhaussements du sol et digues**, quel qu'en soit la nature et le volume, à l'exception de ceux qui sont en relation directe avec les occupations du sol autorisées par l'article 4.2-9.
- 7- Les **nouvelles installations classées pour l'environnement**, sauf en cas d'un renouvellement d'une installation existante ou pour une demande soumise à une nouvelle rubrique liée à une activité existante.
- 8- Entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mai, période de risque plus important de crue, tout **dépôt ou stockage de produits et de matériaux non polluants ou non dangereux** susceptibles d'être entraînés par les eaux, à l'exception des produits de l'exploitation forestière, de ceux liés à l'activité de la voie d'eau et du stockage du bois de chauffage pour particuliers.

En cas d'annonce de crue au-delà de la cote d'alerte et quelle que soit la date de survenance, les produits et matériaux susceptibles d'être entraînés par les eaux, y compris les produits de l'exploitation forestière, seront évacués.

9- Le **stockage existant ou futur de produits polluants ou dangereux**, quel qu'en soit le volume, sauf dans les conditions visées au 4.2-13 ou dans le cas particulier de corps de ferme existants et déjà équipés de locaux phytosanitaire dans cette zone.

10- **Toute clôture** susceptible de modifier notablement les écoulements et de réduire les champs d'expansion des crues.

Par contre, les clôtures de type 5 fils (maximum) sans grillage, avec piquets espacés de plus de trois mètres et sans saillie de fondation, les clôtures mobiles (pouvant être retirées en cas de crue) et les murs ne faisant pas obstacle au libre écoulement de l'eau sont également autorisés.

11- **Tout nouvel assainissement autonome par épandage**, autre que par terre d'infiltration. Tout appareillage ou équipement connexe en amont du tertre et disposé dans le sol naturel devra être étanche à une submersion prolongée.

#### **Article 4.2 - Autorisations sous conditions**

##### **Sous réserve des prescriptions visées à l'article 9, sont autorisés :**

1- Les **travaux d'entretien et de gestion** courants des biens et activités existants, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux, de suivre les prescriptions de l'article 4.2-18 et sous réserve de ne pas augmenter notablement la population exposée.

2- Les **reconstructions après sinistres**, les **constructions nouvelles**, les **changements d'affectation**, l'**extension de bâtiments existants**, sous réserve de ne pas aggraver les risques d'inondations et de minimiser leur propre exposition au risque, et notamment sous les conditions suivantes :

- Toute nouvelle emprise au sol ne pourra être implantée à une distance inférieure à 10 mètres des berges de la rivière, à l'exception de celle inférieure à 20 m<sup>2</sup> et attenante au bâti existant dont la distance pourra être réduite à 5 mètres des berges de la rivière, et à l'exception des constructions ou des installations liées à la voie d'eau ;
- L'axe principal de la construction sera orienté de manière à assurer un bon écoulement des eaux ;
- Les constructions nouvelles et les extensions, dont l'emprise au sol est supérieure à 20 m<sup>2</sup>, devront être construites au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable, pilotis ou tout autre moyen ne réduisant pas le volume de stockage des eaux de crue (les remblais restent interdits) ;
- Absence de sous-sol ;
- Ne pas créer de nouvelles installations sanitaires (évier, lavabo, toilettes, douches...) inondables par une crue centennale (risque de refoulement) ;
- Les fondations des constructions nouvelles devront prendre en compte l'hydromorphie des terrains et y être adaptées ;
- Suivre les prescriptions de l'article 4.2-18.

3- La **reconstruction** des édifices présentant un caractère patrimonial ou architectural certain (classement ou inscription à l'inventaire des monuments historiques, reconnaissance de la valeur par l'Architecte des Bâtiments de France) et des installations liées à la voie d'eau (activités portuaires, stations de pompage, maisons éclusières, écluses, barrages, ...) sous réserve :

- De réduire la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- De ne pas augmenter la surface hors œuvre brute ni la surface hors œuvre nette ;
- Suivre les prescriptions de l'article 4.2-18.

4- **Les constructions et extensions de bâtiments** directement liées aux mises aux normes d'exploitations agricoles existantes, sous réserve que leur implantation ne puisse se faire techniquement dans une zone moins dangereuse, que leur vulnérabilité et leur impact sur les crues soient minimisés et que les prescriptions de l'article 4.2-18 soient respectées.

5- Les **travaux d'entretien et de gestion courants, le réaménagement des terrains de camping et des parcs résidentiels de loisirs, le remplacement et l'amélioration des locaux en dur, les nouveaux locaux en dur, à condition** :

- o De ne pas augmenter la vulnérabilité aux inondations ;
- o Extension dans la limite de 20% de leur superficie à la date d'approbation du PPR, et limitée à des emplacements « tourisme » ;
- o De ne transformer aucun emplacement « tourisme » en emplacement « loisirs » ;
- o De caler le niveau du plancher au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis ;
- o Qu'il n'y ait pas de sous-sol ;
- o Que l'emprise au sol de l'ensemble des installations en dur n'excède pas 10% de la superficie du terrain ;
- o De suivre les prescriptions de l'article 4.2-18.

6- Les **aires naturelles** de camping du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre.

7- Les **aires d'accueil et de grand passage** des gens du voyage, à condition de prévoir des mesures d'évacuation adaptées en cas d'alerte de crue.

8- Les **équipements d'intérêt général de sports de plein air, les installations ludiques liées à la présence de l'eau** (sports nautiques, pêche, chasse,...) et leurs constructions d'accompagnement, à l'exclusion de tout logement (sauf gardiennage), sous réserve d'obtenir les autorisations nécessaires et sous les conditions suivantes :

- o Justification de la non-aggravation du risque d'inondation ;
- o Implantation sous réserve de la prise en compte des impératifs de l'écoulement des crues ;
- o Emprise au sol maximale de la surface bâtie: 10% ;
- o De caler le niveau du plancher au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis ;
- o Pas de sous-sol ;
- o De suivre les prescriptions de l'article 4.2-18.

9- Les **travaux et installations destinés à réduire** les conséquences des risques d'inondations pour les bâtiments existants ou destinés à réduire les conséquences des inondations **à l'échelle de la vallée** (par exemple digues, bassins de rétention...), sous réserve :

- o D'une justification technique (notamment mesure de l'impact hydraulique) et économique du projet ;
- o De la mise en oeuvre de mesures compensatoires si nécessaire ;
- o Que le projet soit porté par une collectivité compétente, une association foncière et/ou une association syndicale autorisée qui en assurera la mise en place et la gestion ;
- o Que le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'État compétents et que l'entente interdépartementale Oise-Aisne soit consultée pour avis.

10- Les **travaux** de construction ou d'aménagement d'**infrastructures de transport** (routières, ferroviaires, fluviales), et les installations nécessaires à leur fonctionnement, sous réserve que ces travaux ne conduisent pas à une augmentation des risques d'inondations en amont ou en aval (hausse de la ligne d'eau, perte de capacité de stockage), qu'ils prennent en compte les impératifs de l'écoulement des crues, et que ces travaux fassent l'objet de mesures compensatoires le cas échéant. Les ouvrages de décharge devront prendre en compte la crue centennale.

11- Les **nouvelles constructions, l'extension et l'aménagement** de celles existantes et les **infrastructures d'intérêt général**, liées à l'acheminement et au traitement des eaux usées, ainsi qu'au captage et à la distribution de l'eau potable, à condition qu'il n'y ait pas d'alternative technique et/ou financière satisfaisante, et sous réserve de :

- o Prendre toutes les dispositions pour supprimer tout risque de pollution en période de crue ;
- o Minimiser l'impact sur l'écoulement en période de crue ;
- o Rétablir le volume des champs d'expansion des crues, amputé par les travaux.

**12- L'ouverture de nouvelles carrières, à condition :**

- De démontrer la non-aggravation des risques inondations en amont et en aval (étude d'impact réalisée au préalable) ;
- De ne réaliser aucun endiguement ;
- De démontrer qu'il n'y a aucun risque de capture du cours d'eau ;
- Que les matériaux de découverte soient au minimum disposés en merlons parallèles au sens d'écoulement des eaux, voire évacués ;
- Que les matériaux exploités soient évacués au fur et à mesure de leur extraction, ou du moins pas de stockage sur place entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mai, évacuation en cas d'alerte de crue en dehors de cette période ;
- Que l'aménagement final minimise l'impact sur l'écoulement des eaux, notamment en limitant le plus possible le nombre et la superficie des éventuels plans d'eau résiduels et en orientant ceux-ci de manière à ce que leur plus grand axe soit perpendiculaire à l'écoulement des eaux ; le cas échéant, l'aménagement final pourra contribuer à la lutte contre les inondations (bassins de surstockage...), mais il devra alors être validé par les services de l'État compétents et être soumis à l'avis de l'entente interdépartementale Oise-Aisne.

**13- Le stockage existant de produits polluants ou dangereux** (tels qu'hydrocarbures, gaz, engrais liquides ou solides, pesticides...) en quantités ou en concentrations inférieures aux normes minimales fixées pour leur autorisation, doit-être réalisé :

- Soit au-dessus de la cote de crue centennale, dans un récipient étanche et fermé ;
- Soit en cas contraire, dans un récipient étanche et fermé, lesté et arrimé de façon à résister à la pression hydrostatique d'une crue centennale, et à condition que les orifices de remplissage et les événements soient placés à 0.50 m au-dessus du niveau de la cote de crue centennale.

**14- Les fouilles à titre archéologique** dans la mesure où elles sont réalisées de manière à minimiser d'éventuelles perturbations à l'écoulement des eaux.

**15- La plantation et l'exploitation de bois, forêts, haies, parcs urbains**, à condition de limiter autant que possible la création d'embâcles en recépant les arbres penchés ou déracinés en bordure de cours d'eau et en retirant les grosses branches et troncs qui seraient tombés à proximité ou dans le cours d'eau.

**16- Les parkings et gares routières** à condition qu'ils restent au niveau du terrain naturel, que le revêtement soit perméable à l'eau et adapté à une submersion temporaire, et que des mesures d'évacuation en cas d'alerte de crue soient prévues ; les infrastructures associées sont également autorisées.

**17- Les réseaux techniques d'intérêt général de transport de l'énergie** (électricité, gaz) et **téléphoniques**, à condition de les rendre non vulnérables aux inondations (isoler les réseaux pouvant être immergés, installer hors d'eau les armoires téléphoniques, les installations de radiotéléphonie, les transformateurs électriques ou tout matériel sensible, les équiper d'une mise hors service automatique, réaliser hors d'eau la distribution des réseaux « courants forts - courants faibles ») et de minimiser leur impact sur l'écoulement des eaux.

**18- Les matériaux utilisés en dessous de la cote de crue centennale** seront choisis pour résister à une immersion prolongée. Leur aptitude à l'emploi devra également être conservée après décrue :

- Traitement anti-corrosion des parties métalliques ;
- Pas de liant à base de plâtre ;
- Pas de revêtement de sols ou de murs sensibles à l'humidité ;
- Matériaux hydrofuges pour l'isolation ;
- Résistance à des affouillements, tassements ou érosions localisées.

#### **Article 4.3 – Cas particulier de la zone bleue « inondations par débordement de ru »**

##### **INTERDICTIONS**

De manière générale, les interdictions restent les mêmes que celles évoquées dans la zone bleue « inondations par débordement de la rivière Vesle » (Article 4.1), avec certaines variantes qui interdisent cette fois-ci :

- Les aires naturelles et l'extension des campings ;
- Les aires d'accueil et les aires de grand passage des gens du voyage ;
- Le stockage ou dépôt de produits susceptibles d'être entraînés par les eaux quelle que soit la période, à l'exception des produits issus de l'exploitation forestière et du bois de chauffage pour particuliers ;
- Le stockage de produits polluants ou dangereux, sauf si les quantités et concentrations sont inférieures aux normes fixées, et que le stockage se fasse hors d'eau. Les produits polluants ou dangereux peuvent être stockés dans les corps de ferme existants et déjà équipés de locaux phytosanitaires dans cette zone ;
- Les parkings et les gares routières ;
- Toute installation nouvelle d'un poste de communication sensible (poste EDF-GDF, poste de téléphonie...);

##### **AUTORISATIONS**

Sauf dispositions contraires énoncées précédemment, les autorisations sous conditions restent sensiblement les mêmes que dans la zone bleue « inondations par débordement de la rivière Vesle » (Article 4.2) avec le niveau de référence qui n'est plus la côte de crue centennale mais le niveau minimum TN+1m.

### **Article 5 - Dispositions applicables en zone jaune**

Cette zone inclut les secteurs d'accumulation des boues et des eaux de ruissellement, ayant pour la plupart déjà fait l'objet de la prise d'arrêtés de catastrophes naturelles. Cette zone délimite ponctuellement :

- Les habitations ayant fait l'objet d'une déclaration de sinistre ;
- Les secteurs à risques identifiés par les maires dans les enquêtes communales.

#### **INTERDICTIONS**

De manière générale, les interdictions restent les mêmes que celles évoquées dans la **zone bleue** « **inondations par débordement de ru** » (**Article 4.3**) avec en outre, la variante suivante :

#### **Interdiction de :**

-**Toute nouvelle ouverture** située à moins de 0,30 m du terrain naturel **et** orientée du côté des vecteurs de ruissellement ou faisant face aux coulées de boue.

#### **AUTORISATIONS**

Sauf dispositions contraires énoncées précédemment, les autorisations sous conditions restent sensiblement les mêmes que celles évoquées **dans la zone bleue « débordement de la rivière Vesle »** (**Article 4.2**) avec le niveau de référence qui n'est plus la côte de crue centennale mais le niveau minimum TN+0,6m.

### Article 6 - Dispositions applicables en zone à Préserver

Article	Intitulé des dispositions	Observations
6.1	<b>Interdictions</b>	A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 6.2
6.2	<b>Autorisations sous conditions</b>	Sous réserve des prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant développées à l'article 9

Zone contenant des espaces encore indemnes de toute urbanisation et nécessitant d'être préservée afin de maintenir l'occupation actuelle des sols et de minimiser les risques en aval.

En effet, si cette zone n'est pas soumise aux aléas étudiés, elle va permettre de les limiter. C'est le cas des zones humides qui vont jouer un rôle important dans la régulation des cours d'eau ou des boisements de versants qui vont limiter le ruissellement, mais aussi atténuer les phénomènes d'érosion, limiter les impacts de débordements de cours d'eau et favoriser la qualité de l'eau par le prélèvement racinaire des nitrates, matières en suspension et autres polluants.

Il s'agit notamment de préserver les versants boisés mais aussi les zones humides situées en fond de vallée qui jouent un grand rôle dans le contrôle des inondations.

#### Article 6.1 – Interdictions

A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 6.2, sont interdits :

- 1- Toutes nouvelles occupations ou utilisations des sols soumises à permis de construire, permis d'aménager ou à déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme.
- 2- Tout nouveau parc résidentiel de loisirs et tout nouveau terrain de camping.
- 3- Les aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage.
- 4- Les nouvelles installations classées pour l'environnement et les carrières.
- 5- Les remblais, les excavations, les exhaussements du sol et digues quel qu'en soit la nature et le volume, à l'exception des travaux visés à l'article 6.2-2.
- 6- Toute clôture susceptible de modifier notablement les écoulements et de réduire les champs d'expansion des crues.  
Par contre, les clôtures de type 5 fils (maximum) sans grillage, avec piquets espacés de plus de trois mètres et sans saillie de fondation sont également autorisées.
- 7- Les parkings et les gares routières.
- 8- Tout défrichement sur une surface supérieure à 1 hectare, sauf dans le cas d'une replantation de vignes soumise à la délimitation de l'AOC Champagne. Dans ce cas, le défrichement devra s'accompagner d'aménagements hydrauliques compensatoires, portés et validés par une autorité compétente. La mise en place (financement, délai de mise en œuvre) et la gestion devront faire l'objet d'une validation par les services de l'État compétents.

=> Interdictions supplémentaires pour les zones humides situées en fond de vallée :

- 9- L'assainissement autonome par épandage, sauf s'il comprend un tertre d'infiltration.

#### Article 6.2 - Autorisations sous conditions

Sous réserve des prescriptions visées à l'article 9, sont autorisés :

- 1- Les aires naturelles de camping.

2- Les **travaux et installations** destinés à réduire les conséquences des risques à l'échelle de la vallée (par exemple digues, bassins de rétention...), sous réserve :

- o D'une justification technique (notamment mesure de l'impact hydraulique) et économique du projet ;
- o De la mise en oeuvre de mesures compensatoires si nécessaire ;
- o Que le projet soit porté par une collectivité compétente, une association foncière et/ou une association syndicale autorisée qui en assurera la mise en place et la gestion ;
- o Que le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'État compétents et que l'entente interdépartementale Oise-Aisne soit consultée pour avis.

3- Les **équipements d'intérêt général de sports de plein air**, les **installations ludiques liées à la présence de l'eau** (sports nautiques, pêche, chasse,...) et leurs constructions d'accompagnement, à l'exclusion de tout logement (sauf gardiennage) et sous réserve d'obtenir les autorisations nécessaires.

4- **Toute installation nouvelle d'un poste de communication sensible** : poste technique (EDF, GDF), poste de téléphonie ou de radiotéléphonie (pylône, baies techniques...).

5- Les **travaux** de construction ou d'aménagement d'**infrastructures de transport** (routières, ferroviaires, fluviales), et les installations nécessaires à leur fonctionnement, sous réserve que ces travaux ne conduisent pas à amplifier ou créer de nouveaux risques, qu'ils prennent en compte les impératifs de l'écoulement des eaux et fassent l'objet de mesures compensatoires le cas échéant.

6- Les **nouvelles constructions et infrastructures d'intérêt général**, liées à l'acheminement et au traitement des **eaux usées**, ainsi qu'au captage et à la distribution de l'**eau potable**, à condition qu'il n'y ait pas d'alternative technique et/ou financière satisfaisante, et sous réserve de minimiser l'impact sur l'écoulement des eaux.

7- Les **travaux d'entretien et de gestion courants** des constructions et installations nouvellement implantées par les articles 2 à 6 du paragraphe 6.2, sauf s'ils créent de nouveaux risques ou conduisent à une augmentation de la population exposée.

8- Les **fouilles à titre archéologique dans la mesure** où elles sont réalisées de manière à minimiser d'éventuelles perturbations à l'écoulement des eaux.

=> Sur les versants boisés :

9- La **plantation et l'exploitation de bois, forêts ou haies** afin de créer des obstacles et de réduire l'écoulement des eaux en amont.

## Article 7 - Dispositions applicables en zone blanche

### (Au titre de sa proximité avec les autres zones)

C'est une zone sans occupation du sol prépondérante, elle peut être bâtie ou non bâtie, **et n'est pas considérée comme exposée aux phénomènes d'inondations et de ruissellements**. Cependant, quelques dispositions doivent y être respectées, notamment au titre de sa proximité avec les autres zones.

La zone blanche concerne par défaut les terrains figurant sur les documents graphiques n'appartenant pas aux autres zones, situés soit en périphérie de ces zones, soit au milieu de ces zones.

### Dispositions au titre de sa proximité avec les autres zones :

- Tout maître d'ouvrage d'un aménagement en zone blanche, situé à proximité d'une zone rouge, orange ou bleue, s'assure que celui-ci se trouve effectivement hors d'atteinte de l'eau pour une crue centennale ;
- Dans le cas contraire, y rattacher les dispositions visées pour la zone bleue. Faire particulièrement attention aux sous-sols et aux ouvertures qui peuvent facilement devenir inondables face à une crue centennale (directement ou par infiltration/remontée de nappe).
- Les collectivités devront, conformément à la réglementation en vigueur (L2224-10 du CGCT), réaliser les études utiles à la maîtrise des eaux pluviales sur leur territoire.
- Toute nouvelle construction devra faire l'objet de mesures de maîtrise des eaux pluviales :
  - Infiltration si le sol le permet ;
  - Rétention / stockage dans le cas contraire.Seul le trop plein de ces installations pourra être déversé dans le réseau public ou les exutoires naturels.

## Article 8 – Dispositions complémentaires

La modification du PPR par arrêté préfectoral du 30 mars 2007 tient compte du fait que certaines communes restent aussi menacées par les phénomènes de ruissellement que par les débordements de la rivière Aisne et de ses affluents. Les distinctions suivantes ont été appliquées :

- En orange, **les axes de ruissellement potentiels** (inventaire des thalwegs sur la carte IGN) ;
- En rouge, **les axes de ruissellement avérés** (axes identifiés par les maires dans les enquêtes communales ou identifiés dans les arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles).

Suivant l'intensité du phénomène et la nature du sol, une évolution du ruissellement en coulées de boue demeure tout à fait possible.

Compte tenu de l'imprévisibilité et de la rapidité des phénomènes, il convient d'appliquer certaines dispositions au niveau des axes de ruissellement et leurs abords.

En outre, il convient de privilégier un aménagement d'ensemble (et non à l'échelle d'une habitation) pour limiter les nuisances.

### Article 8.1 – Dispositions applicables au niveau de l'axe de ruissellement

#### INTERDICTIONS

##### Seront interdits en particulier :

- Toute **nouvelle construction**, afin de ne pas augmenter les risques et de ne pas modifier l'écoulement des eaux.
- Les **remblais, les excavations et les exhaussements** du sol, à l'exception des travaux et installations destinés à réduire les risques d'inondations pour les bâtiments existants ou destinés à réduire les conséquences des inondations à l'échelle de la vallée (par exemple digues, bassins de rétention).
- Les **parkings collectifs** (type établissement commercial...).
- Les **dépôts et stockages** de toute nature.
- Le **stationnement de caravanes et de résidences mobiles de loisirs**.
- Les **clôtures** susceptibles de modifier l'écoulement des eaux.

### Article 8.2 – Dispositions applicables aux secteurs affectés par les axes de ruissellement

#### INTERDICTIONS

##### Seront interdits en particulier :

- Toute construction** vulnérable aux écoulements :
  - Avec un sous-sol dont le niveau est inférieur au niveau de l'axe d'écoulement ;
  - Toute construction dont le premier niveau habitable est inférieur au TN +0,30 m.
- Toute nouvelle ouverture** située à moins de 0,30 m du terrain naturel **et** orientée du côté des vecteurs de ruissellement ou faisant face aux coulées de boue.

## Article 9 – Prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant

Les prescriptions suivantes s'appliquent également aux biens futurs mais aussi pour les biens existants dans un délai de 5 ans (conformément à l'article R562-3 du code de l'environnement) :

1- Dans les zones de débordement de la rivière Aisne, munir les réseaux eaux usées et/ou pluviaux d'un dispositif anti-retour, ou d'une vanne permettant d'isoler de l'extérieur.

2- Pour les organismes gestionnaires des réseaux (électricité, téléphone, gaz), obligation de se mettre en conformité avec les dispositions suivantes :

- Isoler et protéger les réseaux des effets de l'immersion ;
- Installer hors d'atteinte de l'eau les armoires téléphoniques, les transformateurs électriques ou tout matériel sensible ;
- Équiper d'une mise hors service automatique les réseaux de gaz, d'électricité et de téléphone.

3- Installer dans la mesure du possible au-dessus de la cote de crue centennale les équipements sensibles (s'ils sont facilement déplaçables ou à l'occasion de leur renouvellement ou de travaux), et notamment :

- Les appareils électroménagers ;
- Les équipements électriques, électroniques ;
- Les installations de chauffage.

4- Les terrains de camping et parcs résidentiels de loisirs existants doivent se conformer aux prescriptions relatives à la sécurité (notamment vis à vis des inondations) établies par le décret n°94-614 du 13 juillet 1994. Les résidences mobiles de loisirs et les caravanes doivent, par définition, rester mobiles. En cas de crue, leur évacuation doit être prévue par une procédure appropriée.

5- Le stockage existant de produits polluants ou dangereux (tels qu'hydrocarbures, gaz, engrais liquides ou solides, pesticides...) en quantités ou en concentrations inférieures aux normes minimales fixées pour leur autorisation, doit-être réalisé :

- Soit au-dessus de la cote de crue centennale, dans un récipient étanche et fermé ;
- Soit dans le cas contraire, dans un récipient étanche et fermé, lesté et arrimé de façon à résister à la pression hydrostatique d'une crue centennale, et à condition que les orifices de remplissage et les événements soient placés à 0.50 m au-dessus du niveau de la cote de crue centennale.

## Article 10 – Recommandations applicables aux biens existants

### Article 10.1- Recommandations applicables aux zones inondables :

1- Le réaménagement de constructions existantes sera conçu de manière à garantir la sécurité des personnes et à limiter la vulnérabilité des biens aux risques d'inondations.

2- Il est recommandé pour les établissements sensibles en zone inondable (notamment les hôpitaux, les maisons de retraite, les centres d'accueil de personnes à mobilité réduite, les écoles, ...) d'identifier ou de réaliser après autorisation, un accès par voie terrestre au-dessus de la cote de référence. Cet accès doit avoir un gabarit adapté au nombre de personnes présentes sur le site et permettre l'intervention des secours. Il doit également être conçu pour résister aux effets d'une inondation sans perturber l'écoulement des eaux.

3- Il est recommandé, pour tous les bâtiments en zone inondable, d'identifier ou de créer :

- o Une zone refuge située au moins 50 centimètres au-dessus de la cote de crue centennale et adaptée à l'occupation des locaux ;
- o Une ouverture sur le toit, constamment libre d'accès, pour permettre d'attendre les secours ou de procéder le cas échéant à une évacuation.

4- Les ouvertures de bâtiments (telles que portes, baies, soupiraux, orifices, conduits...), situées en dessous du niveau de la crue centennale, peuvent être mises à l'abri d'une entrée des eaux par déplacement du niveau de l'ouverture, par des dispositifs d'étanchéification efficaces ou par obturation. Ces dispositifs d'étanchéification ou d'obturation devront résister à la pression de l'eau. En l'absence de toute possibilité technique, des dispositifs temporaires pourront être mis en place dès l'annonce de crue.

En complément et chaque fois que cela s'avère nécessaire, des pompes d'épuisement de caractéristiques et de débits suffisants peuvent être mises en place afin de permettre l'évacuation des eaux d'infiltration et retarder la montée à l'intérieur des bâtiments (*Attention : dans certains cas, le pompage à outrance peut provoquer l'entraînement des particules fines du sol et déstabiliser les structures bâties*).

Ces mesures seront parmi les plus efficaces tant que la hauteur d'eau n'atteint pas de valeurs importantes au-delà desquelles il devient difficile de résister à la pression et aux entrées généralisées par infiltrations (environ un mètre). La continuité de l'alimentation électrique facilite les actions de pompage.

### Article 10.2- Recommandations applicables en zone blanche:

Afin de ne pas aggraver les risques en aval, et conformément à l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales et à la loi sur l'eau, il convient de maîtriser l'imperméabilisation des sols, maîtriser les phénomènes de ruissellement (en milieu urbain comme en milieu rural) par une bonne gestion des eaux pluviales (infiltration, rétention...) et de maintenir les zones humides.

## Plan de Prévention des Risques Inondations et Coulées de Boue Vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt

Secteur Vallée de la Vesle  
entre Ciry-Salsogne et Vauxtin

Commune de Vasseny

Projet de Zonage Réglementaire

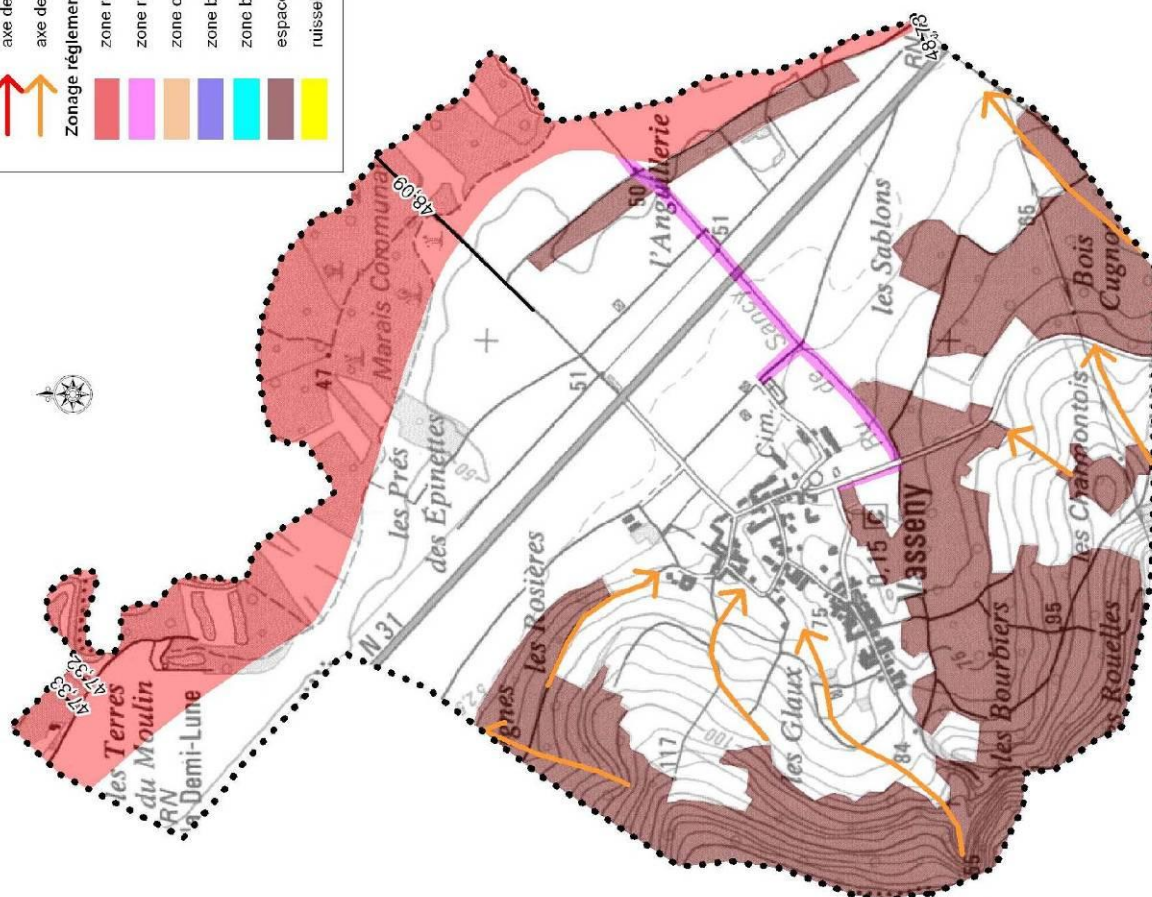


Date : Avril 2008  
Copyright : IGN, Scan25  
Cartographie : SRPR/PPR  
ligne d'eau de la Vesle/Zonage réglementaire/vasseny wor

Echelle : 1/15 000

### Légende

- limite communale
- 50.00- profil en travers indiquant la cote de crue centennale (en m NGF)
- axe de ruissellement avéré
- axe de ruissellement potentiel
- Zonage réglementaire**
  - zone rouge débordement rivière Vesle
  - zone rouge débordement de ru
  - zone orange
  - zone bleue débordement rivière Vesle
  - zone bleue débordement de ru
  - espace à préserver
  - ruissellement et coulées de boue





## **5] Relations aériennes**

### **1. - GÉNÉRALITÉS**

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de l'2 circulation aérienne .

Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

- *Code de l'aviation civile ; 2e et 3e parties, livre II, titre IV chapitre IV, et notamment les articles R. 244-1 et D. 244-1 à D. 244-4 inclus.*
- *Code de l'urbanisme Article L. 421-1 L. 422-1, L. 422-2, R 421-38-13 et R. 422-8.*
- *Arrêté interministériel du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de l'1\_a défense (en cours de modification).*
- *Arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques. Ministère chargé des transports (direction de l'aviation civile, direction de la météorologie nationale).*
- *Ministère de la défense (direction de l'administration générale, sous direction du domaine et de l'environnement).*

### **2. PROCÉDURE D'INSTITUTION**

#### **A. - Procédure**

Applicable sur tout le territoire national (art. R 244-2 du code de l'aviation civile). Autorisation Spéciale délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile ou, en ce qui le concerne, par le ministre chargé des armées pour l'établissement de certaines installations figurant sur les listes déterminées par arrêtés ministériels intervenant après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques.

Les demandes visant des installations exemptées de permis de construire devront être adressées au directeur départemental de l'équipement. Récépissé en sera délivré (art. D. 244-2 du code de l'aviation civile). Pour les demandes visant des installations soumises au permis de construire, voir ci-dessous III-B-2° avant-dernier alinéa.

#### **B - Indemnisation**

Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur (art. D. 244-3 du code de l'aviation civile).

#### **C - Publicité**

Notification, dans un délai de deux mois à compter de la date du dépôt de la demande, de la décision ministérielle accordant ou refusant le droit de procéder aux installations en cause.

Le silence de l'administration au-delà de deux mois vaut accord pour les travaux décrits dans la demande, qu'ils soient ou non soumis à permis de construire, sous réserve de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

### **3 - EFFETS DE LA SERVITUDE**

#### **A - Prérogatives de la puissance publique**

##### Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

##### Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le propriétaire d'une installation existante constituant un danger pour la navigation aérienne de procéder, sur injonction de l'administration, à sa modification ou sa suppression.

#### **C - Limitations au droit d'utiliser le sol**

##### Obligations passives

Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et cela en dehors de zones de dégagement.

##### Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire de procéder à l'édification de telles installations, sous conditions, si elles ne sont pas soumises à l'obtention du permis de construire et à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur la distribution d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés visés à l'Article D. 244-1 institueront des procédures spéciales, de solliciter une autorisation à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département dans lequel les installations sont situées.

La décision est notifiée dans un délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires. Passé ce délai, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives ou réglementaires (art. D. 244-1, alinéa 1, du code de l'aviation civile).

Si les constructions sont soumises à permis de construire et susceptibles en raison de leur emplacement et de leur hauteur de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elles sont à ce titre soumises à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile ou de celui chargé des armées en vertu de l'Article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être accordé qu'avec l'accord des ministres intéressés : Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction (art. R. 421-38-13 du code de l'urbanisme).

Si les travaux envisagés sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'Article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'Article R. 421-38-13 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition aux prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

**Code de l'aviation civile - Dispositions particulières à certaines installations**

Art. R. 244-1 (Décret n° 80-909 du 17 novembre 1980, art. 7-X décret n° 81-788 du 12 août 1981, art. 7-I). – A l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du - présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées.

Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation.

L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1959, constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'Article R.242-1.

Les dispositions de l'Article R 242-3 sont dans ce cas applicables.

Art. D. 244-1. - Les arrêtés ministériels prévus à l'Article R. 244-1 pour définir les installations soumises à autorisation à l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement seront pris après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques.

Art. D. 244-2 - Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'Article D. 244-1, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés visés à l'Article précédent institueront des procédures spéciales, devront être adressées à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département dans lequel les installations sont situées. Récépissé en sera délivré.

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires. La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Art. D. 244-3 : - Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur.

Art. D. 244-4 (Décret n° 80-562 du 18 juillet 1980, art. 2). - Les décrets visant à ordonner la suppression ou la modification d'installations constituant des obstacles à la navigation aérienne dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article R. 244-1 sont pris après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques et contresignés par le ministre chargé de l'aviation civile et par les ministres intéressés.

**Pour d'éventuels renseignements complémentaires s'adresser au service de :**

***Aviation civile - Aéroport de Beauvais – Tille - 60000 BEAUVAIS***

**T7**

**Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation**

NOR: EQUA9000474A  
Version consolidée au 21 novembre 1990

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

**Article 1**

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

**Article 2**

Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) 130 mètres, dans les agglomérations ;
- c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
  - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
  - les zones montagneuses ;
  - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation

**T7**

civile.

**Article 3**

L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

**Article 4**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

NOTA:

: Loi 2001-616 2001-07-11 art. 75 : Dans tous les textes législatifs et réglementaires, la référence à la collectivité territoriale de Mayotte est remplacée par la référence à Mayotte et la référence à la collectivité territoriale est remplacée par la référence à la collectivité départementale.

**Article 5**

Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et de la mer,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du cabinet,  
J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du cabinet civil et militaire,  
D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du cabinet,  
C. VIGOUROUX

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,  
porte-parole du Gouvernement,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des affaires économiques,  
sociales et culturelles de l'outre-mer,  
G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du cabinet,  
D. CADOUX



## **5<sup>ÈME</sup> PARTIE :**

# **ANNEXES**

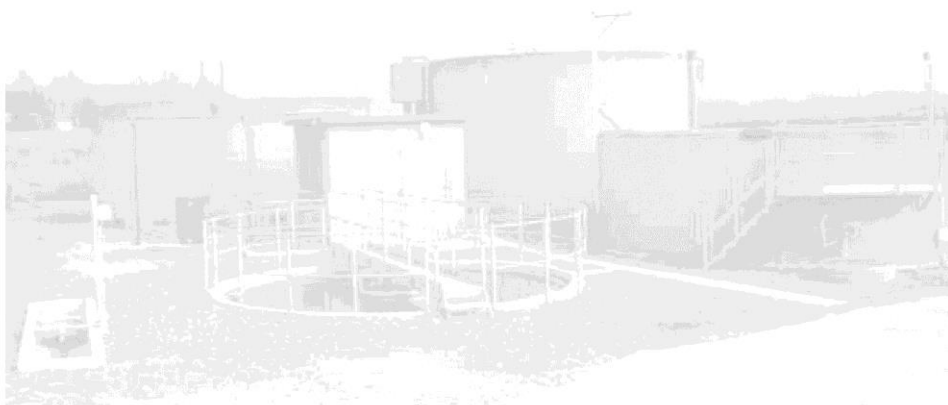


## **Service Public d'Assainissement Non Collectif**

- Lit bactérien :** L'épuration des eaux par lit bactérien est une méthode d'épuration biologique par cultures fixées sur support poreux inerte ayant un taux de vide d'environ 50% (minéraux, comme la pouzzolane et le coke métallurgique, plastiques, les roches volcaniques, les cailloux).
- Réseau unitaire :** Les eaux usées et pluviales circulent dans une conduite unique.
- Réseau séparatif :** Les eaux usées et pluviales circulent dans des conduites différentes.
- STEP :** La STation d'ÉPuration des eaux usées est une installation permettant la dépollution des eaux usées urbaines domestiques. Après accord certaines entreprises peuvent se raccorder à ce réseau.
- MES :** Les Matières En Suspension est le terme employé pour désigner l'ensemble des matières solides insolubles (sable, boue, matières organiques, ...) présentes dans un liquide.
- MS :** La Matière Sèche est ce que l'on obtient lorsqu'on retire l'eau d'un produit. Le pourcentage de matière sèche est le ratio entre le poids de la matière sèche et le poids de la matière non-sèche (hydratée).
- NTK :** L'Azote Kjeldahl mesure l'azote ammoniacal et organique présentes dans un liquide. L'azote NTK rentre dans l'assiette de redevance versée aux Agences de Bassin.
- Poste de relevage ou poste de refoulement :**  
Ouvrage constitué d'une bache de réception des eaux et de pompes, mis en place sur un réseau d'assainissement, pour remonter l'eau dans une conduite gravitaire, directement avec le poste de relevage ou via une conduite en charge (appelée réseau de refoulement) avec le poste de refoulement.
- PT :** le Phosphore Total mesure la totalité des formes phosphorées présentes dans un liquide.



**Communauté de Communes du Val de l'Aisne**



---

**RAPPORT ANNUEL 2017  
SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU  
SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT**

---



## **Préambule**

En application de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et du décret du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, le président de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne est tenu de présenter à l'Assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement.

L'élaboration du rapport annuel sur le prix et la qualité du service répond aux principes de gestion décentralisée des services d'eau et d'assainissement, de transparence et d'évaluation des politiques publiques.

Conformément à l'article D.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport présente les différents éléments techniques et financiers relatifs au prix et à la qualité du service public d'assainissement non collectif et collectif.

## Sommaire

PREAMBULE.....	2
1. LE PERIMETRE D'ACTIVITE .....	6
2. LE PERSONNEL DU SPANC.....	7
3. LES COMPETENCES DU SPANC.....	7
3.1. Les Contrôles de bon fonctionnement .....	8
3.2. Les Contrôles de Conception et de Bonne Exécution .....	8
3.3. Les Contrôles dans le cadre des ventes.....	10
3.4. Entretien : Marché de Vidange de fosses .....	10
3.5. Aide financière à la réhabilitation.....	10
3.6. Réhabilitation des installations au nom de l'intérêt général .....	11
4. LE SPANC EN 2017.....	11
4.1. Le nombre d'installations visitées en 2017 .....	11
4.2. Les vidanges effectuées.....	12
4.3. Les aides à la réhabilitation apportées .....	13
4.4. Réhabilitation des installations au nom de l'intérêt général .....	13
5. LA CONFORMITE DES INSTALLATIONS AUTONOMES .....	15
6. LES TARIFS DES PRESTATIONS .....	15
7. LE COMPTE ADMINISTRATIF .....	16
8. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE .....	17
1. PRESENTATION GENERALE DU SERVICE .....	19
1.1. Le périmètre d'activité .....	19
1.2. La situation de l'assainissement collectif .....	19
1.3. Le personnel .....	20
1.4. Le mode de gestion.....	21
1.5. Les prestations assurées dans le cadre du service .....	21
2. LES INDICATEURS TECHNIQUES .....	22
2.1. Les caractéristiques du réseau de collecte et des ouvrages annexes.....	22
2.2. Les caractéristiques des stations d'épuration.....	22
2.3. Les volumes et les charges traités par station .....	23
2.4. Le bilan des déchets des stations d'épuration .....	26
2.5. Les abonnés facturés .....	28
2.6. Les volumes facturés.....	29
2.7. La consommation moyenne.....	29

<b>3. LES INDICATEURS FINANCIERS .....</b>	<b>30</b>
<b>3.1. Le budget du service assainissement collectif régie .....</b>	<b>30</b>
A) Financement des investissements.....	30
B) Etat de la dette .....	30
C) La redevance .....	30
<b>3.2. Facture moyenne des usagers du service assainissement en 2017 .....</b>	<b>31</b>
<b>3.3. Le comptes administratif.....</b>	<b>32</b>
<b>4. LES PRINCIPALES REALISATIONS .....</b>	<b>33</b>
4.1. Les travaux d'entretien et la création de branchements.....	33
4.2. L'entretien préventif et curatif des réseaux .....	33
4.3. Construction d'une station d'épuration à Missy-sur-Aisne .....	33
4.4. Travaux de réhabilitation de réseaux d'eaux usées sur un lotissement à Missy-sur-Aisne .....	34
4.5. Réhabilitation de réseaux à Missy-sur-Aisne et Chivres-Val .....	34
4.6. Les projets 2018 .....	34
<b>5. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE .....</b>	<b>35</b>
<b>LES POINTS CLE DE L'ANNEE 2017 .....</b>	<b>37</b>
<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>38</b>

**Communauté de Communes du Val de l'Aisne**

---

**RAPPORT ANNUEL 2017**

**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT**

**NON COLLECTIF**

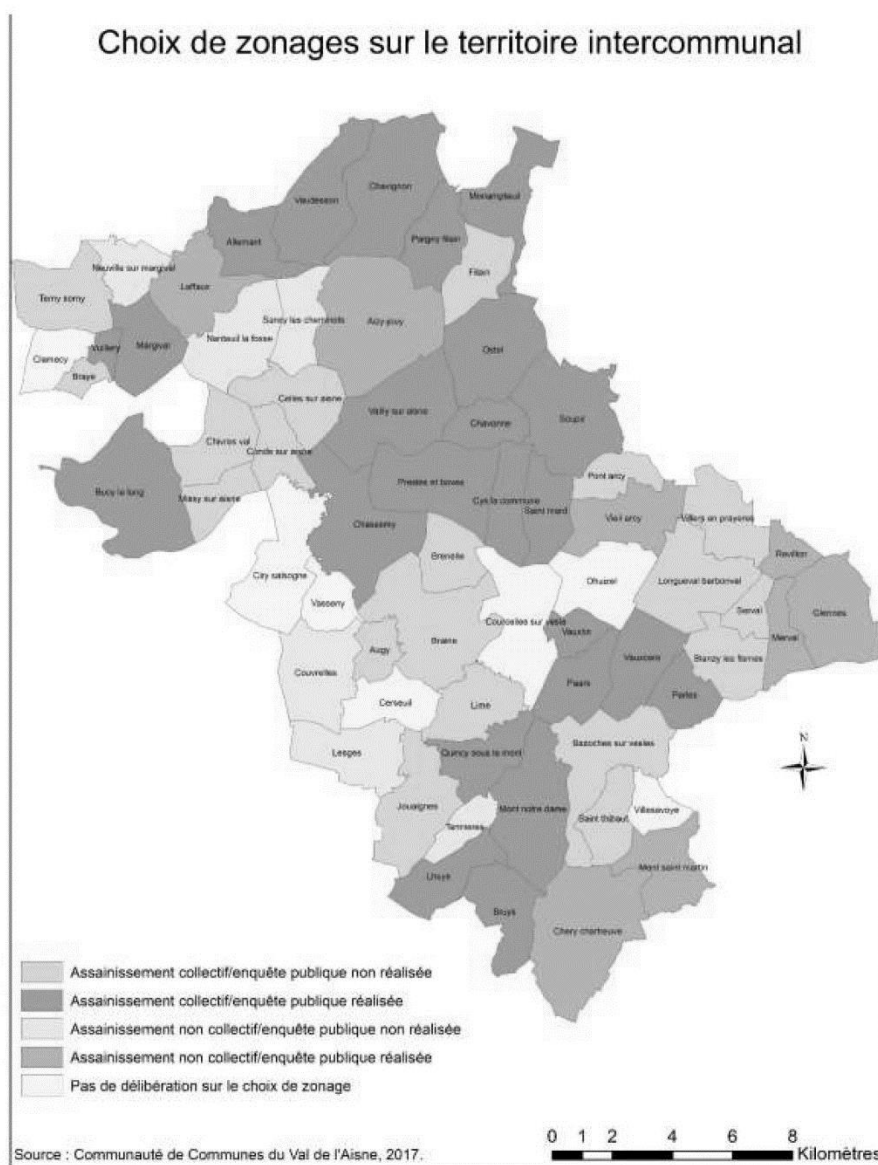
---

---

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT – Année 2017  
Communauté de Communes du Val de l'Aisne

## 1. Le périmètre d'activité

Le territoire communautaire comprend 57 communes pour un total de 20 798 habitants (recensement 2014). [la commune nouvelle des Sept Vallons est issue de la fusion des communes de Glennes, Longueval-Barbonval, Merval, Perles, Révillon, Vauxcéré et Villers-en-Prayères]



### - Choix de zonages sur le territoire de la CCVA -

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT – Année 2017

Communauté de Communes du Val de l'Aisne

6

Au total, sur le territoire :

- 7 communes n'ont pas délibéré sur le choix de zonage
- 26 communes ont délibéré mais l'enquête publique n'a pas été effectuée
- 32 communes ont terminé leur enquête publique

Sur les 58 communes ayant délibéré sur leur choix de zonage :

- 14 ont opté pour un zonage non collectif
- 43 ont opté pour un zonage en tout ou partiellement collectif.

Aujourd'hui, sur les 57 communes que compte la CCVA, 47 ne disposent d'aucune installation d'assainissement collectif.

Ces 47 communes, ainsi que les parties non agglomérées et les écarts des 10 communes en assainissement collectif, dépendent donc du SPANC.

**L'Assainissement Non Collectif sur le territoire de la CCVA :**

- Environ 5 500 Installations
- Environ 12 350 habitants
- 59 % de la population

## **2. Le Personnel du SPANC**

Le service assainissement non collectif compte 5 personnes en 2017 :

- 2 techniciens chargés des contrôles et des conseils
- 1 agent à 75%, pour faire face à la surcharge de travail liée aux projets de réhabilitations groupées
- 1 secrétaire à 50% chargée du suivi administratif et des facturations en régie
- 1 responsable du service à 20%

## **3. Les compétences du SPANC**

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a confié aux communes ou à leur groupement des compétences nouvelles en matière d'assainissement afin de d'assurer la qualité et le suivi des installations d'assainissement non collectif (ANC).

Ces compétences devaient être exercées au plus tard le 31 décembre 2005, dans le cadre d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la CCVA a été créé le 1<sup>er</sup> octobre 2004.

Ce service assure en 2016 les missions suivantes :

- **Contrôle de bon fonctionnement** des installations existantes
- **Contrôle de conception** des installations d'assainissement non collectif neuves ou réhabilitées
- **Contrôle de bonne exécution** des installations d'assainissement non collectif neuves ou réhabilitées
- **Contrôle de l'assainissement dans le cadre des ventes.**
- **Entretien des installations d'assainissement non collectif**
- **Réhabilitation des installations d'assainissement non collectif au nom de l'intérêt général ou de l'urgence**, notamment pour lutter contre les pollutions et protéger les ressources en eau.

### **3.1. Les Contrôles de bon fonctionnement**

La réglementation oblige à une périodicité des contrôles du SPANC notamment pour la réalisation des **Contrôles de bon fonctionnement**.

*Nb : La loi sur l'eau de 1992 suggérait une périodicité maximale de 4 ans pour la réalisation des contrôles des installations existantes. La loi sur l'eau de 2006, la LEMA, disposait d'une périodicité maximale de 8 ans. La Loi Grenelle 2, adoptée en juillet 2010 allonge cette périodicité à 10 ans.*

Ce contrôle a pour objet de vérifier que le fonctionnement de l'installation d'ANC est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, qu'il ne porte pas atteinte à la salubrité publique et n'entraîne pas d'inconvénients de voisinage. Le bon entretien de l'installation est également vérifié.

### **3.2. Les Contrôles de Conception et de Bonne Exécution**

Parallèlement à ces diagnostics, et par sollicitation des particuliers souhaitant réaliser ou réhabiliter une installation d'ANC, le SPANC réalise également les **Contrôles de Conception et de Bonne Exécution**



- **Contrôle de Conception :**

Après réception d'une demande d'installation d'ANC, le SPANC effectue le Contrôle de Conception de l'installation projetée. L'objectif est de s'assurer que le projet présenté dans la demande d'installation correspond aux particularités du sol, à la réglementation en vigueur, aux caractéristiques du terrain et du bâtiment à desservir.

Le SPANC rend ensuite son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves ou défavorable. Celui-ci devra être motivé. Cet avis est une pièce obligatoire pour l'instruction du permis de construire.

Si l'avis est favorable avec réserves, le projet ne peut être réalisé qu'en prenant en compte les réserves formulées par le SPANC.

Si l'avis est défavorable, le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu l'avis favorable.

- **Contrôle de Bonne Exécution :**

Après réalisation de l'installation mais avant son remblaiement, le propriétaire informe le SPANC de l'état d'avancement des travaux. Le SPANC réalise alors le contrôle de Bonne Exécution afin de s'assurer que la réalisation est conforme :

- Au projet validé par le SPANC à l'issue du contrôle de conception
- A l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques
- A toute réglementation applicable lors de l'exécution des travaux

Il vérifie notamment le respect des règles d'implantation, le raccordement de l'ensemble des eaux usées, l'accessibilité des tampons de visites, le respect des prescriptions techniques et les ventilations.

Les observations réalisées lors de ce contrôle sont consignées dans un rapport de visite signé par le propriétaire et le technicien du SPANC. Un avis sur la conformité est donné par le vice président en charge de l'assainissement. Cet avis pourra être favorable, favorable avec réserves ou défavorable par rapport au projet initialement validé. En cas de réserves ou d'avis défavorable, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes au projet initialement validé. Une visite supplémentaire de vérification peut être nécessaire suivant les cas.

A l'issue de la visite, si aucune non conformité n'est décelée, un avis sur la conformité est établi par l'autorité compétente du SPANC et est remis au propriétaire.

### **3.3. Les Contrôles dans le cadre des ventes**

La Loi Grenelle 2, adoptée en juillet 2010 a modifié le Code de la Santé publique. Ainsi, lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif par le SPANC et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique. Si ce contrôle est daté de plus de trois ans ou inexistant, sa réalisation est à la charge du vendeur. Cette obligation est entrée en vigueur au 1er janvier 2011. Le SPANC réalise ainsi des contrôles spécifiques dans le cadre de la vente de biens immobiliers.

### **3.4. Entretien : Marché de Vidange de fosses**

La compétence entretien a été mise en place pour proposer aux usagers un service supplémentaire. Le fait de demander au prestataire la réalisation de vidanges groupées permet de faire bénéficier aux usagers d'un prix négocié.

De plus, confier les vidanges à un prestataire agréé permet de limiter les vidanges « sauvages ».



### **3.5. Aide financière à la réhabilitation**

Par délibération n° 08-027 du Conseil Communautaire en date du 25 septembre 2008, la CCVA a instauré un dispositif d'aide financière pour la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif.

Cette aide financière est destinée à tout propriétaire (bailleur ou occupant), sans condition de ressources, désireux de mettre aux normes son installation d'assainissement autonome.

Le montant de cette aide financière est obtenu par application du taux de 10 % au montant hors taxe des travaux si les travaux sont réalisés par une entreprise ou au montant hors taxe des matériaux si le particulier réalise lui-même les travaux.

Le montant de l'aide est plafonné à 1 000 €.

Pour les installations nécessitant la mise en place d'un poste de relevage, le plafond de l'aide sera majoré de 200 € afin de couvrir partiellement les dépenses supplémentaires générées par l'installation dudit poste de relevage.

### 3.6. Réhabilitation des installations au nom de l'intérêt général

4 communes du territoire ont été sélectionnées en partenariat avec l'Agence de l'eau et le Conseil Général afin de mener des opérations de réhabilitation des assainissements autonomes à l'échelle communale : Aizy-Jouy Glennes, Laffaux, Chéry-Chartreuve. Ce dispositif devrait permettre l'obtention de près de 70% de subvention.

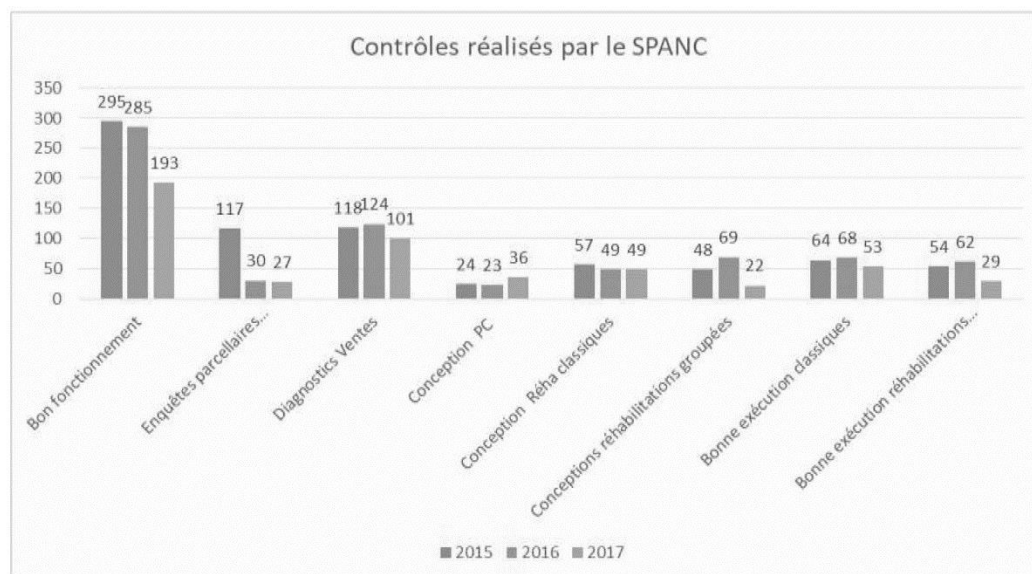
En 2017, les travaux sur Laffaux se sont achevés, et ceux sur Chéry-Chartreuve se sont poursuivis.

## 4. Le SPANC en 2017

### 4.1. Le nombre d'installations visitées en 2017

NOMBRE DE CONTROLES	rappel 2016	2017
Bon fonctionnement	285	193
Enquêtes parcellaires réhabilitations groupées	30	27
Diagnostics Ventes	124	101
Conception classiques	72	85
Conceptions réhabilitations groupées	69	22
Bonne exécution classiques	68	53
Bonne exécution réhabilitations groupées	62	29

Au total, 510 contrôles ont été réalisés et saisis dans le logiciel (710 en 2016)



RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT – Année 2017

Communauté de Communes du Val de l'Aisne

11

	Etat des lieux	Conception	Bonne exécution	Ventes
Nbre d'installations contrôlées en 2004	59	13	3	
Nbre d'installations contrôlées en 2005	238	87	45	
Nbre d'installations contrôlées en 2006	643	158	126	
Nbre d'installations contrôlées en 2007	904	98	57	
Nbre d'installations contrôlées en 2008	907	105	41	
Nbre d'installations contrôlées en 2009	697	82	67	
Nbre d'installations contrôlées en 2010	480	81	50	
Nbre d'installations contrôlées en 2011	100	117	70	123
Nbre d'installations contrôlées en 2012	295	118	86	93
Nbre d'installations contrôlées en 2013	454	80	72	91
Nbre d'installations contrôlées en 2014	394	169	116	86
Nbre d'installations contrôlées en 2015	412	129	118	118
Nbre d'installations contrôlées en 2016	315	141	130	124
Nbre d'installations contrôlées en 2017		107	82	101
Total		1485	1063	736

**Nombre de contrôles réalisés depuis la création du SPANC**

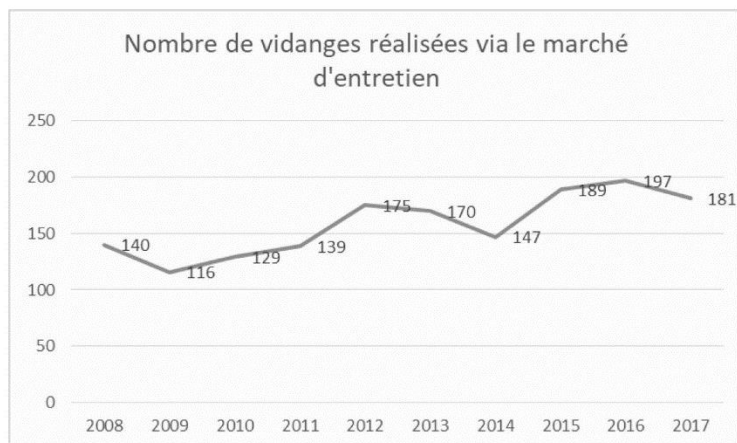
Près de 20% des installations du territoire ont fait l'objet d'un contrôle de bonne exécution.

*NB : les chiffres depuis 2014 tiennent compte des contrôles de conception et bonne exécution effectués dans le cadre des opérations groupées de réhabilitation, ce qui n'était pas le cas auparavant.*

**4.2. Les vidanges effectuées**

***En 2017, 181 usagers ont bénéficié du tarif de vidange groupée proposé par le prestataire pour faire vidanger leur fosse et nettoyer leurs ouvrages de prétraitement.***

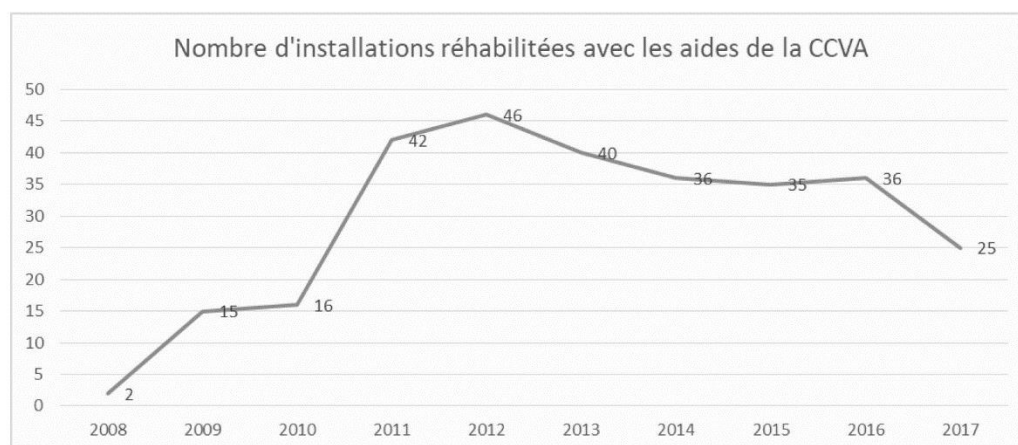
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Usagers ayant bénéficié du service de vidange	140	116	129	139	175	170	147	189	197	181



#### 4.3. Les aides à la réhabilitation apportées

En 2017, ce sont 25 installations réhabilitées qui ont pu bénéficier de cette aide financière (en dehors des projets de réhabilitations groupées).

Le montant de l'aide réservée pour ces 25 installations est de 17 522 € soit une moyenne de 700 € par installation.



31 conventions d'aide ont été signées.

#### 4.4. Réhabilitation des installations au nom de l'intérêt général

**Sur Glennes**, 60 particuliers se sont engagés à réaliser les travaux

En 2017, 1 convention d'aide a été émise. 3 ont réalisé les travaux avec obtention du certificat de conformité.

Au total, ce sont 55 particuliers qui ont finalisé leurs travaux, soit 87 % des habitations recensées non conformes. Le montant total des subventions apportées pour ces dossiers est de 250 977.78 € TTC au titre de l'Agence de l'eau et 37 335.77 € au titre de la CCVA.

**Sur Laffaux**, 38 particuliers se sont engagés à réaliser les travaux.

En 2017, aucune convention d'aide n'a été émise. 1 particulier a réalisé les travaux, avec obtention du certificat de conformité.

Au total, ce sont 35 particuliers qui ont finalisé leurs travaux, soit 80 % des habitations recensées non conformes. Le montant total des subventions apportées est de 189 812.74 € TTC au titre de l'Agence de l'eau et 27 618.6 € au titre de la CCVA.

**Sur Chéry-Chartreuve**, 101 particuliers se sont engagés à réaliser les travaux

En 2017, 24 conventions d'aides ont été émises et 24 ont réalisé les travaux, avec obtention du certificat de conformité.

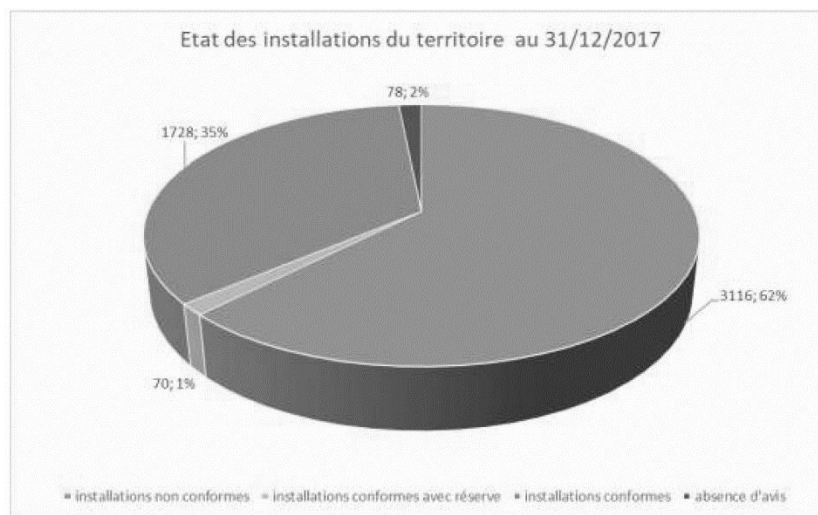
Au total, ce sont 67 particuliers qui ont finalisé leurs travaux, soit 53 % des habitations recensées non conformes. Le montant total des subventions apportées est de 312 638.59 € TTC au titre de l'Agence de l'eau et 46 312.71 € au titre de la CCVA.

En 2017, les aides suivantes ont été apportées :

- 130 111.53 € au titre de l'Agence de l'eau
- 22 275.78 € au titre de la CCVA

## 5. La conformité des installations autonomes

Une analyse du résultat des enquêtes saisies dans le logiciel métier permet de dresser l'état des lieux suivants :



### Conformité des installations autonome contrôlées

Environ 62 % des installations ne sont pas conformes.

En 2010, une analyse similaire avait été réalisée sur 3 200 : environ 70% des installations étaient alors apparues non conformes.

On observe donc une amélioration de l'état du parc des installations ANC du territoire.

## 6. Les tarifs des prestations

**REDEVANCES :** (DELIBERATION 09/081 DU 17/12/2009 ET 2012-027 DU 24/05/2012)

REDEVANCE ANNUELLE	15 € HT annuel	soit 16,50 € TTC
CONTROLE DE CONCEPTION	95 € HT	soit 104,50 € TTC
CONTROLE DE BONNE EXECUTION	95 € HT	soit 104,50 € TTC
DIAGNOSTIC VENTE	120 € HT	soit 132 € TTC

**ENTRETIEN :** (DELIBERATION 10/023 DU 25/03/2010)

VIDANGE DE FOSSE 3M <sup>3</sup>	132 € HT	soit 145,20 € TTC
----------------------------------	----------	-------------------

*Prestation de base : pour réalisation de la vidange lors d'une commande groupée - installation à vidanger de volume maximal de 3000 litres et à une distance depuis le lieu où peut stationner le vidangeur inférieure ou égale à 30 mètres*

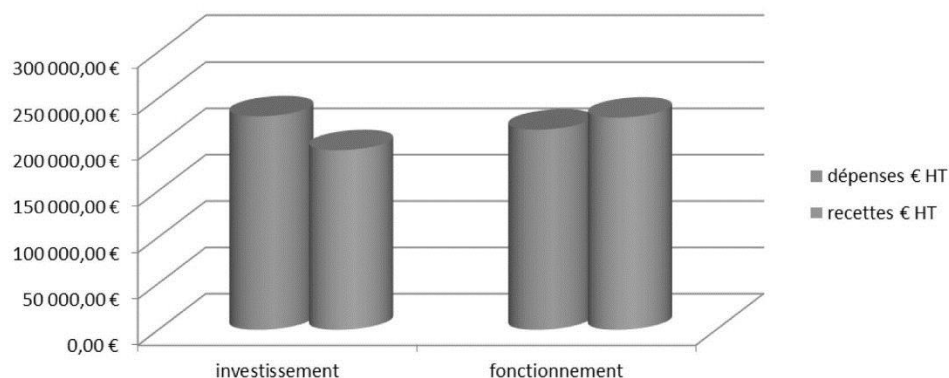
RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT – Année 2017

Communauté de Communes du Val de l'Aisne

15

## 7. Le compte administratif

	DEPENSES (€ HT)			RECETTES (€ HT)		
	Prévu	émis	reste à réaliser	Prévu	émis	reste à réaliser
investissement	519 351,45 €	230 392,25 €	267 328,47 €	519 351,45 €	193 831,22 €	324 724,75 €
fonctionnement	272 676,90 €	216 048,11 €		272 676,90 €	229 062,41 €	



Les principales dépenses d'investissement inscrites correspondent aux subventions apportées au titre de l'Agence de l'eau pour les travaux de réhabilitation. Les recettes correspondent au remboursement de la part de l'Agence de l'eau. Ces perceptions de recettes se faisant par acomptes successifs, il y a un décalage entre la réalisation des dépenses et la perception des recettes.

En fonctionnement, les charges principales sont constituées de charges de personnel. L'essentiel des recettes de fonctionnement est constitué des redevances des contrôles perçues auprès des usagers du service.

## 8. Les indicateurs de performance

Ce chapitre présente les données caractéristiques du service et les indicateurs de performance demandés par le décret du 2 mai 2007 sur le contenu du rapport annuel sur le prix et la qualité du service.

Les définitions et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site [www.eaudanslaville.fr](http://www.eaudanslaville.fr)

Service public de l'assainissement collectif		CCVA
code fiche		
Indicateurs descriptifs des services		
D302.0	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	80
Indicateurs de performance		
P301.3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	35%

\* *Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif : Valeur de 0 à 140 obtenue en faisant la somme des points indiqué dans les tableaux A et B ci-dessous. Le tableau B n'étant pris en compte que si le total de A est égal à 100.*

	OUI	NON
<b>A : Eléments obligatoires</b>		
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération		0 (les études de zonage n'ont pas été approuvées par délibération dans l'ensemble des communes)
Application du règlement du SPANC approuvé par une délibération	20	
Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations	30	
Mise en œuvre du diagnostic et bon fonctionnement des installations	30	
<b>B : Eléments facultatifs</b>		
Existence d'un service capable d'assurer à la demande des propriétaires l'entretien des installations	(10)	(0)
Existence d'un service capable d'assurer à la demande des propriétaires les travaux de réalisation et des installations	(20)	(0)
Existence d'un service capable d'assurer à la demande des propriétaires le traitement des matières de vidange	(10)	(0)

**Communauté de Communes du Val de l'Aisne**

---

**RAPPORT ANNUEL 2017**

**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

---

## 1. Présentation générale du service

Selon l'article 2 des statuts de la communauté de communes, la compétence assainissement collectif se définit de la manière suivante :

- Etudes, travaux et exploitation en matière d'assainissement collectif. La gestion, la maîtrise des eaux pluviales et du ruissellement, la défense contre les inondations restent de la compétence communale.
- La Communauté de Communes peut, dans le respect de la liberté de commerce et d'industrie et si un intérêt public le justifie, conclure des conventions de prestations de service avec chaque propriétaire l'autorisant à faire les travaux de mise en conformité de la partie privative des branchements.

### 1.1. Le périmètre d'activité

En 2017, 10 communes, sur les 57 que compte la CCVA, bénéficient d'un assainissement collectif. Il s'agit de Braine, Bucy-le-Long, Celles-sur-Aisne, Chivres-Val, Ciry-Salsogne (lotissement des Tournelles), Condé-sur-Aisne, Longueval (lotissement rue du Gué), Missy-sur-Aisne, Monampteuil-Pargny (Pargny-Filain et le lieu-dit du Moulinet) et Vailly-sur-Aisne.

Sur cette zone est concentrée environ 41 % de la population de la CCVA.

### 1.2. La situation de l'assainissement collectif

La situation de l'assainissement varie selon les communes.

Certaines bénéficient d'un réseau de collecte sur la majorité du territoire communal et d'un traitement de leurs eaux usées : Bucy-Le-Long, Braine, Pargny-Filain, Vailly-sur-Aisne ? Missy6sur-Aisne depuis le mois de juin 2017.

D'autres ne disposent que d'un réseau de collecte : Celles-sur-Aisne, Chivres-Val, Condé-sur-Aisne.

A Longueval et à Ciry-Salsogne, seul un lotissement est concerné par l'assainissement qui bénéficie de la collecte et du traitement de ses eaux usées. Enfin, à Monampteuil, un lieu-dit est raccordé sur la station d'épuration. Le reste de ces communes est en assainissement non collectif.



#### **1.4. Le mode de gestion**

Le service est exploité en gestion directe (régie) sur l'ensemble des communes.

#### **1.5. Les prestations assurées dans le cadre du service**

Les travaux et interventions décrits ci-dessous sont réalisés soit directement par le personnel de la communauté de communes, soit par des prestataires extérieurs dans le cadre de contrats de prestations de service.

##### **Gestion du service**

- Application du règlement de service
- Fonctionnement, surveillance et entretien des installations, relève des compteurs

##### **Gestion des abonnés**

- Facturation
- Traitement des doléances client

##### **Mise en service**

- Création de branchements

##### **Entretien**

- Entretien de l'ensemble des ouvrages, des branchements, des équipements électromécaniques, des ouvrages de traitement, des postes de relèvement, du génie civil

##### **Renouvellement**

- Branchements,
- Canalisations,
- Génie civil
- Equipements électromécaniques,
- Postes de relèvement.

##### **Travaux**

- Création et extension de réseaux
- Création et réhabilitation des STEP

##### **Prestations particulières**

- Etablissement de programme de travaux d'assainissement

## 2. Les indicateurs techniques

### 2.1. Les caractéristiques du réseau de collecte et des ouvrages annexes

Le réseau d'assainissement collectif représente un linéaire de 61 km de canalisations gravitaires d'eaux usées (EU), unitaire (UN) et sous pression (SP), 1 293 regards de visite\* (RV), 337 avaloirs\* (AV), 3 déversoirs d'orage\* (DO), 1 bassin d'orage (BO) et 15 postes de relevage\* (PdR) répartis ainsi :

Communes	Branchements (unité)	Canalisations (ml)			DO (unité)	AV (unité)	RV (unité)	BO (unité/unité télésurveillée)	PdR (unité/unité télésurveillée)
		EU	UN	SP					
Braine	869	13 639	-		-	-	361	0/0	4/4
Bucy-le-Long	783	13 628	-	1 031	-	-	273	0/0	4/2
Celles-sur-Aisne	97	592	2 232		-	29	45	0/0	0/0
Chivres-Val	230	2 075	1 004		-	77	85	0/0	0/0
Ciry-Salsogne	19	243	-		-	-	2	0/0	0/0
Condé-sur-Aisne	132	2 706	-		-	-	54	0/0	0/0
Longueval	10	129	-		-	-	5	0/0	0/0
Missy-sur-Aisne	252	4 464	-		-	-	97	0/0	0/0
Pargny-Filain	100	2 466	-	1 047	-	-	44	0/0	4/3
Vailly-sur-Aisne	988	2 856	11 639	2 425	3	231	330	1/1	3/3
Totaux	3 480	42 798	14 875	4 503	3	337	1 296	1/1	15/10

### 2.2. Les caractéristiques des stations d'épuration

Les stations d'épuration des communes du territoire de la CCVA ont pour caractéristiques les éléments suivants :

Communes	Capacité en équivalent habitant* (EH)	Débit nominal entrée (m³/j)	DBO <sub>5</sub> * nominal entrée (kg/j)	Type de traitement	Exutoire*	Type de stockage des boues	Capacité de stockage des boues (m³)
BRaine	3 400	542	203	boues activées	La Vesle	Séchage sur lits de roseaux	1 500
BUCY-LE-LONG	2 000	300	108	lit bactérien	Aisne	silo de boues liquides	250
CIRY-SALSOEGNE	100	15	6	boue activée	Réseau eaux pluviales	-	-
LONGUEVAL	130	20	8	lit bactérien	Fossé	-	-
PARGNY-MONAMPTUIL	1 980	297	119	filtres plantés	Ailette	Séchage sur lits de roseaux	960
VAILLY SUR AISNE	2 685	770	161	boues activées	Aisne	Séchage sur lits de roseaux	1 130

### 2.3. Les volumes et les charges traités par station

#### 2.3.1. Les volumes annuels traités en station (m3)

Il n'y a pas de données concernant les stations d'épuration des communes de Ciry-Salsogne et de Longueval qui ne sont pas équipées d'appareil de mesure de débit fixe.

Communes	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
BRAINE	118 335	111 595	97 342	83 226	79 728	85 860	95 882	87 313
BUCY-LE-LONG	121 045	111 851	108 149	101 552	112 240	111 613	128 910	109 752
VAILLY-SUR-AISNE	116 364	71 297	145 202	154 740	154 680	142 027	155 528	138 299
MONAMPTUIL	9 850	9 430	9 810	10 630	11 260	10 580	10 750	9 500

\* Sur Braine, le mois de décembre 2013 n'a pas été comptabilisé. En 2014, il s'agit des données de la nouvelle station, soit à compter de sa mise en eau le 16 juin 2014.

#### 2.3.2. Les charges traitées par station

##### LA STATION DE BRAINE

##### **Bilan de fonctionnement moyen :**

Le fonctionnement moyen de la station a été établi d'après les résultats d'analyse de 7 bilans complets et 5 partiels (sans Azote et Phosphore) réalisés sur 24 h.

	Débit moyen (m3/j)	MES (kg/j)	DBO5 (kg/j)	DCO (kg/j)	NTK (kg/j)	NGL (kg/j)	PT (kg/j)
Effluent	239	97	79	196	20,5	20,8	2,2
Rejet	239	0,8	1,3	8,3	1,4	2,2	0,4

##### **Qualité des rejets :**

	MES (mg/l)	DBO5 (mg/l)	DCO (mg/l)	NTK (mg/l)	NGL (mg/L)	PT (mg/l)
Norme de rejet	30	25	125	10	15	2,0
Qualité de rejet	3	5	32	7	10	1,8

ou

	MES	DBO5	DCO	NTK	NGL	PT
Norme de rejet	75%	80%	90%	-	-	-
Rendement	99%	98%	95%	92%	93%	79%

L'effluent traité et rejeté dans le milieu naturel est conforme, en moyenne, au niveau de rejet prescrit par la réglementation vigueur.

LA STATION DE BUCY-LE-LONG

**Bilan de fonctionnement moyen :**

Le fonctionnement moyen de la station a été établi d'après les résultats d'analyse de 4 bilans complets et 8 partiels (sans Azote et Phosphore) réalisés sur 24 h.

	Débit moyen (m³/j)	MES* (kg/j)	DBO <sub>5</sub> * (kg/j)	DCO* (kg/j)	NTK* (kg/j)	PT* (kg/j)
Effluent	302	47	39	101	15	2
Rejet	302	13,7	7,3	38,8	11,4	2

**Qualité des rejets :**

	MES (mg/l)	DBO <sub>5</sub> (mg/l)	DCO (mg/l)	NTK (mg/l)	PT (mg/l)
Norme de rejet	-	35	-	-	-
Qualité de rejet	43,8	23,9	126	40,8	7,1

	MES	DBO <sub>5</sub>	DCO	NTK	PT
Norme de rejet	50%	60%	60%	-	-
Rendement	56%	76%	50%	22%	0%

L'effluent traité et rejeté dans le milieu naturel est conforme, en moyenne, au niveau de rejet en vigueur.

LA STATION DE PARGNY-MONAMPTUIL

**Bilan de fonctionnement moyen :**

Le fonctionnement moyen de la station a été établi d'après les résultats d'analyse de 6 bilans complets réalisés sur 24 h.

	Débit moyen (m³/j)	MES* (kg/j)	DBO <sub>5</sub> * (kg/j)	DCO* (kg/j)	NTK* (kg/j)	PT* (kg/j)
Effluent	26	4	6	14	1,7	0,2
Rejet	26	0,1	0,1	0,5	0,04	0,1
Rendement		98%	97%	94%	97%	36%

**Qualité des rejets :**

	MES* (mg/l)	DBO <sub>5</sub> * (mg/l)	DCO* (mg/l)	NTK* (mg/l)	PT* (mg/l)
Norme de rejet	30	25	90	10	6
Qualité du rejet	2,0	5,0	20,5	1,8	4,0

L'effluent traité et rejeté dans le milieu naturel est conforme, en moyenne, au niveau de rejet prescrit par la réglementation vigueur.

**LA STATION DE VAILLY-SUR-AISNE**

**Bilan de fonctionnement moyen :**

Le fonctionnement moyen de la station a été établi d'après les résultats d'analyse de 5 bilans complets et 7 partiels (sans Azote et Phosphore) réalisés sur 24 h.

	Débit moyen (m <sup>3</sup> /j)	MES (kg/j)	DBO <sub>5</sub> (kg/j)	DCO (kg/j)	NTK (kg/j)	NGL (kg/j)	PT (kg/j)
Effluent	380	88	59	170	16	17	2,5
Rejet	380	2,2	2,4	11,3	1,1	5,1	1,0

**Qualité des rejets :**

	MES (mg/l)	DBO <sub>5</sub> (mg/l)	DCO (mg/l)	NTK (mg/l)	NGL (mg/L)	PT (mg/l)
Norme de rejet	30	25	90	10	15	2,0
Qualité de rejet	4,1	5	24,7	2,5	12,1	2,3

ou

	MES	DBO <sub>5</sub>	DCO	NTK	NGL	PT
Norme de rejet	90%	90%	90%	80%	70%	80%
Rendement	96%	94%	91%	89%	89%	93%

L'effluent traité et rejeté dans le milieu naturel est conforme, en moyenne, au niveau de rejet prescrit par la réglementation vigueur.

**LA STATION DE CIRY SALSOGNE**

**Bilan de fonctionnement moyen :**

Le fonctionnement moyen de la station a été établi d'après les résultats d'analyse de 1 bilan complet réalisés sur 24 h.

	Débit moyen (m <sup>3</sup> /j)	MES* (kg/j)	DBO <sub>5</sub> * (kg/j)	DCO* (kg/j)	NTK* (kg/j)	PT* (kg/j)
Effluent	15	6,80	2,10	8,60	1,00	0,14
Rejet	15	0,70	0,30	1,40	0,20	0,05

**Qualité des rejets :**

	MES* (mg/l)	DBO <sub>5</sub> * (mg/l)	DCO* (mg/l)	NTK* (mg/l)	PT* (mg/l)
Norme de rejet	-	35	-	-	-
Qualité du rejet	45,1	22,7	90,2	16,1	3,1

	MES*	DBO5*	DCO*	NTK*	PT*
Norme de rejet	50%	60%	60%	-	-
Qualité du rejet	74%	68%	68%		

L'effluent traité et rejeté dans le milieu naturel est conforme, en moyenne, au niveau de rejet prescrit par la réglementation vigueur.

LA STATION DE LONGUEVAL BARBONVAL

**Bilan de fonctionnement moyen :**

Le fonctionnement moyen de la station a été établi d'après les résultats d'analyse de 1 bilan complet réalisés sur 24 h.

	Débit moyen (m³/j)	MES* (kg/j)	DBO5* (kg/j)	DCO* (kg/j)	NTK* (kg/j)	PT* (kg/j)
Effluent	7	8,40	5,40	13,70	0,80	
Rejet	7	0,90	0,20	1,40	0,23	

**Qualité des rejets :**

	MES* (mg/l)	DBO5* (mg/l)	DCO* (mg/l)	NTK* (mg/l)	PT* (mg/l)
Norme de rejet	-	35	-	-	-
Qualité du rejet	130	33	204	33	

	MES*	DBO5*	DCO*	NTK*	PT*
Norme de rejet	50%	60%	60%	-	-
Qualité du rejet	89%	96%	90%	71%	

L'effluent traité et rejeté dans le milieu naturel est conforme, en moyenne, au niveau de rejet prescrit par la réglementation vigueur.

## 2.4. Le bilan des déchets des stations d'épuration

### 2.4.1. Les différents types de déchets produits

#### Les refus de dégrillage

Les refus de dégrillage sont les matières solides (morceaux de bois, boîtes de conserve, bouteilles plastiques, feuilles etc.) qui sont retenues par des grilles situées au début du processus de traitement des eaux usées. Ils sont assimilés à des déchets au sens de l'article L541-1 du code de l'environnement et sont donc en principe valorisés et/ou éliminés dans les filières de traitement des déchets ménagers et assimilés (centres de recyclage, usines d'incinération...).

### Les graisses

Le dégraissage vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques qui interviennent ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis éliminées (mise en décharge ou incinération).

### Le sable

Le dessablage débarrasse les eaux usées des sables et des graviers par sédimentation. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.

### Les boues

Les divers procédés d'épuration des eaux usées entraînent la production de boues. Ces boues sont constituées de substances organiques et minérales

Les boues de station d'épuration peuvent être dirigées vers plusieurs filières de traitement et de valorisation :

- la valorisation agricole par épandage direct
- le compostage
- l'incinération
- le stockage en Centre de Stockage des Déchets Ultime (CSDU) de classe 2.

#### 2.4.2. Bilan des déchets produits station

##### LA STATION DE BRAINE

	Refus de dégrillage	Graisse	Sable	Boues (en MS)
<b>Quantité</b>	3,16 m <sup>3</sup>	15 T	10 m <sup>3</sup>	0,0
<b>Destination</b>	Enfouissement (CSDU II d'Allemant)	Traitement biologique	Traitement (STEP de Laon) puis enfouissement (CSDU II d'Allemant)	Traitement déshydratation puis enfouissement

##### LA STATION DE BUCY :

	Refus de dégrillage	Graisse	Sable	Boues (en MS)
<b>Quantité</b>	1.92 m <sup>3</sup>	65 T	0	4 T
<b>Destination</b>	Enfouissement (CSDU II d'Allemant)	Traitement biologique		Valorisation agricole

LA STATION DE VAILLY-SUR-AISNE				
	Refus de dégrillage	Graisse	Sable	Boues (en MS)
<b>Quantité</b>	2,16 m³	12 T	13 m³	33
<b>Destination</b>	Enfouissement en (CSDU II d'Allemand)	Traitement biologique	Traitement (STEP de Laon) puis enfouissement (CSDU II d'Allemand)	

La quantité de boues produites correspond à celle qui a été épanchée.

#### 2.4.3. Bilan des déchets produits réseau

	Sable
<b>Quantité</b>	52 m³
<b>Destination</b>	Traitement (STEP de Laon) puis enfouissement (CSDU II d'Allemand)

#### 2.5. Les abonnés facturés

Communes	Nb d'abonnés		Variation
	2016	2017	
BRAINE	947	963	2%
BUCY-LE-LONG	762	772	1%
CELLES-SUR-AISNE	84	84	0%
CHIVRES-VAL	184	179	-3%
CIRY-SALSOGNE	17	23	35%
CONDE-SUR-AISNE	115	112	-3%
LONGUEVAL	21	22	5%
MISSY-SUR-AISNE	218	209	-4%
PARGNY-MONAMPTUILL	104	101	-3%
VAILLY-SUR-AISNE	1 005	1 011	1%
<b>Total</b>	<b>3 457</b>	<b>3 476</b>	<b>1%</b>

## 2.6. Les volumes facturés

Communes	Volumes facturés (m³)		Variation
	2016	2017	
BRAINE	82 014	101 489	24%
BUCY-LE-LONG	67 394	66 850	-1%
CELLES-SUR-AISNE	6 300	6 386	1%
CHIVRES-VAL	15 449	14 622	-5%
CIRY-SALOGNE	1 567	1 572	0%
CONDE-SUR-AISNE	9 960	9 838	-1%
LONGUEVAL	973	1 448	49%
MISSY-SUR-AISNE	19 196	18 614	-3%
PARGNY-MONAMPTUIL	11 451	10 810	-6%
VAILLY-SUR-AISNE	81 550	87 472	7%
<b>Total</b>	<b>295 854</b>	<b>319 101</b>	<b>8%</b>

## 2.7. La consommation moyenne

Années	Volumes facturés (m³)	Nb d'abonnés (unité)	Consommation moyenne (m³/ab/an)
<b>2011</b>	303 231	3 417	89
<b>2012</b>	305 100	3 471	88
<b>2013</b>	297 396	3 467	86
<b>2014</b>	271 541	3 150	86
<b>2015</b>	310 892	3 477	89.4
<b>2016</b>	295 854	3 457	86
<b>2017</b>	319 101	3 476	92

La moyenne des volumes facturés par abonné sur l'ensemble des communes collectées est de **92 m³** par abonné et par an

### 3. Les indicateurs financiers

#### 3.1. Le budget du service assainissement collectif régie

##### **A) Financement des investissements**

Montant des travaux effectués en 2017 : 886 141,42 € HT

- Montant des subventions perçues en 2017 :
  - ✓ Agence de l'Eau : 298 012,00 €
  - ✓ Conseil-Départemental : 163 212,70 €
- Dotation aux amortissements : 536 392,62 €

##### **B) Etat de la dette**

L'état de la dette au 31 décembre 2017 est la suivante :

– capital restant dû : 2 705 772,44 €,

##### **C) La redevance**

###### **Définition**

La redevance est la principale recette du service. Elle est facturée à tous les usagers raccordés et raccordables au réseau d'assainissement, en contrepartie du service rendu. La facture assainissement permet de couvrir les 3 principaux postes de dépenses que sont :

- l'entretien et l'exploitation des équipements,
- l'autofinancement des investissements,
- les frais généraux de fonctionnement du service.

###### **Mode de calcul**

Elle se compose d'une part variable, calculée sur le volume d'eau potable consommé multiplié par le prix de l'assainissement au m<sup>3</sup> et d'une part fixe « abonnement ».

Le taux de la part variable diffère entre les communes bénéficiant uniquement de la collecte des eaux usées (Celles-sur-Aisne, Chivres-Val, Condé-sur-Aisne et Missy-sur-Aisne), celles bénéficiant à la fois de la collecte et du traitement (Bucy-le-Long, Ciry-Salsogne, Longueval, Pargny-Filain / Monampteuil et Vailly-sur-Aisne).

Au 1<sup>er</sup> juillet 2016 :

- Montant de la part fixe : **59,90 €/an**
- Taux de la part variable (collecte) : **0,66 €/m<sup>3</sup>**
- Taux de la part variable (collecte + traitement) : **2,11 €/m<sup>3</sup>**.

Le service n'est pas assujéti à la TVA.

---

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT – Année 2017

Communauté de Communes du Val de l'Aisne

30

Le règlement des factures doit être adressé à la trésorerie Principale de Vailly-sur-Aisne qui assure la gestion des recouvrements des factures.

### 3.2. Facture moyenne des usagers du service assainissement en 2017

#### Facture moyenne pour les communes bénéficiant de la collecte et du traitement des eaux usées :

Bucy-le-Long, Ciry-Salsogne, Longueval, Pargny Filain Monampteuil, Vailly-sur-Aisne et Missy-sur-Aisne

Détail facture	Consommation	Prix unitaire €HT	Montant € HT
Part CCVA			313,10 €
Part fixe (abonnement annuel)		59,90 €	59,90 €
Part variable (collecte + traitement)	120 m <sup>3</sup>	2,11 €	253,20 €
<b>Total</b>			<b>313,10 €</b>

**Soit 2,87 € TTC / m<sup>3</sup>**

#### Facture moyenne pour les communes bénéficiant de la collecte des eaux usées :

Celles-sur-Aisne, Chivres-Val, Condé-sur-Aisne

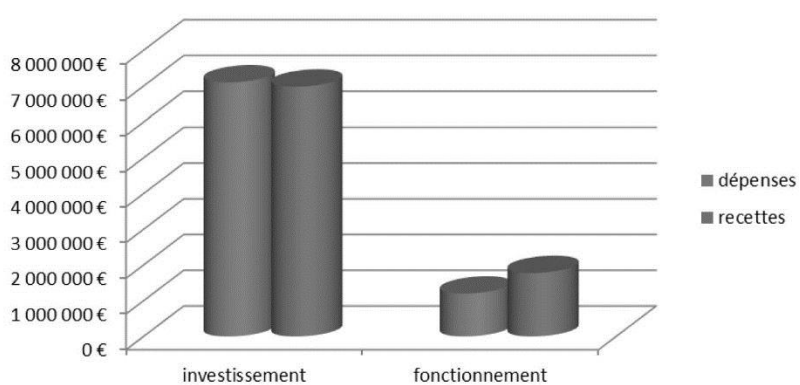
Détail facture	Consommation	Prix unitaire €HT	Montant € HT
Part CCVA			139,10 €
Part fixe (abonnement annuel)		59,90 €	59,90 €
Part variable collecte	120 m <sup>3</sup>	0,66 €	79,20 €
<b>Total</b>			<b>139,10 €</b>

**Soit 1,28 € TTC / m<sup>3</sup>**

### 3.3. Le comptes administratif

Pour l'exercice 2017, le compte administratif de la régie directe « assainissement collectif » se présente comme suit :

	dépenses			recettes		
	Prévu	émis	reste à réaliser	Prévu	émis	reste à réaliser
investissement	3 031 411 €	7 101 868 €	1 581 707 €	3 031 411 €	6 985 031 €	1 367 082 €
fonctionnement	1 678 406 €	1 202 071 €		1 678 406 €	1 778 867 €	



Comparaison entre dépenses et recettes réalisées

## 4. Les principales réalisations

### 4.1. Les travaux d'entretien et la création de branchements

La Communauté de Communes a fait réaliser des travaux d'entretien de réseau (réparation de casses, amélioration de l'écoulement des eaux usées, ...) et créer 10 branchements. Le coût global de ces travaux s'élève à environ 23 513 € HT.

Le service assainissement a également renouvelé des équipements électromécaniques pour un montant de 12 450 € HT.

### 4.2. L'entretien préventif et curatif des réseaux

Communes	Curage des canalisations par haute pression (mètres linéaires)	Vidange et nettoyage d'avaloirs (unité)	Nettoyage de poste de relevage (unité)	Inspection télévisée (mètres linéaires)	Débouchage de branchement particulier (unité)	Nettoyage de déversoirs d'orage (unité)
Braine	2 356	-	25	808	2	-
Bucy-le-Long	1 408	-	15	679	0	-
Celles-sur-Aisne	-	-	-	-	-	-
Chivres-Val	32	70	-	12	1	-
Ciry-Salsogne	-	-	-	-	-	-
Condé-sur-Aisne	-	-	-	-	-	-
Longueval	0	-	-	-	-	-
Missy-sur-Aisne	135	-	-	0	1	-
Pargny	-	-	0	-	-	-
Vailly-sur-Aisne	99	255	8	93	3	3
<b>Totaux</b>	4 030	325	48	1592	7	3
<b>Pourcentage effectué</b>	7%	96%		2,8%	0,2%	

### 4.3. Construction d'une station d'épuration à Missy-sur-Aisne

Les travaux de construction de la station d'épuration intercommunale pour les communes de Missy-sur-Aisne et Chivres-Val initiés en 2016, se sont poursuivis en 2017.

L'équipement a été mis en service en juin 2017.

Le montant global de l'opération s'élève à 1,28 M €.

En 2017, les dépenses s'élèvent à 451 000 € HT. 369 000 € de recette ont été perçus de la part de l'Agence de l'eau et du Conseil Départemental

#### **4.4. Travaux de réhabilitation de réseaux d'eaux usées sur un lotissement à Missy-sur-Aisne**

En parallèle de travaux de voirie, la CCVA a initié en 2016 des travaux de réhabilitation d'eaux usées dans le lotissement de la Tuilerie à Missy-sur-Aisne. L'opération s'est achevée en 2017

Les travaux comportent :

- la construction d'un poste de relèvement à la jonction rue de la Tuilerie - rue de Soissons de façon à optimiser le profil en long du réseau,
- la reconstruction complète du réseau gravitaire d'eaux usées y compris les collecteurs et boîtes de branchement en limite de propriété sur 380 ml avec dépose partielle ou totale du réseau amianté ciment existant.

Sur les 265 000 € de l'opération, 126 196 € HT ont été dépensés en 2017. 57 477 € de subventions ont été perçues au titre de l'Agence de l'eau et du Conseil Départemental

#### **4.5. Réhabilitation de réseaux à Missy-sur-Aisne et Chivres-Val**

En parallèle des travaux pour la station d'épuration, la CCVA mène un projet de réhabilitation des réseaux d'assainissement sur l'ensemble des communes de Missy sur Aisne et Chivres Val avec pour objectif :

- limiter les intrusions d'eaux claires dans le réseau EU
- supprimer les rejets directs vers le ru de Chivres
- créer ou reconstruire des réseaux EU afin de permettre un raccordement vers la station d'épuration

Pour ce faire, les travaux suivants sont réalisés :

- Création et reconstruction de réseaux EU gravitaires sur environ 2,5 km dans diverses rues
- Création de 5 postes de refoulement de 20 EH à 450 EH et linéaire de refoulement sur 1,6 km pour rejoindre la tête de réseau de Missy

En 2017 la conception de ce projet a été effectuée et les travaux ont démarré au mois de novembre. Le montant estimatif de l'opération est de 1,72 M € HT  
227 000 € HT ont été dépensé en 2017 et 24 840 € de recettes perçues via l'Agence de l'eau Seine Normandie et le Conseil Départemental

#### **4.6. Les projets 2018**

Le service assainissement de la CCVA a programmé pour l'exercice 2018 ou envisagé pour les exercices ultérieurs les travaux et études suivants :

- Finalisation des travaux de construction de la station d'épuration de Missy-sur-Aisne ;
- Finalisation des travaux de réhabilitation de réseaux d'assainissement à Missy-sur-Aisne et Chivres-Val, afin de raccorder les effluents à la station ;
- Travaux de réhabilitation de réseaux d'assainissement à Bucy, rue de Américains
- Travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement à Braine, place Schoenenberger et boulevard de Montpellier

## 5. Les indicateurs de performance

Ce chapitre présente les données caractéristiques du service et les indicateurs de performance demandés par le décret du 2 mai 2007 sur le contenu du rapport annuel sur le prix et la qualité du service.

Les définitions et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site [www.eaudanslaville.fr](http://www.eaudanslaville.fr)

## Indicateurs de performance

		BRAINE	BUCY-LE-LONG	PARGNY-MONAMPTÉUIL	VAILLY-SUR-AISNE
<b>Indicateurs descriptifs des services</b>					
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	2 000	1 880	210 + population saisonnière d'Axoplage	2 000
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	0	0	0	0
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (tonnes de MS)		4		33
D204.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	2,87 €	2,87 €	2,87 €	2,87 €
<b>Indicateurs de performance</b>					
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	96,66%	99,7%	100,0%	98,0%
P202.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	40	40	40	40
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	oui	oui	oui	oui
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	oui	oui	oui	oui
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	oui	oui	oui	oui
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	-	100%	-	100%
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	nc	nc	nc	nc

## Les points clé de l'année 2017



Linéaires de réseaux : **62 km**

Postes de refoulement : **15**

Stations d'épuration : 6 dont **4** supérieures à 1 000 EH et **2** inférieures à 1 000 EH



Habitations ou immeubles raccordés : **3 480**

Nombre de branchements au kilomètre linéaire de réseau : **56**



Volume traité : **344 864 m<sup>3</sup>** (Braine, Bucy-le-Long, Vailly-sur-Aisne, Monampteuil)

Volume facturé : **319 000 m<sup>3</sup>**



Prix moyen HT annuel de la redevance assainissement pour une consommation de 120 m<sup>3</sup> : **313,10 €**

Prix moyen de la redevance assainissement : **2,61 €HT/m<sup>3</sup>**

## Glossaire

- Aération prolongée :** L'aération prolongée est utilisée dans la méthode d'épuration par boues activées. Cette méthode consiste à mettre en contact les eaux usées avec un mélange riche en bactéries par brassage pour dégrader la matière organique en suspension ou dissoute. Il y a une aération importante pour permettre l'activité des bactéries et la dégradation de ces matières, suivie d'une décantation à partir de laquelle on renvoie les boues riches en bactéries vers le bassin d'aération.
- Avaloir :** L'avaloir de chaussée est destiné à collecter les eaux de surface ; il est disposé aux points bas des aires revêtues (parking, caniveaux...) ou placé sous trottoirs en bordure des tronçons de voirie. Il permet la décantation des sables et feuilles mortes. Le siphon évite les remontées d'odeurs du réseau.
- DBO<sub>5</sub> :** La Demande Biochimique en Oxygène pendant 5 jours est la quantité d'oxygène nécessaire pour oxyder les matières organiques (biodégradables) par voie biologique (oxydation des matières organiques biodégradables par des bactéries). Elle permet d'évaluer la fraction biodégradable de la charge polluante carbonée des eaux usées.
- DCO :** La Demande Chimique en Oxygène est la consommation en oxygène par les oxydants chimiques forts pour oxyder les substances organiques et minérales de l'eau. Elle permet d'évaluer la charge polluante des eaux usées.
- Déversoir d'orage :** Sur un réseau unitaire, le déversoir d'orage permet de maîtriser un débit vers un ouvrage de traitement et de dériver une partie des effluents excédentaires en cas d'orage.
- Eaux ménagères :** Eaux usées produites au niveau des cuisines et salles de bain
- Eaux parasites :** Eaux provenant des infiltrations des nappes souterraines dans les réseaux.
- Eaux vannes :** Eaux usées en provenance des toilettes
- EH :** L'Equivalent Habitant représente le rejet moyen d'un habitant en une journée soit 60 grammes de DBO<sub>5</sub>.

- Lit bactérien :** L'épuration des eaux par lit bactérien est une méthode d'épuration biologique par cultures fixées sur support poreux inerte ayant un taux de vide d'environ 50% (minéraux, comme la pouzzolane et le coke métallurgique, plastiques, les roches volcaniques, les cailloux).
- Réseau unitaire :** Les eaux usées et pluviales circulent dans une conduite unique.
- Réseau séparatif :** Les eaux usées et pluviales circulent dans des conduites différentes.
- STEP :** La STation d'ÉPuration des eaux usées est une installation permettant la dépollution des eaux usées urbaines domestiques. Après accord certaines entreprises peuvent se raccorder à ce réseau.
- MES :** Les Matières En Suspension est le terme employé pour désigner l'ensemble des matières solides insolubles (sable, boue, matières organiques, ...) présentes dans un liquide.
- MS :** La Matière Sèche est ce que l'on obtient lorsqu'on retire l'eau d'un produit. Le pourcentage de matière sèche est le ratio entre le poids de la matière sèche et le poids de la matière non-sèche (hydratée).
- NTK :** L'Azote Kjeldahl mesure l'azote ammoniacal et organique présentes dans un liquide. L'azote NTK rentre dans l'assiette de redevance versée aux Agences de Bassin.
- Poste de relevage ou poste de refoulement :**  
Ouvrage constitué d'une bache de réception des eaux et de pompes, mis en place sur un réseau d'assainissement, pour remonter l'eau dans une conduite gravitaire, directement avec le poste de relevage ou via une conduite en charge (appelée réseau de refoulement) avec le poste de refoulement.
- PT :** le Phosphore Total mesure la totalité des formes phosphorées présentes dans un liquide.

## **Arrêté pour la saisine en matière archéologique**



### **PREFECTURE DE LA REGION PICARDIE**

**Objet : Arrêté portant sur les modalités de saisine du Préfet de la Région Picardie en matière d'archéologie préventive et concernant les projets d'urbanisme**

**Le Préfet de la Région Picardie**

**Préfet de la Somme**

-VU le code du patrimoine, notamment ses articles L.522-4 et L.522-5 prévoyant la possibilité de définir, dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique nationale, des zones de présomption de prescriptions archéologiques, préalablement à la réalisation de projets d'aménagement affectant le sous-sol,

-VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.121-2 relatif au porter à la connaissance des informations dont dispose l'Etat notamment en matière d'inventaire du patrimoine culturel, et R.442-3-1 relatif à la déclaration préalable de travaux,

-VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, notamment ses article 4 et 5 relatifs aux zones archéologiques prévues aux articles L.522-4 et L.522-5 susvisés du code du patrimoine, et ses articles 69 et 70 précisant notamment les conditions de communication des éléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique aux autorités administratives chargées de l'élaboration des documents d'urbanisme ou de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique,

-VU le procès verbal approuvé de la réunion des 13,14,15 décembre 2004 de Commission Interrégionale de la Recherche Archéologique du Centre-Nord,

-CONSIDERANT que la grande densité des vestiges et traces archéologiques sur le territoire de la Picardie, révélée notamment par les opérations de diagnostic et fouilles archéologiques liées aux grands aménagements, rend nécessaire l'examen des projets d'aménagement, sur l'ensemble du territoire régional, en fonction des seuils d'emprise au sol définis ci-après,

-CONSIDERANT que l'évolution de la législation et de la réglementation en matière d'archéologie préventive nécessite de mettre à jour les précédentes dispositions régionales relatives à la transmission des dossiers de demandes d'aménagement, notamment les arrêtés fixant les seuils et surfaces de saisine du préfet de région,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : dans les départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, en application du 1<sup>o</sup> de l'article 4 du décret n° 2004-490, les demandes d'autorisation de travaux qui doivent faire l'objet d'une saisine du préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles – service régional de l'archéologie – 5, rue Henri Daussy 80044 Amiens cedex 1) sont, outre les travaux prévus aux 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> de l'article 4 du décret n° 2004-490, tous les travaux prévus au 1<sup>o</sup> de l'article 4 du décret n° 2004-490 lorsque leur emprise au sol est supérieure à 5000 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : dans les départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, sont soumis à déclaration préalable auprès du préfet de région, les travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement du sol prévus dans l'article R.442-3-1 alinéas a et d du code de l'urbanisme, lorsque leur emprise au sol correspond aux conditions suivantes : largeur dépassant 1 mètre, longueur dépassant 5000 mètres, profondeur dépassant 1 mètre ; ainsi que les travaux répondant aux conditions d'emprise au sol indiquées dans l'article R.442-3-1, c'est-à-dire superficie supérieure à 10000 m<sup>2</sup> et profondeur de plus de 0,5 m.

**ARTICLE 3** : dans les communes listées ci-dessous, en raison de leur importance historique et archéologique particulière, et en application du 1<sup>o</sup> de l'article 4 du décret n° 2004-490, les demandes d'autorisation de travaux qui doivent faire l'objet d'une saisine du préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles – service régional de l'archéologie – 5, rue Henri Daussy 80044 Amiens cedex 1) sont, outre les travaux prévus aux 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> de l'article 4 du décret n° 2004-490, tous les travaux prévus au 1<sup>o</sup> de l'article 4 du décret n° 2004-490, lorsque leur emprise au sol est supérieure à 100 m<sup>2</sup>.

Ces communes sont :

*pour le département de l'Aisne* : Anizy-le-Château, Aubenton, Berry-au-Bac, Bohain, Braine, La Capelle, Le Câtelet, Charly, Chauny, Château-Thierry, Condé-en-Brie, Coucy-le-Château, Craonne, Crécy-sur-Serre, Guise, La Fère, Fère-en-Tardenois, La Ferté Milon, Guignicourt, Hirson, Laon, Marle, Moy, Neufchâtel, Neuilly-St-Front, Novion, Oulchy-le-Château, Ribemont, Rozoy, Sains-Richaumont, St Quentin, St Simon, Sissonne, Soissons, Tergnier, Vailly, Vendeuil, Vermand, Verneuil, Vervins, Vic-sur-Aisne, Villers-Cotterets, Wassigny ;

*pour le département de l'Oise* : Beauvais, Clermont, Creil, Breteuil, Senlis, Crépy-en-Valois, Ressons-sur-Matz, Verberie, Choisy-au-Bac, Chambly, Noyon, Guiscard, Attichy, Breteuil-sur-Noye, Chantilly, Pont-SteMaxence, St -Just -en-Chaussée, Nanteuil-le-Haudouin, Clairoix, Chaumont-en-Vexin, Coudray-St-Germer, Crèvecœur-le-Grand, Compiègne ;

*pour le département de la Somme* : Abbeville, Ailly le Haut Clocher, Ailly sur Somme, Airaines, Albert, Amiens, Beaucamps-le-Vieux, Beaumetz, Beauquesne, Beauval, Béhen, Bernaville, Berteaucourt-les-Dames, Bray-sur-Somme, Chaulnes, Combles, Condé-Folie, Conty, Corbie, Crécy en Ponthieu, Le Crotoy, Crouy-Saint-Pierre, Domart-en-Ponthieu, Domqueur, Doullens, Fontaine-sur-Somme, Gamaches, Hallencourt, Ham, Hornoy-le-Bourg, Molliens-Dreuil, Montdidier, Moreuil, Moyenneville, Nesle, Novion, Oisemont, Péronne, Picquigny, Poix-de-Picardie, Ribemont-sur-Ancre, Roiglise, Roisel, Rosières-en-Santerre, Roye, Rue, Saint-Riquier, Saint-Valéry-sur-Somme, Villers-Bocage ;

*ainsi que l'ensemble de la communauté d'agglomération Amiens-Métropole* : Allonville, Bertangles, Blangy-Tronville, Bovelles, Boves, Cagny, Camon, Clairly-Saulchoix, Creuse, Dreuil-les-Amiens, Dury, Glisy, Guignemicourt, Longueau, Pissy, Pont-de-Metz, Poulainville, Revelles, Rivery, Sains-en-Amiénois, Saint-Fuscien, Saleux, Salouël, Saveuse, Thézy-Glimont, Vers-sur-Selle ;

**ARTICLE 4 :** dans les communes énumérées à l'article 3, sont soumis à déclaration préalable auprès du préfet de région, les travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement du sol prévus dans l'article R.442-3-1 alinéas a) et d) du code de l'urbanisme, lorsque leur emprise au sol correspond aux conditions suivantes : largeur dépassant 1 mètre, longueur dépassant 100 mètres, profondeur dépassant 1 mètre ; ainsi que les travaux répondant aux conditions d'emprise au sol indiquées dans l'article R.442-3-1, c'est à dire superficie supérieure à 10000 m<sup>2</sup> et profondeur de plus de 0,5 m.

**ARTICLE 5 :** en fonction de l'avancement de la carte archéologique, des arrêtés de zonage plus précis, par commune, constitueront des mises à jour se substituant au présent arrêté pour les communes concernées.

Si la commune concernée dispose d'un Plan Local d'Urbanisme ou d'une carte communale, et en application de l'article 70 du décret n° 2004-490 et de l'article L121-2 du code de l'urbanisme, le zonage archéologique de la commune sera, de plus, transmis au maire dans le cadre de la procédure du porter à la connaissance.

**ARTICLE 6 :** en application de l'article 5 du décret n° 2004-490 susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures des départements de l'Oise, de la Somme et de l'Aisne. Une copie de l'arrêté sera adressée par le Préfet de département à l'ensemble des maires concernés.

Fait à Amiens, le 20 MAI 2005

le Préfet



Michel SAPPIN